

Une intégration 100% ardennaise

■ Janus Intérim, France Travail et Stellantis s'unissent pour intégrer une population allophone dans le monde du travail. *Page 5*

La valeur du produit comme boussole



■ Olivier Dauvers, expert de la consommation, décrypte les changements de comportement des Français, notamment concernant le vin et le champagne. *Page 4*

22 % des agriculteurs auboisi prêts à jeter l'éponge

■ La Chambre d'agriculture consulte les agriculteurs et leur tend la main pour passer le cap sans tout lâcher. *Page 6*

Un mandat national pour Boris Ravignon

■ Le maire de Charleville a été élu président d'Intercommunalités de France, réunissant 2 000 élus et cadres intercommunaux. *Page 10*

Portrait

■ L'Aubois Pierre Maroilley. *Page 24*

12 pages d'annonces légales
et d'appels d'offres.

Pages 12 à 23

F RTP : la commande publique en berne

Les professionnels des travaux publics alertent sur le fort ralentissement de leur activité et en appellent aux collectivités pour poursuivre les investissements concernant leurs infrastructures, sous peine de suppressions d'emploi. « *Le constat que nous faisons aujourd'hui est celui d'une baisse moyenne de 25 % des appels d'offres sur l'ensemble du territoire français. La situation est encore plus marquée pour les collectivités, avec une diminution de 32 %.* » Au niveau régional, la baisse de prises de commandes par rapport à 2025 est de 30% et celle des appels d'offres publics de 24,5%. Dans les départements des Ardennes et de l'Aube, la situation est encore plus préoccupante avec des baisses de l'ordre de 40%. « *Les collectivités territoriales jouent pourtant un rôle crucial dans l'investissement public et dans le financement des infrastructures au quotidien* », insiste Hervé Noël, Vice-Président de la FRTP Grand Est et Président de la Fédération des Travaux Publics de Champagne-Ardenne. Une situation, qui, si elle se prolonge, fait peser de lourds risques sur l'emploi.

Page 3



Au premier semestre 2026, l'activité des travaux publics dans le Grand Est connaît un ralentissement avec un recul de 8,5% du chiffre d'affaires en valeur et de 12,2% en volume.

Marne : le Département sous pression budgétaire

Une décision modificative (DM) qui traduit la volonté du Département de préserver ses priorités tout en maintenant une gestion rigoureuse des équilibres financiers. C'est ainsi que le Président Jean-Marc Roze présente la seconde DM du Budget Primitif 2026 du Département de la Marne. Pour rappel la DM est un ajustement du Budget Primitif (BP), voté par les élus et modifiant quelque peu les précédentes dispositions. La DM peut autoriser des dépenses imprévues ou insuffisamment évaluées, elle peut également supprimer des crédits de dépenses ou modifier leur répartition.

Au-delà de la présentation de l'exercice, c'est le contexte du projet de loi de finances 2027 du Gouvernement qui a irrité le Président du Conseil Départemental : « *Alors que l'Etat doit reconnaître les difficultés des Départements, il vient d'annoncer un prélèvement de 555 M€ non remboursable pour 60% d'entre eux... Le Gouvernement actuel a imposé une diète de 3,5 milliards d'euros en trois ans et continue sa purge. Nous allons droit dans le mur !* » Parmi les rapports abordés lors de cette session du 9 octobre, les dotations pour le fonctionnement des collèges s'élèvent à 7,4 M€.

Page 9

**IMPACT
MAXIMAL
VISIBILITÉ
TOTALE**
Optez pour la une,
soyez
incontournable



03 26 08 38 30



Retrouvez l'intégralité de votre journal
sur

matot-braine.fr

L'héritage d'un bien immobilier



Les héritiers d'un bien immobilier ont en moyenne 54 ans

Entre 2018 et 2023, en France hors Alsace, Moselle et Mayotte, 702 000 logements sont transmis en moyenne chaque année, 519 000 par héritage (d'une personne décédée à son ou ses héritiers) et 183 000 par donation (entre personnes vivantes). En moyenne, un héritier d'un bien immobilier a 54 ans et un bénéficiaire d'une donation a 48 ans, alors qu'un acheteur a 43 ans. Dans trois transmissions immobilières sur quatre, le propriétaire cède un bien à une personne qui a entre 20 et 39 ans de moins que lui, soit un écart d'une génération. 63 % des héritiers et donataires sont avant transmission déjà propriétaires, dont 27 % déjà propriétaires de plusieurs logements. (INSEE)

Les situations de pauvreté monétaire



En quinze ans, des épisodes de pauvreté monétaire plus durables

En France hors outre-mer, une personne sur quatre est au moins une fois en situation de pauvreté monétaire entre 2021 et 2024. Cette proportion était quasi la même entre 2008 et 2011, soit près de quinze ans auparavant. Ces épisodes de pauvreté sont souvent récurrents : 71 % des personnes en situation de pauvreté monétaire en 2023 le sont encore un an plus tard en 2024. D'une année sur l'autre, les sorties d'une situation de pauvreté monétaire sont minoritaires ; elles sont en outre loin d'être toutes pérennes : sur six personnes en situation de pauvreté en 2021, deux ne le sont plus l'année qui suit, mais une seule n'est plus en situation de pauvreté ni en 2024 ni aucune des années où elle a répondu à l'enquête entre 2022 et 2023. (INSEE)

La part des logements vacants



7,6 % de logements vacants : la baisse se poursuit

Au 1^{er} janvier 2026, la France hors Mayotte compte 38,6 millions de logements. 82,7 % d'entre eux sont des résidences principales et 54,4 % des logements individuels (maisons). Depuis 2010, la croissance du parc de logements s'atténue : le nombre de logements augmente en moyenne de 0,8 % par an depuis 2016, contre +1,2 % par an entre 2000 et 2009 et +1,1 % entre 2010 et 2015. Après avoir fortement augmenté entre 2005 et 2019, la part des logements vacants diminue, passant de 8,1 % en 2019 à 7,6 % en 2026 ; en 2026, 2,9 millions de logements sont vacants. Par ailleurs, 3,8 millions de logements sont des résidences secondaires ou des logements occasionnels ; après avoir augmenté entre 2011 et 2017, leur part dans l'ensemble du parc est stable. 57,3 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale, une part quasi stable depuis 2014. (INSEE)

baromètre

Charabia, 9^e édition déjà !

De gauche à droite : Maryline Vuiblet (vice-présidente du Conseil départemental, en charge de la culture), Sylvain Lacombe (Ulysse Maison d'Artistes), Mathieu Barcella, Arnaud Robinet (maire de Reims).

Encore une petite année, et le Reims Charabia Festival fêtera dignement ses 10 ans d'existence. Pour l'heure, la 9^e édition, qui aura lieu du mardi 24 au dimanche 29 novembre, est la preuve indiscutable que « le rendez-vous des amoureux des mots et des oreilles curieuses » est bel et bien ancré dans le paysage culturel rémois. De quoi donner tort – comme se plaisait à le noter Arnaud Robinet, maire de Reims, lors de la conférence de présentation du festival – à certains commentaires sur les réseaux sociaux laissant entendre qu'il ne se passe rien à Reims sur le plan culturel...

Une 9^e édition légèrement condensée – un jour de moins –, d'une part grâce à la disponibilité des artistes et, d'autre part, au regard des nécessités budgétaires des temps, le chanteur

Barcella, le toujours aussi dynamique fondateur de Charabia, soulignant « qu'il ne s'agissait pas de prendre des risques inconsidérés ». Moyennant quoi, les institutionnels comme les partenaires privés restent les fidèles soutiens de la manifestation, dont le budget est compris entre 350 et 400 000 euros.

UNE PHILOSOPHIE SINGULIÈRE

En quelques données chiffrées, ce 9^e Charabia c'est 7 têtes d'affiche (avec notamment Renan Luce au Manège le 24 novembre et Alain Chamfort, également au Manège, le 25), 6 jours, 5 lieux rémois (Le Manège, La Comédie, La Cartonnerie, la Médiathèque Jean Falala, la Maison Commune du Chemin Vert)... 18 groupes ou artistes sont au programme, dont 9 « artistes découvertes », la philoso-

phie de Charabia étant la mixité entre artistes confirmés et émergents, singularité qui contribue à sa réussite. Des artistes locaux seront de la partie, tels Tumulte, Les Inséparables piou-piou (25 novembre), Leys (27 novembre), Unversatine (28 novembre).

Comme les années précédentes, des actions se poursuivent avec les collègues (Robert Schuman, Georges Braque) ; des rencontres culturelles se tiendront toute la semaine dans les médiathèques locales (Jean Falala à Reims, Bétheny, Cormontreuil, Val-de-Vesle) et la désormais incontournable Grande Dictée du Charabia se déroulera à la Baraque du Manège le dimanche 29 novembre à 11 heures.

J.R.

Plus d'infos : www.charabiafestival.com

Ils bougent

ALESSIO BRUSCHETTA PREND LA DIRECTION GÉNÉRALE DE CRISTALCO



Après une expérience de 15 années au sein de Procter & Gamble en Italie et à l'international, il rejoint Eridania en 2014 en tant que Directeur des ventes. Il accompagne la transformation et le développement de l'entreprise – devenue filiale de Cristal Union en 2016 – en exerçant successivement les fonctions de Directeur commercial et marketing, de Business Director, puis en prenant la responsabilité des activités Supply Chain et des opérations industrielles du site de Russi, l'un des centres majeurs de conditionnement du sucre en Europe. Nommé Directeur général d'Eridania Italia en 2021, il pilote la stratégie de développement de la marque leader en Italie, la diversification de ses activités et ses engagements en matière de durabilité. Giuseppe Di Bono lui succède à la Direction Générale d'Eridania. Sa connaissance approfondie des marchés et sa parfaite maîtrise des enjeux de la filière sucrière constituent des atouts majeurs pour poursuivre le développement de Cristalco et consolider les positions du Groupe sur ses marchés.

RECRUTEMENT ET CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



Contactez

Eric Bohn

03 26 88 17 30

ebohn@eccarrieres.com

AVIGNON - LYON - NANCY - PARIS
REIMS - BARCELONE - SHANGHAI

décideurs

La Fédération des Travaux publics appelle les collectivités à relancer les investissements

Aménagement. Les professionnels des travaux publics alertent sur le fort ralentissement de leur activité et en appellent aux collectivités pour poursuivre les investissements concernant leurs infrastructures, sous peine de suppressions d'emplois.



Sébastien Vacellier, Les Canalisateurs de la Marne, Hervé Noël, Vice-Président de la FRTP Grand Est et Président de la Fédération des Travaux Publics de Champagne-Ardenne, Christophe Possémé, président de la FFB Marne et Georges Mathieu, Responsable commercial de France rabotage.

Pas un secteur n'échappe à la morosité. Alors que celui des travaux publics pouvait se targuer, il y a encore quelques années, d'être en plein emploi et d'avoir des carnets de commandes avec une large visibilité, aujourd'hui, l'inquiétude est réelle. « Habituellement, lors d'une année pré-électorale, les équipes municipales sortantes accélèrent leurs investissements, ce qui se traduit par une hausse de l'activité de l'ordre de 7 à 10 %. Or, l'année dernière, nous n'avons pas observé cette dynamique. C'était déjà un premier motif d'inquiétude », livre Hervé Noël, Vice-Président de la FRTP Grand Est et Président de la Fédération des Travaux Publics de Champagne-Ardenne. Au premier semestre 2026, l'activité des travaux publics dans le Grand Est connaît ainsi un ralentissement avec un recul de 8,5 % du chiffre d'affaires en valeur et de 12,2 % en volume. Avec le renouvellement de 35 % des équipes municipales, la fédération constate un « attentisme » des nouveaux arrivants, dans un contexte économique et politique incertain.

- 25% D'APPELS D'OFFRES EN FRANCE EN 2026

« Le constat que nous faisons aujourd'hui est celui d'une baisse moyenne de 25 % des appels d'offres sur l'ensemble du territoire français. La situation est encore plus marquée pour les collectivités, avec une diminution de 32 %. » Au niveau régional, la baisse de prises de commandes par rapport à 2025 est de 30 % et celle des appels d'offres publics de 24,5 %. Dans les départements des Ardennes et de

l'Aube, la situation est encore plus préoccupante avec des baisses de l'ordre de 40 %. « Les collectivités territoriales jouent pourtant un rôle crucial dans l'investissement public et dans le financement des infrastructures au quotidien », insiste Hervé Noël qui souligne que la tendance est la prise de décision dans l'urgence alors que les investissements devraient plutôt se faire dans l'anticipation. Or, entre les deux, les coûts ne sont pas les mêmes.

Une situation, qui, si elle se prolonge, fait peser de lourds risques sur l'emploi. « Cette situation entraîne déjà la suppression de nos emplois temporaires, notamment dans l'intérim, qui représente entre 7 et 8 % de nos effectifs, voire jusqu'à 10 % dans certaines entreprises (2 200 salariés en 2025 vs 1 970 en 2026 dans le grand Est). Si la situation perdure l'année prochaine, nous devons nous attaquer à nos effectifs permanents, avec un risque de réduction de 10 % de notre masse salariale », alerte le Président de la Fédération des Travaux Publics de Champagne-Ardenne.

Sur le territoire, ce sont 7 000 emplois qui dépendent directement de l'activité du secteur des travaux publics et 3 000 emplois indirects. « Depuis 18 mois, nous avons perdu environ 15 % de notre volume d'affaires », indique à ce propos Georges Mathieu, Responsable commercial de France rabotage, à l'agence de Saint-Martin-sur-le-Pré. Son entreprise intervient en amont des travaux routiers, afin de raboter les routes avant l'intervention d'autres professionnels.

« Nos effectifs sont uniquement en CDI, en raison de la haute technicité de notre activité. Nous formons d'ailleurs en interne via une école de formation nos salariés. » La fédération souligne aussi le fait que dans les TP, il s'agit d'emplois non-délocalisables. « Un million d'euros d'activité de travaux publics finance sept emplois directs et trois emplois indirects. »

DES INFRASTRUCTURES EN MAUVAIS ÉTAT

Le Plan de Finances 2027, tel que défendu par le gouvernement, « rend désormais le risque fragilité du secteur très concret », estime Hervé Noël car, « s'il était adopté en l'état, il entraînerait une réduction de plus de 5 milliards d'euros les ressources des collectivités ». Des baisses de ressources alors même que ces dernières sont dans l'urgence d'investir pour leurs routes, leurs ouvrages ou dans le réseau de canalisations, qui pour certaines, est centenaire. « Sur notre territoire, très rural, les collectivités sont plutôt bien gérées et peu endettées. Leur capacité de remboursement de la dette est d'environ trois ans mais sans visibilité financière, elles ne lanceront pas de nouveaux projets », avertit-il.

Or, les récents épisodes de canicule ont rappelé l'importance d'adapter les infrastructures aux aléas climatiques. « Ces investissements s'inscrivent dans le temps long », estime Sébastien Vacellier, délégué Marne des Canalisateurs qui rappelle que le taux de renouvellement annuel des réseaux d'eau potable est de 0,61 %. Pour les professionnels, il faut ainsi distinguer les dépenses qui financent le fonctionnement courant de celles qui « préparent l'avenir et génèrent de la croissance. » « En 15 ans, la France est passée de la 1^{re} place à la 18^e en ce qui concerne sa qualité de routes. Quant aux réseaux d'eau et d'assainissement, 20 % de l'eau potable produite se perd toujours dans les réseaux. »

UNE BAISSÉ DES INVESTISSEMENTS QUI TOUCHE TOUS LES SECTEURS

Christophe Possémé, Président de la Fédération française du bâtiment de la Marne insiste : « On estime qu'un euro investi par les collectivités génère, dans les cinq années suivantes, un à deux euros d'investissements privés supplémentaires. » Or, ce dernier a lui aussi grandement ralenti ses

investissements ces derniers mois. « Dans le Grand Est, le secteur viticole a fortement limité ses investissements, touchant notamment l'Aube et la Marne ; l'industrie connaît également une période de faible activité. À cela s'ajoutent les difficultés des filières de l'agro-alimentaire, dont les rendements insuffisants pourraient conduire à de nouveaux reports d'investissements en 2027 », poursuit Christophe Possémé. Quant au secteur du logement, qui contribue habituellement à l'activité des travaux publics à travers les lotissements et les aménagements autour des immeubles, il est également en net recul. « Depuis trois ans, les professionnels évoquent une baisse de 40 % dans la construction de maisons individuelles et de 50 % dans la construction de logements. » Hervé Noël le rappelle : « Jusqu'à présent, les marchés publics ont permis de compenser une partie de cette contraction du marché privé mais le PLF 2027 vient mettre en danger cette dynamique, notamment par la baisse de la FCTVA (fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, principale aide de l'État aux collectivités territoriales en matière d'investissement, ndlr.) estimée à -2,1 milliards d'euros par rapport à 2026. »

Les professionnels des TP appellent donc les élus à ne pas laisser s'installer de nouvelles périodes creuses car leurs entreprises disposent d'équipements coûteux, de matériel et d'un

EN CHIFFRES

- 8,5 %

Chiffre d'affaires

Au 1^{er} semestre 2026, en valeur dans le Grand Est.

- 12,2 %

Activité en volume

Au 1^{er} semestre 2026 dans le Grand Est.

jusqu'à - 30 %

Prises de commandes

Évolution régionale par rapport à 2025.

- 24,5 %

Appels d'offres publics

Évolution régionale par rapport à 2025.

encadrement qu'elles doivent continuer à financer. Et si les marges de manœuvre diminuent, leur modèle économique risque d'être compromis. Hervé Noël, qui, au départ, il le concède, n'était pas un fervent défenseur des grandes régions, en appelle aujourd'hui à une plus grande décentralisation. « Faisons confiance aux élus locaux ! » Son message est clair : « Les entreprises de travaux publics n'attendent pas prioritairement de nouvelles aides, mais de nouvelles commandes. »

NASTASIA DESANTI



En Grand Est, les collectivités territoriales ont investi plus de 2 milliards d'euros dans les infrastructures de Travaux Publics. Ses dépenses représentent en fonction des territoires, entre la moitié et 2/3 de l'activité des entreprises de travaux publics.

Champagne. Pour Olivier Dauvers, expert de la consommation, spécialiste de la grande distribution, les professionnels du vin et du champagne sont particulièrement concernés par les changements de consommation des Français. Leur défi : rendre leurs produits plus accessibles, mieux expliquer leur valeur et s'adapter aux attentes des clients.

Olivier Dauvers décrypte les nouveaux arbitrages des consommateurs

Le temps de la croissance mécanique de la consommation est révolu. C'est le constat dressé par Olivier Dauvers, fondateur de la revue spécialisée Rayon Boissons et fin observateur de la consommation. Auteur, à la tête d'une maison d'édition et intervenant au quotidien sur RTL, il décrypte les mutations du marché en s'appuyant sur les données économiques et les comportements d'achat. À l'occasion de sa conférence donnée sur la Salon Viti Vini à Epernay, en partenariat avec le Crédit Agricole du Nord-Est, il prévient : « Les temps sont durs et ça va durer. »

Avant la crise sanitaire, la consommation française progressait régulièrement. Depuis 2008, elle évolue globalement autour de... zéro. « Factuellement, il n'y a plus de croissance de la consommation, ça n'est pas un petit sujet », insiste le spécialiste. Dans un marché où la concurrence devient plus agressive, les acteurs économiques ne peuvent plus compter sur une hausse naturelle de leurs ventes.

Comment explique ce « calme plat » ? L'inquiétude des ménages est un facteur déterminant dans la limitation de leurs dépenses. Face aux incertitudes économiques, sociales et géopolitiques, les Français épargnent davantage pour anticiper les périodes difficiles. Le taux d'épargne se rapproche ainsi de 20 % du revenu disponible (19% en 2025), contre 14% en 2019.

LA VALEUR COMME PLANCHE DE SALUT

Cette prudence se traduit donc en matière de consommation par des arbitrages permanents. Le prix devient un critère déterminant pour les consommateurs, mais ces derniers sont capables de mettre le prix quand ils estiment que c'est justifié. « Il n'y a pas que le prix, il y a aussi la valeur », explique-t-il. Encore faut-il que cette valeur soit comprise par le client.



Olivier Dauvers : « Nous sommes tous des frustrés de la consommation ».

Car c'est là que se joue une partie de la bataille commerciale : le consommateur accepte de payer davantage s'il comprend ce qui justifie la différence. Cela peut être la qualité, l'origine, le savoir-faire ou encore les bénéfices concrets du produit. À l'inverse, une entreprise qui ne parvient pas à rendre sa singularité perceptible risque de se retrouver en concurrence directe sur le seul critère du prix.

Olivier Dauvers distingue également le pouvoir d'achat du « vouloir d'achat ». Selon la théorie qu'il a élaborée avec un sociologue, le sentiment de manquer d'argent ne traduit pas nécessairement une baisse objective des ressources. Cela peut aussi résulter

de l'écart entre ce que chacun souhaite acheter et ce qu'il peut effectivement s'offrir. La multiplication des sollicitations, encouragée notamment par les publications sur les réseaux sociaux, entretient cette frustration auprès des consommateurs. « Nous sommes tous des frustrés de la consommation. Les standards de vie progressent et tout est concurrent de tout. On en veut plus qu'on ne peut vraiment acheter », résume l'expert, pour qui, même lorsque le pouvoir d'achat se stabilise, les attentes progressent, rendant les arbitrages plus difficiles.

Cette évolution sociétale touche particulièrement le marché des vins et des boissons alcoolisées. Ces der-

nières années, la consommation d'alcool recule inexorablement et les jeunes générations s'en détournent de plus en plus. À cette tendance s'ajoute une concurrence accrue entre catégories : la bière a progressivement gagné du terrain face au vin. Dans le même temps, le vin apparaît davantage associé aux consommateurs les plus aisés, tandis que les ménages modestes réduisent plus fortement leurs achats.

MUTATIONS DE CONSOMMATION

Le risque serait alors de compenser la baisse des volumes par une hausse continue des prix. Une politique qui mettrait en rayon des bouteilles à des prix si élevés qu'elles ne se vendraient pas. Une stratégie qui privilégierait uniquement la montée en gamme et qui risquerait de se traduire par un écueil, prévient-il. Car si la valeur d'une appellation ou d'une marque demeure essentielle, elle ne suffit pas si les consommateurs se détournent du produit. Le champagne n'échappe pas à ces mutations de la consommation. Olivier Dauvers observe des transferts de consommation vers d'autres boissons, notamment la bière qui supplante le vin dans les habitudes des Français, et souligne que les effervescents, portés par le prosecco, résistent globalement mieux que certains autres segments. Pour autant, la notoriété de l'appellation champagne ne doit pas dispenser la filière de rester vigilante et de poursuivre ses efforts en direction des consommateurs.

« Vous pouvez avoir la meilleure marque du monde, la plus haute image du monde, ça ne servira à rien s'il n'y a plus suffisamment de consommateurs pour l'acheter ». L'enjeu consiste donc à préserver la valeur du champagne tout en travaillant sur les occasions de consommation et le recrutement de nouveaux clients.

Dans cette nouvelle configuration, la grande distribution ne pourra pas, à elle seule, assurer la valorisation

des produits, comme Olivier Dauvers le rappelle : les enseignes cherchent avant tout à répondre à la demande et à proposer ce que les consommateurs sont prêts à acheter. Si elles peuvent privilégier des références générant un chiffre d'affaires plus important, elles ne peuvent imposer durablement dans leurs rayons déjà surchargés un produit qui ne rencontre pas son public. « Au mieux, le distributeur est un passeur », insiste-t-il.

Il incombe donc aussi aux producteurs et aux marques d'expliquer leur différence et de construire une relation de confiance avec le consommateur. C'est par exemple tout le pari lancé par la coopérative laitière C'est qui le patron ? : les clients acceptent de payer leur brique de lait un peu plus cher, car ils savent que ce prix soutient une rémunération plus juste des producteurs. La valeur ne se décrète pas, elle se construit et se démontre. Dans un marché contraint, la capacité à rendre un produit à la fois désirable, compréhensible et accessible devient décisive. « Ce n'est pas le consommateur qui s'adapte à la période, c'est vous qui allez vous adapter avec vos consommateurs », lance Olivier Dauvers aux Champenois.

« La filière n'est pas condamnée à la paupérisation mais à une quête de valeur ». Loin de condamner les stratégies de montée en gamme, il invite toutefois les champenois à s'inscrire dans une réflexion plus large sur les usages, les prix et les attentes réelles de leurs clients. Pour le vin et pour le champagne en particulier, l'enjeu n'est pas seulement de défendre une image ou une appellation, mais de donner aux consommateurs des raisons concrètes de continuer à acheter : dans un environnement où la croissance ne porte plus les entreprises, c'est bien la valeur qui doit désormais faire la différence.

BENJAMIN BUSSON

Tout ce qui se passe ici,
dans ma région s'écoute sur

ici Champagne
Ardenne

Ma radio locale.



Emploi. Janus Intérim, agence de travail temporaire d'insertion, France Travail et Stellantis signent depuis 2023, dans les Ardennes, une opération inédite : intégrer une population allophone dans le monde du travail grâce à un partenariat au succès reconduit chaque année.

Stellantis, Janus et France Travail : un partenariat gagnant pour l'insertion



Elvira Viot, Reponsable de l'agence Janus de Charleville-Mézières et Laurent Lambert, adjoint au Directeur départemental de France Travail Ardennes ont présenté l'opération de partenariat.

C'est une initiative 100% ardennaise, née d'une synergie collective entre une entreprise du territoire, Stellantis, 1^{er} employeur privé des Ardennes avec plus de 2 200 salariés, l'agence de travail temporaire Janus, entreprise d'insertion du groupe Vitamine T et les services de France Travail. L'objectif ? Transformer les difficultés de recrutement dans l'industrie en une opportunité d'insertion pour un public spécifique : les étrangers primo-arrivants, en les accompagnant vers un premier emploi. « Au sein de France Travail, notre mission consiste à favoriser l'accès à l'emploi et à faciliter le recrutement des candidats. Mais nous savons que l'insertion professionnelle durable nécessite parfois de mettre en place des

dispositifs nouveaux, ancrés dans les réalités locales », explique Laurent Lambert, adjoint au Directeur départemental de France Travail Ardennes. Sylvie Roguin, DRH du site Stellantis de Charleville-Mézières a contribué à mettre en œuvre cette opération inédite. « Nous avons constitué le premier groupe en 2023, avec dix personnes. Ce sont des programmes qui demandent un peu de temps en amont, notamment pour le recrutement et la sélection des candidats car il faut s'assurer que les personnes sont prêtes à travailler dans un environnement industriel. Diversité et inclusion ne doivent pas être que des mots mais aussi des actes. Et chez Stellantis, cela s'exprime par la cohabitation et le travail ensemble de 35 nationalités différentes. »

Car si ce dispositif a été initié dans les Ardennes ce n'est pas un hasard. Il répond à une double urgence : la première, économique. « Les entreprises ont besoin de candidats pour pourvoir certains postes de production, mais elles peinent parfois à les recruter. Et lorsqu'elles trouvent des personnes, celles-ci ne restent pas toujours longtemps », indique Laurent Lambert. La seconde, sociale. « Le Réseau pour l'emploi, dont nous faisons partie, doit impérativement ouvrir des voies d'insertion aux publics qui en ont besoin. Il s'agit d'une responsabilité morale, mais également d'une priorité portée par les pouvoirs publics. La circulaire Retailleau, publiée en 2025, insiste notamment sur la nécessité de renforcer les actions en faveur de l'insertion. »

COORDONNER LES ACTIONS

Cette circulaire demande en effet aux préfets, à France Travail et à l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) de coordonner leurs actions. « En Champagne-Ardenne, 1 508 étrangers primo-arrivants dont environ 600 dans les Ardennes, sont mis en contact avec France Travail. Lorsque les données sont transférées, nous disposons de nombreux éléments qui nous permettent de mieux comprendre les parcours de chacun, les pays d'origine mais aussi les aspirations, une fois arrivés en France, ainsi que les formes de médiation à mettre en place avec nos partenaires », précise Stéphane Darmas, Directeur de l'Office français de l'immigration et

de l'intégration de Reims. Ces parcours, quelques salariés de Stellantis, arrivés en France pour certains il y a moins de trois ans, ont accepté de les livrer. Ils viennent d'Éthiopie, d'Algérie ou encore d'Ukraine. Tous soulignent la ferme volonté de s'ancrer dans leur nouveau pays. Et c'est dans un français presque parfait que Sofia, arrivée en France après le début de la guerre en Ukraine, livre vouloir « participer activement à la vie économique française ». Avec son mari, qui lui aussi fait partie du programme depuis deux ans, elle confie, émue, avoir « créé de nouveaux liens et trouvé peu à peu leur place dans un nouveau pays ». Une détermination saluée par les chefs d'équipes de l'entreprise, eux-aussi, venus apporter leur témoignage, à l'image de Tiffany. « La communication peut parfois être difficile en raison de la barrière de la langue, mais nous trouvons généralement assez rapidement des moyens de nous comprendre », explique-t-elle, préférant souvent à la parole, les gestes : « La méthode la plus efficace reste souvent la démonstration. Nous montrons concrètement à l'opérateur comment travailler à son poste et quels équipements il doit porter. Nous utilisons des mots simples et des gestes pour nous faire comprendre. »

Concrètement, le parcours se divise en plusieurs temps : un premier recrutement est effectué après des entretiens tripartites, puis la personne intègre une période de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP) où ses compétences actives

sont révélées, elle bénéficie ensuite d'un tuteur qui l'accompagne avant de signer un contrat d'insertion avec Janus. En parallèle, un accompagnement sur mesure, notamment à travers des cours de français dispensés avec l'association J'SPR 08, vient renforcer le dispositif. « Cette initiative a vocation à être portée par d'autres responsables des ressources humaines dans d'autres entreprises, en les encourageant à ouvrir davantage leurs entreprises aux publics allophones », souhaite Jonathan Malbranque, Directeur Interim et Compétences au sein du groupe Vitamine T. « Derrière chaque contrat de travail, il y a plus qu'un emploi, c'est un quotidien qui se stabilise », rappelle Elvira Viot, responsable de l'agence Janus de Charleville-Mézières. Une dynamique qui se poursuivra dès novembre, avec le lancement d'une nouvelle action destinée à accompagner douze personnes supplémentaires.

Depuis 2023, les résultats témoignent de l'efficacité du dispositif : 33 parcours ont été engagés, dont 91 % ont dépassé les trois mois de contrat et 75 % les douze mois. Aujourd'hui, 64 % des bénéficiaires sont toujours en poste. À la clé également, six CDI signés, ainsi que trois CDD et contrats de professionnalisation. Fort de ce bilan particulièrement encourageant, cette réussite ardennaise a désormais vocation à essaimer dans d'autres départements...

NASTASIA DESANTI

Industrie. À la tête de deux fonderies françaises implantées à Revin et à Ancenis-Saint-Géréon (44), le groupe Bouhyer, leader européen de son secteur d'activité, ouvre son capital à l'un des principaux fondeurs polonais avec l'évocation d'un rachat.

Le groupe Bouhyer ouvre son capital à un fondeur polonais... avant un changement de main ?



La dernière fonderie de Revin, Bérourdiaux, qui emploie une cinquantaine de personnes dans la fabrication de contrepoids en fonte, pourrait passer d'ici à la fin de l'année sous pavillon polonais, en devenant une filiale de Krakodlew, déjà entré de façon minoritaire au capital de Bouhyer, début octobre. Installée à proximité du centre-ville, l'usine occupe une surface totale de 16 000 m². Ce site de production est spécialisé dans la fabrication de gros contrepoids en fonte destinés à des constructeurs internationaux d'engins

de levage et de manutention, issus de différents secteurs d'activité : agriculture, construction, logistique, forage, ferroviaire, éolien et portuaire. Bérourdiaux livre des contrepoids de grande taille, de huit tonnes en moyenne, conçus sur mesure, fiables et performants. Ils répondent à des spécifications techniques très pointues et sont adaptés aux projets de ses clients. Sa particularité est d'être un site totalement exportateur, puisque 100 % de sa production est destinée à l'étranger. Parmi ces exportations, 99 % sont à destination de l'Allemagne, où se trouvent

de grands clients qui fabriquent du matériel de levage (grues, chariots élévateurs, pelles...). Les équipements sont ensuite expédiés par les clients de Bouhyer dans le monde entier, notamment aux États-Unis, au Brésil, en Chine, en Asie et en Afrique.

TROIS PROPOSITIONS SÉRIEUSES

Implantée à Cracovie, Krakodlew a été créée dans les années 1960. D'abord spécialisée dans la production d'équipements métallurgiques, l'entreprise a élargi son activité, dans la seconde moitié des années 1990, à la niche des poids

et contrepoids pour grues, excavatrices et autres machines, un domaine dans lequel le groupe Bouhyer est également spécialisé. « Si le groupe a fait l'objet de trois propositions de rachat sérieuses et très proches l'une de l'autre, c'est bien Krakodlew SA qui tient la corde des négociations en cours et qui pourrait devenir majoritaire dans le dernier trimestre de l'année si toutes les conditions sont réunies », selon les informations fournies par Alain Mimouni, qui a repris l'entreprise en 2007.

PASCAL REMY

Agriculture. La Chambre d'agriculture consulte les agriculteurs et leur tend la main pour passer le cap sans tout lâcher.

22 % des agriculteurs aubois prêts à jeter l'éponge



La restitution d'une étude qui souligne le mal-être de la profession au lycée agricole de Sainte-Maure.

Le président de la Chambre d'agriculture de l'Aube, Alain Boulard, tire la sonnette d'alarme une nouvelle fois. « Nous faisons face à une situation totalement inédite tant au niveau du climat que de la situation économique. Avec la canicule, la chaleur, le gel, toutes

les productions sont très affectées. Et c'est vraiment la particularité de cette année, c'est que tout le monde est touché. » Sur les dernières années, les productions agricoles représentent 1,3 milliard d'euros. « Nous accusons cette année une perte d'au moins 300 millions d'euros. Le département

de l'Aube vient d'être reconnu au niveau de l'ISN, l'indemnisation de solidarité nationale, ancien système des calamités. Cela ne va pas faire de miracle, mais c'est un élément. Avec la profession, nous demandions une année blanche pour décaler les remboursements. Il y a une réponse mais

qui n'est pas à la hauteur de la perte. L'État met en place son plan de réarmement Qasi. »

Les charges d'exploitation trop élevées ressortent comme la première cause des difficultés pour 75 % des 395 exploitants qui ont répondu à l'enquête crise agricole 2026 envoyée en septembre, soit environ 10 % des agriculteurs. Des prix de vente à un niveau insuffisant et le manque sont les principales difficultés qui entraînent ensuite des problèmes de trésorerie pour 209 exploitants placés en difficulté. 60 % des agriculteurs aubois ont déjà envisagé d'arrêter et 22 % d'entre eux y pensent sérieusement. Un moral dégradé pour des hommes dont 63 % se sentent isolés et insuffisamment accompagnés.

TOUS LES SECTEURS SONT TOUCHÉS

En viticulture, le déficit de production sur la Côte des Bar et Montgueux est de l'ordre de 30 % avec un rendement de 6 000 kilos/hectare par rapport à une appellation qui était de 8 800 kilos/hectare. Une situation d'autant plus compliquée que les viticulteurs aubois n'ont plus de réserve et que le vignoble

vieillit avec des renouvellements difficiles à enclencher. La vente à la baisse du nombre de bouteilles avec 270 millions de cols sur douze mois.

En agriculture, il en est de même avec des récoltes maltraitées par la chaleur et le manque d'eau. « Le plus inquiétant est la crise au niveau de la betterave avec des parcelles qui dépérissent dans les champs. La sucrerie d'Arcis-sur-Aube a déjà produit de l'alcool pour l'instant et ils doivent commencer le sucre. Mais pour cela il faut des betteraves saines. On devrait être à la moitié de la production par rapport à l'an dernier avec également un point d'inquiétude pour l'élevage lié à la disponibilité de la pulpe de betterave ».

Aujourd'hui, la cellule Réagir de la Chambre d'agriculture accompagne les entreprises agricoles en difficulté. Elle permet d'établir un diagnostic global, de proposer des solutions et de définir un plan d'action pour aider l'exploitant à se sortir d'une situation tendue. Pour autant, seulement une quarantaine de dossiers sont en cours dans l'Aube. Sans doute par pudeur.

MARIE BÉATRICE PADIRAC

Environnement. L'UTT de l'Aube travaille sur sa responsabilité sociétale et environnementale en recensant la faune et la flore des 12 hectares de son site.

La théorie du DonUTT pour penser l'environnement universitaire



Les résultats du recensement de l'UTT des deux experts alimenteront les données de l'INPN.

La nature se développe autour de l'UTT de Rosières-près-Troyes avec des arbres de 5 à 6 mètres de hauteur aujourd'hui et la renaturation des espaces pavés. Des zones végétali-

sées en gestion différenciée et raisonnée pour favoriser la biodiversité. Et pour preuve, cent cinquante espèces ou plus précisément taxons (organismes vivants) ont été recensées.

Une végétation, dont vingt espèces sont rares ou très rares, comme la molène floconneuse, qui devient des refuges pour les insectes ou la petite faune. Côté faune, le site situé en zone périurbaine accueille principalement des oiseaux, des insectes et des lièvres avec des espèces protégées ou en danger comme le cochevis huppé, un oiseau en voie d'extinction. Quarante-deux espèces animales y sont inventoriées. Il s'agit du second inventaire de biodiversité sur le site, le premier a été réalisé en 2020. L'étude réalisée par Yohann Brouillard, expert en biodiversité pour la faune, et Arnaud Laculle, botaniste pour la flore, sera agrégée et valorisée dans les données de l'inventaire national du patrimoine naturel (INPN).

UN OUTIL DE MESURE LOCAL

Pour analyser les résultats, l'UTT a développé un outil : le DonUTT. Il considère le plancher social dans ses dimensions de santé, travail et étude, cohésion et justice. Cet espace interagit sur le plancher

écologique qui se répercute sur la planète avec le changement climatique, la biodiversité, l'eau, la santé des sols et la qualité de l'air.

Inspiré du modèle de l'économiste Kate Raworth, le DonUTT est un modèle simple et visuel coconstruit par les enseignants, le personnel, les chercheurs. Neuf ateliers ont permis d'identifier les 10 indicateurs à mesurer pour analyser les interactions du campus sur l'environnement. Le DonUTT se veut une boussole pour guider les actions sur la base d'une vision transversale et collective.

Les premières conclusions montrent les actions à maintenir ou développer pour l'UTT pour préserver ce patrimoine naturel. Le maintien et l'extension des zones de prairie et de pelouse avec des tontes aléatoires, la préservation des haies, des arbres, la préservation de zones refuges pour la faune, la prise en compte des périodes de reproduction des oiseaux lors des interventions sont autant de pistes

et de bonnes pratiques en faveur de l'environnement. « Cela nous permet de voir si la politique mise en œuvre il y a quelques années porte ses fruits », explique Jérôme Plain, directeur adjoint de l'UTT. « Et, visiblement, c'est le cas. Le DonUTT est une vraie mesure qui permet de gagner des degrés dans les bureaux en été. Nous contribuons à la politique de zéro artificialisation en réduisant notre empreinte sur le sol et en permettant à l'eau de se réinfiltrer. »

Une étape supplémentaire inscrite vers la transformation environnementale de l'UTT pour atteindre les objectifs de son Plan stratégique 2035 et en mesurer les progrès dans son schéma directeur de développement durable et sociétal. En 2025, l'UTT a d'ailleurs obtenu le label national Développement durable et responsabilité sociétale pour quatre ans en reconnaissance de ses engagements.

MARIE BÉATRICE PADIRAC

Patronat. Les membres du Medef 08 ont renouvelé leur confiance à Thierry Ducoffe qui a été réélu pour un mandat de trois ans à la tête du syndicat regroupant les dirigeants des PME et ETI du territoire des Ardennes.

Medef 08 : « le temps n'est plus à la prudence, il est à l'offensive »



Le président du Medef, Thierry Ducoffe (à droite), à côté du Rémois Arnaud Florentin.

Le Medef Ardennes rassemble trois grandes catégories d'adhérents. La première regroupe les organisations professionnelles de différentes branches, parmi lesquelles l'UIMM, le BTP, la FNTR et la FNTV, l'UMIH 08, ainsi que les syndicats des fondateurs et des pharmaciens.

La deuxième réunit les entreprises adhérant directement au Medef ou issues d'autres secteurs que la métallurgie, comme la plasturgie et le textile. Enfin, la troisième rassemble des entreprises de la grande distribution et des services à la personne. Cette diversité, qui représente au total quelque 900

entreprises dans le département, a conduit le Medef Ardennes à adapter son organisation. Lors de sa récente assemblée statutaire, il a ainsi adopté une réforme de ses statuts afin de mettre en place une gouvernance plus représentative de la variété de ses adhérents. Cette volonté se traduit dans la composition du conseil d'administration comme dans celle du bureau.

Présidé par Thierry Ducoffe (TD Conseil et Management), le bureau compte plusieurs vice-présidents : Samuel Deglaire (FFB 08), Patrice Labory (FNTR/FNTV), Loïc Gobé (GO HOME Service), Olivier Giot (AFS) et Aurore Iwanciv (UMIH 08). Jérôme Boiteux (Intermarché) en assure le secrétariat, tandis que Thierry Collet (CEVA Technologie) occupe les fonctions de trésorier.

UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE TOUJOURS TENDUE
« Ces deux dernières années ont confirmé ce que nous pressentions déjà : la conjoncture

économique est plus que tendue, insiste Thierry Ducoffe. L'activité est restée bridée, les marges des entreprises se sont resserrées, l'investissement a fléchi dans de nombreux secteurs. Et l'emploi lui-même a reculé, sous l'effet d'une hausse préoccupante des défaillances d'entreprises. Cette dégradation s'inscrit dans un contexte national que chacun d'entre nous connaît : des finances publiques hors de contrôle, une crise politique qui s'éternise, un déficit qui explose sans que la dépense ne soit jamais réellement maîtrisée. »

Dans ce contexte exigeant, le Medef Ardennes entend poursuivre sa mission première : défendre activement les entreprises du territoire et renforcer son engagement en faveur de leurs intérêts, notamment en se mobilisant contre la hausse du versement mobilité à Ardenne Métropole, contre l'écotaxe poids lourds, et en étant en alerte constante sur la dérive du déficit public. « On ne le résorbera pas en plombant notre économie, en taxant et en imposant toujours plus

les entreprises et les contribuables... C'est totalement contreproductif ! », estime le président du Medef 08. L'organisation patronale souhaite également consolider son ancrage local en maintenant ses actions de conseil en droit social et en organisant, avec la Caisse nationale de l'assurance maladie, deux sessions de formation consacrées à la sécurité au travail. Autre priorité portée de longue date par le Medef Ardennes : renforcer les liens entre le monde de l'entreprise et la jeunesse. « L'opération "Les Boss retournent à la cantine" et notre contribution au dispositif « mini-entreprises » ont permis de tisser des liens entre le monde économique et les jeunes Ardennais », se félicite Thierry Ducoffe.

« S'ENGAGER DANS LES MANDATS, C'EST PESER SUR DES DÉCISIONS »
Le Medef a par ailleurs signé, début septembre, une convention de partenariat avec l'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA), pour un rapprochement durable entre le monde

universitaire et les entreprises ardennaises. Résolument offensif, Thierry Ducoffe a dit avec conviction que « s'engager dans un mandat patronal (Conseil des Prud'hommes, Ardennes Santé au Travail ou encore l'URSSAF), c'est peser sur des décisions qui concernent directement les entreprises. Ne pas s'engager, c'est laisser d'autres décider à notre place. » Après cette assemblée, Arnaud Florentin, 47 ans, économiste rémois spécialisé en intelligence économique territoriale, s'est appuyé sur des exemples concrets tirés du territoire ardennais pour montrer comment anticiper les mutations économiques, aider les entreprises à gagner en compétitivité mais aussi sécuriser leurs implantations et saisir de nouvelles opportunités de développement. Un regard neuf sur la façon dont « les entreprises et territoires peuvent, ensemble, performer en saisissant de nouvelles opportunités de développement ».

PASCAL REMY

Emploi. Les employeurs axonais prévoient 13 620 embauches en 2026 et jugent près de quatre d'entre elles sur dix difficiles à concrétiser. Le département compte pourtant plus de 49 000 demandeurs d'emploi. Industrie, soin et bâtiment concentrent les tensions.

L'Aisne peine à recruter malgré 49 000 demandeurs d'emploi



Dans l'Aisne, l'enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO) 2026 recense 13 620 projets de recrutement, dont 39,3 % sont jugés difficiles par les employeurs.

Le paradoxe tient en deux chiffres. Au deuxième trimestre 2026, 49 280 personnes étaient inscrites à France Travail dans l'Aisne en catégories A, B et C, dont 28 940 sans aucune activité. Dans le même temps, l'enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO) 2026 recense 13 620 projets de recrutement, dont 39,3 % sont jugés difficiles par les employeurs. La proportion reste inférieure à la moyenne nationale (43,8 %) et elle recule depuis deux ans. Elle est aussi tirée vers le bas par le poids du saisonnier, qui représente 43,4 % des intentions d'embauche. La viticulture et l'arboriculture totalisent à elles seules 2 400 projets, presque tous saisonniers. Les difficultés se concentrent

donc sur quelques métiers. Dans le soin, 57,1 % des 140 recrutements d'infirmiers et de sages-femmes et 54,7 % des 530 postes d'aides à domicile s'annoncent compliqués. Dans le bâtiment, la part grimpe à 66,7 % pour les 60 maçons qualifiés recherchés et à 71,4 % pour les 70 couvreurs.

L'INDUSTRIE FORME AVANT D'EMBAUCHER
L'industrie illustre le mieux ce décalage entre postes et compétences. Sur 1 340 embauches envisagées dans les usines axonaises, 45,5 % sont jugées difficiles, et jusqu'à 59 % dans le bassin de Saint-Quentin, qui en concentre 390. Faute de candidats prêts à l'emploi, les entreprises préparent elles-mêmes leur vivier.

À Barenton-Bugny, l'espagnol Thermogreen recrute 55 personnes pour son usine de panneaux isolants du parc du Griffon, dont le démarrage est prévu début 2027. Les futurs salariés sont d'abord formés plusieurs semaines sur un autre site du groupe, en Espagne. À Soissons, Promeo ouvre le 2 novembre une formation d'opérateur de maintenance industrielle de douze places, accessible aux demandeurs d'emploi. Le marché, lui, se contracte. France Travail a diffusé 42 790 offres dans l'Aisne en douze mois à fin mars, soit 9,1 % de moins sur un an. Le vivier existe, les postes aussi. Reste à former les uns pour les autres.

LUCIE BRASSEUR

+1,2%

En août 2026, la production manufacturière rebondit dans la fabrication d'« autres produits industriels » (métallurgie, chimie, pharmacie, etc.) (+1,2 % après -1,2 %), ainsi que, plus modérément, dans la fabrication de biens d'équipement électriques, électroniques et informatiques (+0,9 % après -1,6 %). La production augmente de nouveau, mais à un rythme moins soutenu, dans la cokéfaction et le raffinage (+3,3 % après +8,3 %). À l'opposé, la production baisse dans la fabrication de matériels de transport (-2,2 % après -0,1 %) et se replie dans les industries agroalimentaires (-1,2 % après +0,4 %). (INSEE)

-0,1%

La production cumulée des trois derniers mois (juin à août 2026) est quasi stable par rapport à celle des trois mêmes mois de l'année précédente dans l'ensemble de l'industrie (-0,1 %). Dans l'industrie manufacturière, elle baisse de 1,2 %. Sur cette période, la production recule dans la fabrication de matériels de transport (-5,0 %), dans la fabrication d'« autres produits industriels » (métallurgie, chimie, pharmacie, etc.) (-0,8 %) et dans les industries agroalimentaires (-1,5 %). La production baisse également, et plus fortement, dans la cokéfaction et le raffinage (-9,8 %), branche d'un poids économique plus faible que les précédentes. (INSEE)

+0,5%

En août 2026, la production augmente dans la construction (+0,7 % après une stabilité en juillet). Elle rebondit dans les travaux de construction spécialisés (+0,5 % après -0,2 %) et augmente de nouveau dans le génie civil (+1,2 % après +1,9 %), ainsi que dans la construction de bâtiments (+2,0 % après +0,5 %). La production dans la construction des trois derniers mois (juin à août 2026) est inférieure de 5,0 % à celle des trois mêmes mois de l'année précédente. L'évolution de l'indice manufacturier entre juin et juillet 2026 n'est pas révisée. (INSEE)

La Bourse

E-FACTURATION

ÊTRE LA BANQUE DES ENTREPRENEURS, c'est aussi vous faire gagner du temps avec une solution simplifiant votre gestion comptable et financière.

Solution de notre partenaire **iPaidTHAT***

Communication à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

* SAS IPT TECHNOLOGIE « iPaidThat », société par actions simplifiées au capital social de 2 246,82 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rennes, sous le numéro 829 997 451, dont le siège social est situé Avenue d'Alphasis - Espace Performance 35760 Saint Grégoire, France. BPALC - SA coopérative à capital variable - 3 rue François de Curel 57000 Metz - 356 801 571 RCS Metz - ORIAS n° 07 005 127. Crédit photo : Gettyimages - Agence ID-Shop

BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE

la réussite est en vous

COTATIONS AU 16/10/26

Variation sur la semaine

DONNÉES TRANSMISES PAR LA CAISSE D'ÉPARGNE GRAND EST EUROPE

ACTIONS		
CAC 40	7 873,11	+ 1,34%
SBF 120	5 972,24	+ 1,28%
Nikkei	67 744,29	- 3,27%
Dow Jones	51 670,10	+ 0,29%
Eurostoxx 50	6 190,37	+ 0,16%

DEVISES (EUROS CONTRE...)		
1 euro = 6,55957 F		
Dollar	1,1205	+ 0,14%
Livre Sterling	0,8458	- 0,24%
Yen	177,04	+ 0,00%
Dollar/Yen	157,98	- 0,14%

SWAPS		
Euribor 5 ans	3,384	- 0,107
Euribor 10 ans	3,465	- 0,137

MARCHÉ MONÉTAIRE		
Ester	2,440	+ 0,001
Euribor 1 mois	2,456	+ 0,042
Euribor 3 mois	2,636	- 0,006
Euribor 6 mois	2,954	+ 0,018
Euribor 12 mois	3,217	+ 0,004

FRANCE ETAT		
BTAN 2 ans	3,533	- 0,123
BTAN 5 ans	4,113	- 0,115
OAT 7 ans (TEC	4,343	- 0,123
10) OAT 10 ans	4,747	- 0,171
OAT 30 ans	5,325	- 0,135
OAT 50 ans	4,533	- 0,153

COURBES DES TAUX DE FRANCE

VALEURS RÉGIONALES (VARIATION 2026 %)		
ARCELORMITTAL	56,26	+ 0,44
BNP PARIBAS	89,59	+ 0,11
CARREFOUR	16,17	+ 0,14
CRÉDIT AGRICOLE	15,81	- 0,10
EXEL INDUSTRIES	17,00	- 0,57
L.V.M.H.	389,55	- 0,40
LAURENT-PERRIER	79,00	- 0,11
MICHELIN	33,85	+ 0,06
NEXANS	129,30	+ 0,03
KERING	213,15	- 0,29
HAULOTTE-GROUP	2,20	- 0,01
RALLYE	-	-
REMY COINTREAU	47,46	+ 0,30
RENAULT	26,47	- 0,25
SAINT-GOBAIN	65,64	- 0,25
SANOFI-AVENTIS	71,82	- 0,13
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	64,42	- 0,06
VALLOUREC	18,65	+ 0,19
VEOLIA	32,09	+ 0,08
VINCI	106,40	- 0,11
VRANKEN-POMMERY	8,28	- 0,27

EMPRUNTS D'ÉTAT	JAPON	USA	EURO
JJ	0,80	4,00	2,44
2 ans	1,90	4,75	3,05
5 ans	2,31	4,90	3,15
10 ans	2,91	5,09	3,37
30 ans	3,97	5,42	3,74

Enquête mensuelle de conjoncture à début octobre 2026

La Banque de France publie des enquêtes de conjoncture : un diagnostic sur l'économie française, sous la forme d'indicateurs de climat des affaires et de prévisions à court terme. Chaque début de mois, l'enquête mensuelle de conjoncture décrit la situation conjoncturelle du mois précédent et prévoit le PIB trimestriel, grâce aux réponses de 8 500 dirigeants d'entreprise.

Selon les chefs d'entreprise qui participent à notre enquête (environ 8 500 entreprises ou établissements interrogés entre le 27 septembre et le 5 octobre), l'activité continue de progresser en septembre dans l'industrie et accélère dans les services marchands, tandis qu'elle évolue peu dans le bâtiment. Dans l'industrie, la hausse est moins forte qu'anticipé et masque des évolutions contrastées : la production reste dynamique dans l'aéronautique, tandis qu'elle demeure faible dans le bois-papier-imprimerie et le caoutchouc-plastique-verre. Les carnets de commandes industriels restent inégaux, particulièrement étoffés dans l'aéronautique et les équipements électriques, mais dégradés dans plusieurs autres branches.

Dans les services, l'activité est notamment soutenue par les services aux entreprises, tandis qu'elle recule dans les transports et la restauration. Dans le bâtiment, l'activité progresse faiblement, malgré un rebond du gros œuvre lié en partie au rattrapage de chantiers retardés par les épisodes de canicule de l'été. La situation de trésorerie se dégrade légèrement dans l'industrie et plus nettement dans les services.

Pour octobre, les chefs d'entreprise anticipent une accélération de la production industrielle. L'activité continuerait de progresser dans les services marchands, mais à un rythme moins soutenu, et resterait quasi stable dans le bâtiment.

L'incertitude remonte nettement en septembre, ce qui interrompt la tendance baissière observée depuis son pic de mars. Les préoccupations portent notamment sur les prix des carburants et, plus largement, sur le contexte économique général et le pouvoir d'achat. Les difficultés d'approvisionnement restent globalement stables, mais élevées dans certaines branches industrielles dynamiques. Parallèlement, les entreprises industrielles font face à un regain de pression sur le coût de leurs intrants, qui ne se transmet que partiellement aux prix de vente et comprime les marges. Enfin, les difficultés de recrutement remontent légèrement et concernent 18 % des entreprises.

Sur la base des résultats de l'enquête, complétés par d'autres indicateurs, nous estimons que le PIB progresserait de + 0,1 % au troisième trimestre.

SOURCE : BANQUE DE FRANCE

- PETITES AFFICHES MATOT BRAINE -

Dernier toilettage du budget primitif 2026 pour le Conseil Départemental de la Marne

Finances. Une semaine avant les Assises de Départements de France, le Conseil Départemental de la Marne a procédé à une deuxième décision modificative de son budget primitif 2026. Au total, la confirmation d'une situation tendue : des recettes en berne, des dépenses contraintes en hausse et un nouvel emprunt qui porte à plus de 10 ans la capacité de désendettement de la Marne. C'est deux fois plus qu'en moyenne nationale.



Pour la section investissement, les dépenses baissent de près de 1 M€, le total des inscriptions du BP 2026 reste stable à hauteur de 86 M€.

Une décision modificative (DM) qui traduit la volonté du Département de préserver ses priorités tout en maintenant une gestion rigoureuse des équilibres financiers. C'est ainsi que le Président Jean-Marc Roze présente la seconde DM du Budget Primitif 2026 du Département de la Marne. Pour rappel la DM est un ajustement du Budget Primitif (BP), voté par les élus et modifiant quelque peu les précédentes dispositions.

La DM peut autoriser des dépenses imprévues ou insuffisamment évaluées, elle peut également supprimer des crédits de dépenses ou modifier leur répartition.

Au-delà de la présentation de l'exercice, c'est le contexte du projet de loi de finances 2027 du Gouvernement qui a irrité le Président du Conseil Départemental : « *Alors que l'Etat doit reconnaître les difficultés des Départements, il vient d'annoncer un prélèvement de 555 M€ non remboursable pour 60% d'entre eux... Le Gouvernement actuel a imposé une diète de 3,5 milliards d'euros en trois ans et continue sa purge. Nous allons droit dans le mur !* »

Remarquant qu'on ne peut pas faire toujours plus avec toujours moins, Jean-Marc Roze fustige une autre proposition du Gouvernement : « *De même et alors que nous vivons un ralentissement historique de l'investissement des collectivités, baisser le remboursement de la TVA de 16,5 à 11% est un coup très dur qui ne sera pas sans conséquence sur nos capacités d'investissement, donc sur les travaux, donc sur l'emploi* ». Le Président explique : le prélèvement de 555 M€ de l'Etat sur

UN BUDGET DE L'ETAT AU DÉTRIMENT DES COLLECTIVITÉS

les Départements et la disparition du fonds de sauvegarde de 600 M€ représentent pour le Département de la Marne un déficit de 12 M€. Une goutte d'eau, suggère Jean-Marc Roze pour un Etat qui s'endette selon lui de 135 milliards d'euros par an. Une introduction à une séance plénière, comme un tour de chauffe avant les Assises des Départements de France, à Reims, la semaine suivante.

DES BESOINS POUR LES SOLIDARITÉS EN HAUSSE CONTINUE

Dans les grandes lignes de cette DM et à la section financement figurent en dépenses nouvelles : 6,5 M€ au titre de la solidarité départementale (aide sociale à l'enfance, hébergement en foyer et insertion, RSA ...) et 1,5 M€ au titre de l'attractivité du territoire (subvention Vatry). Sont affichés en baisse : 0,8 M€ de dotations aux collèges et 1,4 M€ au chapitre des moyens généraux. Du côté des nouvelles recettes, la DM2 accueille 4,5 M€ au titre des solidarités et 0,5 M€ entre éducation, jeunesse et moyens généraux.

DES BESOINS POUR LES SOLIDARITÉS EN HAUSSE CONTINUE

Pour la section investissement, les dépenses baissent de près de 1 M€, le total des inscriptions du BP 2026 reste stable à hauteur de 86 M€. Les recettes baissent de 0,2 M€ et la DM2 porte à près de 22 M€ supplémentaire le BP. L'emprunt prévisionnel est ramené à 10,3 M€. Notant la baisse notable des recettes, Jean-Pierre Fortuné, Vice-président délégué aux finances et rapporteur de cette DM2, n'a pu taire sa circons-

pection, tout en invoquant Kafka : « *On va faire comment pour le budget 2027 ?* ».

BIENTÔT DES NOUVELLES DE VATRY ?

En l'absence du barde des finances (Charles de Courson), des voix d'opposition suggèrent une hiérarchisation des dépenses (Rudy Namur) ou un repli sur les compétences propres (Stéphane Lang). Préférant la réponse aux besoins des Marnais plutôt que l'obsession des équilibres budgétaires, Rudy Namur s'abstient lors du vote, tout comme Stéphane Lang qui pointe la nouvelle subvention de 1,5 M€ en faveur de Vatry. À propos de l'aéroport marnais, le Président Roze en profite pour annoncer un « tout sur Vatry », lors d'une commission permanente, organisée le 4 décembre prochain. Donc, réunion à huis-clos.

Parmi les rapports abordés lors de cette session du 9 octobre, les dotations pour le fonctionnement des collèges s'élèvent à 7,4 M€. Cette enveloppe, vraisemblablement reflet de la fréquentation de ces établissements, est en baisse, comparativement aux 11,2 M€ en 2023, et 8,3 M€ de 2025. Les chiffres de l'Education Nationale reflètent cette tendance. A la rentrée scolaire 2026-2027, les 46 collèges marnais ont accueilli 21 407 élèves, soit 458 de moins (-2,1%) sur un an. Les bassins de vie les plus touchés par les baisses d'effectifs sont ceux de Vitry-le-François (-3,7%) et Epernay (-2,9%).

GÉRARD DELENCLOS

Tout ce qui se passe
ici, dans ma région
s'écoute sur

ici Champagne
Ardenne
Ma radio locale.



Nomination. Le 14 octobre à Dunkerque, en prélude à sa 36^e convention qui a réuni 2 000 élus et cadres intercommunaux du territoire, l'actuel vice-président d'Intercommunalités de France, chargé des finances et de la fiscalité, a été élu président de cette association.

Boris Ravignon élu Président d'Intercommunalités de France



La présidence d'Intercommunalités de France va permettre à Boris Ravignon de faire entendre sa voix en faveur d'une décentralisation accrue.

Il ne s'agissait plus vraiment d'un secret car les choses étaient déjà tracées depuis quelques semaines. Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières et président de la communauté d'agglomération Ardenne Métropole, a pris mercredi 14 octobre le poste laissé vacant par Sébastien Martin, président du Grand Chalon (71) et détenteur de cette responsabilité depuis 2020, avant de devenir ministre de l'Industrie en octobre 2025. Têtes de la liste d'Union pluraliste, seule déclarée à ce scrutin, Boris Ravignon et Christophe Degruelle s'étaient déjà partagés les tâches : la présidence à l' élu ardennais et le poste de président délégué au second nommé, président depuis 2008 d'Agglopolys à Blois.

DÉFENSEUR DE LA DÉCENTRALISATION

Ce tandem avait même été préalablement désigné à l'unanimité par le conseil d'administration et le conseil d'orientation de l'association Intercommunalité France avec « la mission de constituer une liste d'union pluralité en vue du renouvellement des instances ». Un autre élu ardennais, Miguel Leroy, maire d'Auvillers-les-Forges et président de la « comcom » Ardennes Thiérache siègera au bureau de cet organisme.

Fédérant près de 1 260 intercommunalités (17 métropoles, 700 communautés de communes et plus de 200 agglomérations), ce réseau rassemble au total plus de 80% de la population française

regroupée en intercommunalités. L'association est leur porte-parole auprès des pouvoirs publics et veut être une force de propositions sur le fonctionnement des institutions territoriales et l'avenir de la décentralisation.

Boris Ravignon a déjà fait savoir qu'il entendait aussi « combattre les économies budgétaires imposées par l'État ».

Diplômé de l'Essec (1998) puis énarque, Boris Ravignon a commencé sa carrière en tant qu'inspecteur général des finances avant de devenir en 2005 conseiller technique de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur puis à l'Elysée entre 2007 et 2012. Il travaille notamment sur le développement durable, les transports et l'aménagement du territoire et participe au Grenelle de l'environnement.

Actif sur le terrain, il devient vice-président du département des Ardennes de 2011 à 2015, maire de Charleville-Mézières et président d'Ardenne Métropole en 2014, 2020 (maire le mieux réélu de France avec 77,61% des suffrages exprimés) et 2026 et vice-président de la Région, délégué au développement économique entre 2021 et 2022. En 2024, le Cercle des élus locaux, institut de formation des élus mais aussi laboratoire d'idées au service de l'intérêt général l'in-

clut dans son « palmarès des 100 élus locaux à suivre en 2025 ».

PROCHE D'ÉDOUARD PHILIPPE

D'année en année, cet hypercommunicant gagne de la visibilité dans les médias nationaux. Choisi par Emmanuel Macron en 2023 pour prendre la tête de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (1 000 collaborateurs), Boris Ravignon occupe le poste de président titulaire puis par intérim durant 6 mois et 21 jours avant d'être retoqué par le Parlement sur fond de cumul des mandats. En novembre de la même année, il est missionné avec Catherine Vautrin par Thomas Cazenave, ministre des Comptes Publics, et Dominique Faure, ministre des collectivités territoriales pour rédiger un rapport sur le « mille-feuille administratif ». En simplifiant l'organisation territoriale, cette étude évalue la possibilité de réaliser de coquettes économies, évaluées à 7,5 milliards d'euros par an. Soient les coûts liés à l'enchevêtrement des compétences entre l'Etat et les collectivités. Issu de la droite, Boris Ravignon a rejoint le mouvement Horizons et s'est engagé à la fin du mois d'août aux côtés d'Edouard Philippe dans la course à la future présidentielle.

PASCAL REMY

Agriculture. Les acteurs se mobilisent pour soulager les agriculteurs et leur permettre de préparer leur prochaine saison.

Plus d'1M€ d'aide pour le plan CASI dans l'Aube

Un fonds d'1,115 million d'euros est débloqué dans l'Aube pour le réarmement agricole. Cette aide du plan CASI, climat, adaptation, sécheresse, incendies d'urgence, est destinée à soutenir la trésorerie des exploitants agricoles les plus fragilisés. Elle émane du plan de plus d'un milliard d'euros adopté à l'échelon national, construit autour de 14 mesures pour soutenir l'agriculture.

L'Aube n'a pas été épargnée et les exploitants accusent des récoltes affectées par les épisodes de sécheresse et canicule à répétition. L'aide directe d'un montant forfaitaire de 6 000 euros augmentée de 1 000 euros pour les exploitations récentes (depuis 2002). Elle est versée dès que l'éligibilité du dossier est validée. Le guichet de dépôt des demandes d'aide est ouvert via la plate-

forme nationale Mes démarches numériques jusqu'au 20 octobre 2026 inclus.

La Chambre d'agriculture de l'Aube et le réseau de prévention du mal-être en agriculture ont déjà identifié quatorze dossiers avant l'ouverture du guichet. Douze ont d'ores et déjà été aidés pour un montant total de 74 000 €.

Une nouvelle enveloppe du fonds de réarmement agricole, représentant 25 % de l'enveloppe initiale, sera débloquée d'ici la fin 2026. Cette aide reste indépendante de l'indemnité de solidarité nationale (ISN) qui compense une partie des pertes de récoltes. Le versement des indemnités de solidarité nationale pourrait intervenir dès la fin de l'année 2026. Enfin, les dégrèvements possibles selon les taux définis par l'arrêté sur le foncier non bâti seront intégrés par les services de la DDFIP pour recouvrer la taxe.

Les services de l'État dans le département de l'Aube restent par ailleurs mobilisés pour instruire les demandes liées à la politique agricole commune « PAC » (près de 2750 dans l'Aube), aides versées en plusieurs fois avec une première échéance à partir du 16 octobre. Pour rappel, le taux de paiement de ces premières avances a été exceptionnellement relevé de 70 à 75 % pour la campagne PAC 2026.

MARIE BÉATRICE PADIRAC

- Formulaire de demande d'aide CASI : <https://demarche.numerique.gouv.fr/commencer/aube-10-fonds-de-rearmement-agricole>
- Contact : ddt-acc@aube.gouv.fr

Consommation

La Chips française sacrée championne du monde des chips artisanale



La Chips française, marque créée en 2019 et fabriquée à Saint-Aubin, près de Soissons, a remporté le titre de championne du monde de la chips artisanale lors du championnat du monde de la frite, organisé samedi 26 septembre sur la Grand-Place d'Arras.

Fondée par André Vanlerberghe et Florent

Dufrenoy, l'entreprise axonaise a séduit le jury avec un produit travaillé localement, notamment autour de saveurs du terroir comme l'échalote picarde. Pour le concours, les participants devaient réaliser leurs chips à la main en 45 minutes, en respectant des critères précis : découpe, régularité, coloration, croustillance, assaisonnement et présentation. Cette distinction offre un joli coup de projecteur à la marque, déjà présente en Picardie et en grande distribution.

En bref

Opinions

Par **Romain Royet**, Préfet de la Marne

Plan d'urgence agricole : de nouvelles mesures pour soutenir les exploitations de la Marne

À la suite des épisodes et de canicule qui ont fortement affecté les exploitations agricoles de la Marne, le Gouvernement complète le plan d'urgence agricole annoncé le 4 septembre. Après plus d'un milliard d'euros de soutiens déjà annoncés au niveau national, de nouvelles mesures sont désormais mises en œuvre pour renforcer la trésorerie des exploitations, accélérer le versement des aides et accompagner les filières les plus touchées. Dans la Marne ces mesures viennent compléter les dispositifs déjà mobilisés par les services de l'État.

1,5 million d'euros déjà mobilisés dans la Marne

Le fonds de réarmement agricole est actuellement déployé dans les territoires. Dans la Marne, 1,5 million d'euros sont mobilisés au bénéfice de 180 exploitations, notamment pour accompagner les exploitations les plus en difficulté, en particulier dans les filières élevage et maraîchage. À l'échelle nationale et en Outre-mer, 197,3 millions d'euros d'enveloppe régionales sont actuellement engagés. Afin de répondre aux difficultés qui persistent et aux tensions qui pourraient encore se faire sentir dans les prochains mois, le Gouvernement a décidé de débloquer sans délai la réserve nationale de 21 millions d'euros. Cette enveloppe supplémentaire permettra aux préfets de renforcer les aides en faveur des exploitations et des filières qui demeurent les plus fragiles.

Deux nouveaux dispositifs permettront d'apporter des réponses complémentaires aux difficultés de trésorerie. Les agriculteurs pourront bénéficier de prêts de trésorerie à taux zéro, grâce à la prise en charge par l'État des intérêts des prêts « sécheresse » proposés par les banques. Le dispositif pourra concerner des prêts allant jusqu'à 50 000 euros sur deux ans, avec une prise en charge des intérêts pouvant atteindre 2,5 points, soit jusqu'à 2 500 euros d'aide par exploitation. Un dispositif spécifique est également prévu pour les agriculteurs installés depuis moins de cinq ans. En cas de report d'une échéance de remboursement du capital, l'État pourra prendre en charge les intérêts et le surcoût liés à ce réaménagement.

Gazole non routier agricole : réouverture des guichets d'avril, mai et juin

Pour tenir compte des contraintes qui ont pesé sur les exploitants pendant la campagne agricole, les guichets d'aide au GNR correspondant aux consommations des mois d'avril, mai et juin 2026 seront rouverts pendant deux mois. Cette mesure permettra aux exploitants qui n'avaient pas pu déposer leur demande dans les délais initiaux de bénéficier de l'aide. Dans la Marne, 3 667 demandes GNR ont déjà été déposées et 1,37 M€ versés au titre des guichets actuellement traités. Le guichet GNR est par ailleurs prolongé jusqu'à fin décembre 2026, conformément à l'annonce du Premier ministre. Les exploitants concernés sont invités à effectuer leurs démarches dès l'ouverture de la nouvelle période de dépôt.

Engrais : faciliter le dépôt des demandes

Le guichet exceptionnel d'aide à l'achat d'engrais azotés simples, prolongé jusqu'au 31 décembre 2026, est également assoupli. Les exploitants pourront désormais déposer un bon de commande afin d'enregistrer leur demande, avant de transmettre la facture acquittée nécessaire au paiement de l'aide. Cette évolution permettra aux services instructeurs d'identifier et de préparer les dossiers en amont. Les agriculteurs concernés sont invités à déposer rapidement leurs demandes, compte tenu de la fin prochaine de la période de mobilisation des 107 millions d'euros de crédits européens obtenus par la France.

Des dégrèvements de taxe foncière pour les cultures touchées

Pour les exploitants agricoles de la Marne touchés par les pertes de récolte liées aux événements climatiques exceptionnels, des dégrèvements de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) pourront être accordés. Les services de la DDT procéderont à l'expertise des zones et cultures touchées et détermineront les taux de pertes constatés. Sur cette base, la DGFIP pourra procéder aux dégrèvements d'office, sans démarche individuelle des exploitants. Le dégrèvement automatique pour les pertes de récoltes s'est élevé à un peu plus de 3,3 M€.

La date limite de paiement de la taxe foncière est exceptionnellement reportée au 15 novembre 2026 dans les départements concernés. Lorsque le dégrèvement bénéficie au propriétaire bailleur d'un bien rural, celui-ci devra être répercuté au fermier ou au preneur à bail. En cas de pertes individuelles supérieures au taux retenu dans le cadre du dispositif collectif, ou lorsque le dégrèvement d'office ne peut être mis en œuvre, les exploitants pourront toujours déposer une réclamation individuelle auprès de la DGFIP. Dans chaque région, un pilote dédié au déploiement des aides de crise sera également désigné. Il assurera le suivi de l'ouverture et de l'instruction des guichets, l'identification des éventuels blocages et la coordination entre les services de l'État. Dans la Marne, les agriculteurs peuvent continuer à s'adresser à la DDT : ddt-isn@marne.gouv.fr ou au 03.26.70.80.00 pour toute question relative aux dispositifs.

Assurance-récolte : renforcer la transparence et le suivi des pertes

La sécheresse a fortement affecté les prairies et conduit de nombreux éleveurs à utiliser plus tôt que prévu leurs stocks de fourrage. L'assurance-récolte demeure un outil essentiel pour protéger les exploitations face à ces aléas. L'État prend en charge 70 % de la cotisation d'assurance. Afin de renforcer la confiance dans le dispositif, une nouvelle publication de la carte des pertes observées à fin septembre interviendra à la mi-octobre. Les assureurs seront par ailleurs invités à mieux faire connaître les voies de recours permettant aux agriculteurs de contester, le cas échéant, leur indemnisation. « Les agriculteurs de la Marne ont été durement touchés par les épisodes de sécheresse et de canicule. L'État est à leurs côtés. Les nouvelles mesures annoncées par le Gouvernement doivent maintenant permettre d'apporter des réponses très concrètes : renforcer la trésorerie, accélérer les aides, rouvrir certains guichets et accompagner les filières qui restent en difficulté. Notre priorité est que les dispositifs arrivent effectivement jusqu'aux exploitations qui en ont besoin », souligne Romain Royet, Préfet de la Marne



Une nouvelle casse évitée

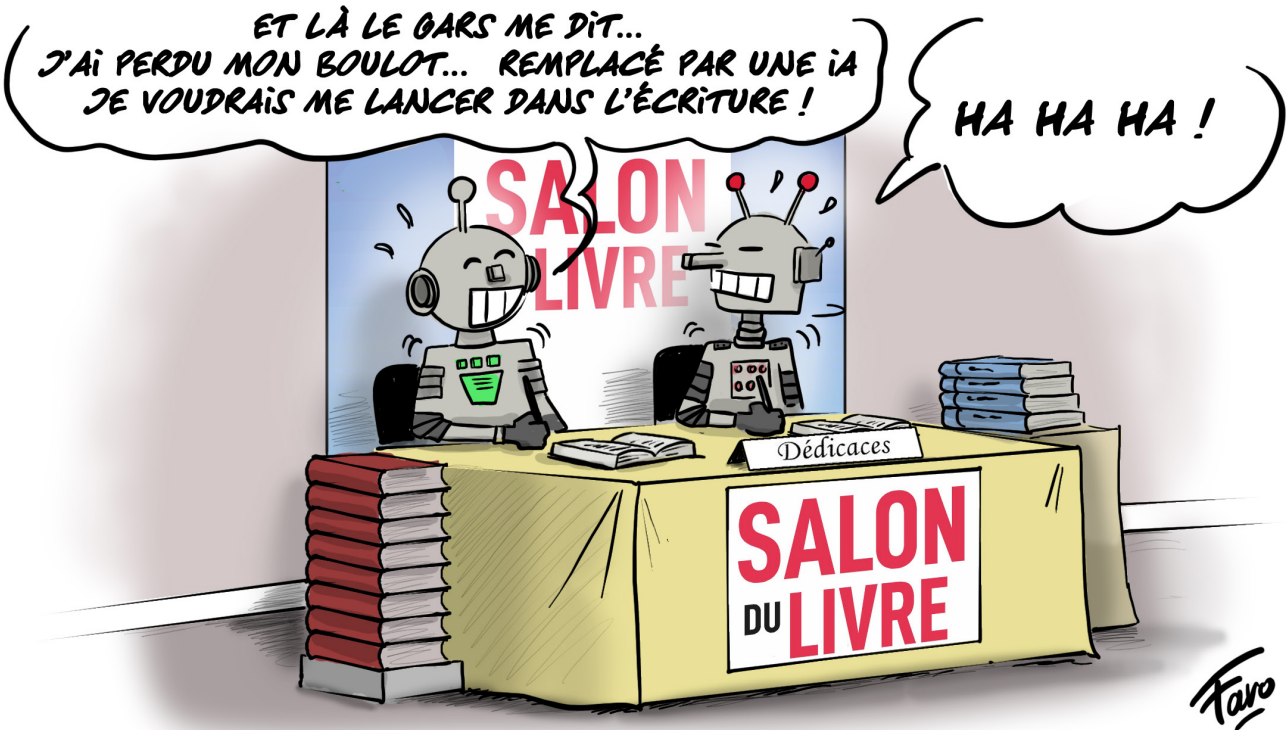
S'il est forcément une bonne nouvelle, le (nouveau) sauvetage de l'entreprise Duralex le 14 octobre dernier illustre trop bien les difficultés pour les groupes hexagonaux à vivre de leur savoir-faire, voire même tout simplement à survivre dans une industrie mondiale ultra-concurrentielle. Car plus qu'une entreprise, Duralex est le symbole d'une marque qui, tout en ayant traversé les époques et marqué des générations entières, peine à trouver son équilibre économique au cours des 20 dernières années.

Née dans le Loiret en 1934, la marque est, pendant des décennies, un fleuron de l'industrie verrière tricolore, égayant les déjeuners à la cantine des écoliers français, s'amusant à chercher et à comparer leur âge au fond du verre. Mais à partir des années 90, les difficultés apparaissent et Duralex passe sous pavillon italien avant de connaître pas moins de cinq redressements judiciaires en 20 ans. Malgré une véritable reconnaissance à l'international, la marque s'effondre et la belle histoire engagée avec son rachat sous forme de société coopérative par ses salariés en 2024, ne suffira pas à la sauver et se terminera en échec, sur fond de conflits internes et d'absence de relance commerciale effective. Reprise par Cédric Meston (connu pour avoir repris Tupperware en 2025) au TC d'Orléans le 14 octobre, la mythique entreprise pourr-elle vaincre sa propre malédiction ? C'est tout le mal que l'on souhaite à sa nouvelle équipe et aux 155 salariés (sur 220) conservés pour relancer l'aventure. Ils devront, ensemble, convaincre les consommateurs de miser sur la valeur de cette marque emblématique grâce à laquelle on a chaque jour un âge différent.

BENJAMIN BUSSION

humeur

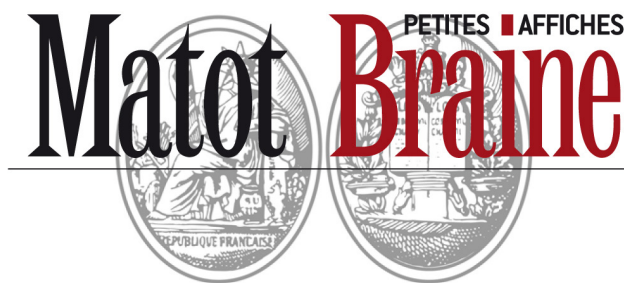
le regard de Faro.



Retrouvez l'intégralité de votre journal et plus encore sur **matot-braine.fr**

Une expérience digitale accrue avec votre journal

- ✓ Informations économiques et juridiques
- ✓ Contenu web exclusif
- ✓ Nouvelles fonctionnalités bientôt disponibles



INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Le site www.matot-braine.fr des Petites Affiches Matot Braine est habilité par arrêtés préfectoraux à publier les annonces judiciaires et légales dans les départements des Ardennes, de l'Aisne, de l'Aube et de la Marne.

Les annonces reprises dans ces pages sont publiées à titre informatif.
Seules les annonces présentes sur notre site www.matot-braine.fr ont une valeur juridique ainsi que les attestations délivrées par notre site.

Les tarifs et modalités de publication des annonces judiciaires et légales sont fixés par l'arrêté des Ministères de la Culture et de l'Économie en date du 14 décembre 2023 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2023/12/14/MICE2332581A/jo/texte>



L'intégralité des annonces légales parues dans la presse habilitée est consultable librement et gratuitement sur actulegales.fr

Avis d'attribution



ESPACE HABITAT

Avis d'attribution de marchés de services

Suite à consultation en date du 26 juin 2026

Marché d'entretien courant des équipements de robinetterie du patrimoine d'ESPACE HABITAT

ATTRIBUTION :
ENTREPRISES - LOTS - PRESTATIONS - MONTANT TRAVAUX HT
(TVA 10 %)
PHINELEC - 01 - SECTEUR DE CMZ - 1.433.685,00 ;
PHINELEC - 02 - SECTEUR DE SEDAN - 645.010,00 ;
ISTA - 03 - SECTEUR DE LA VALLEE DE LA MEUSE - 365.095,32 ;
ISTA - 04 - SECTEUR DE RETHEL REIMS- EPERNAY - 183.122,34.
M2611538



ESPACE HABITAT

Avis d'attribution de marchés de travaux

Suite à consultation en date du 29 juin 2026

Rénovation de 12 pavillons «La Cachette», 2 à 16 rue du Bossu, 276 à 282 rue Jean Jaurès - 08700 NOUZONVILLE

MAÎTRE D'OUVRAGE : ESPACE HABITAT, 7 avenue du Maréchal Leclerc - 08013 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX.
ATTRIBUTION DES TRAVAUX :
ENTREPRISES - LOTS - PRESTATIONS - MONTANT TRAVAUX HT
CAPITAINE CONSTRUCTIONS - 01 - MACONNERIE - 20.160,00 ;
METALIMMO CONCEPT - 02 - SERRURERIE - 31.866,00 ;
FERMETURES PONSARDIN - 03 - MENUISERIES EXTERIEURES / FERMETURES - 126.357,00 ;
COPHIGNON - 04 - CHAUFFAGE / VMC / GAZ - 35.224,64 ;
MURS PEINTS - 05 - ITE / PEINTURES - 278.351,90 ;
COPHIGNON - 06 - COUVERTURE / ZINGUERIE - 183.661,04.
M2611470

Matot Braine

L'HEBDOMADAIRE REGIONAL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE - GROUPE FORUMECO

Journal hebdomadaire régional

PETITES AFFICHES MATOT BRAINE

S.A.S. au capital de 100.000 € - R.C.S. 395 356 777

Société du groupe Legalnet

Siège social : 46 boulevard Lundy - 51100 REIMS

Tél. : 03.26.40.21.31 - Site internet : www.matot-braine.fr

Bureaux ouverts :

- Du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30

- Et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 16 h 30

Principal associé : Générale de Participations

Président et directeur de la publication :

S.A.S. Compagnie Mobilière de Gestion de Participations,
représentée par Michel GUYOMARD

Rédacteur en chef : Benjamin BUSSON

Presse payante

Parution le lundi - Prix du numéro : 2 € - Abonnement annuel : 120 €

Imprimé sur les rotatives de Rotimpres

Polignon Pla de L'Estany s/n - 1781 AIGUAVIVA-GIRONA (Espagne)

Dépôt légal à parution - ISSN 0249-6755

N° CPPAP : 0431 I 87408



ESPACE HABITAT

Avis d'attribution de marchés de travaux

Suite à consultation en date 30 juin 2026

Rénovation de 8 logements, 22 A 24 rue de la Gare - POURU SAINT REMY

MAÎTRE D'OUVRAGE : ESPACE HABITAT, 7 avenue du Maréchal Leclerc - 08013 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX.
ATTRIBUTION DES TRAVAUX :
ENTREPRISES - LOTS - PRESTATIONS - MONTANT TRAVAUX HT
FERMETURES PONSARDIN - 01 - Menuiseries ext. / Fermetures / Portes d'entrée - 45.774,00 ;
THEVENIN PERE ET FILLE - 02 - Plomberie / Chauffage / VMC - 37.015,00 ;
APE - 03 - ITE / Peinture - 104.254,00 ;
DUTERQUE MAUPETIT - 04 - Couverture / Zinguerie - 59.038,10 ;
DN SOLUTION - 05 - ITI - 30.033,40.
M2611557

Tous les appels d’offres de votre département sur matot-braine.fr

Procédure adaptée

COMMUNE DE TRÉCON

AAPC / Marché travaux / Marché d’exécution

POUVOIR ADJUDICATEUR : Commune de TRÉCON, 6 rue Mélina Grosjean - 51130 TRECON - Tél. : 03.26.67.77.93 - Email : mairie.trecon@wanadoo.fr
Procédure adaptée conformément au Code de la Commande Publique.
CARACTÉRISTIQUE DU MARCHÉ : Aménagement de trottoirs.
Lot 1 : Voirie - variantes autorisées.
DATE DE RÉCEPTION DES OFFRES : Vendredi 13 novembre 2026 12 h 00.
MODALITÉ D'OBTENTION DU DOSSIER : https://www.marches-securises.fr (signature électronique non obligatoire).
M2611551

Adjudication

SELARL AHMED HARIR
Avocats
15 boulevard Gambetta - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tél. : 03.24.33.23.05 - Fax : 03.24.59.40.90

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Il sera procédé le jeudi 26 novembre 2026 à 10h30 au site du Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE MÉZIÈRES, 12 rue Madame de Sévigné - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES (ancien Tribunal d'instance), à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur des immeubles, propriétés bâties, dont la désignation suit :
COMMUNE DE CHARLEVILLE MEZIERES (ARDENNES)
Sur la commune de CHARLEVILLE MÉZIÈRES (Ardenne), 5 rue de l'Arquebuse ;
Dans l'ensemble immobilier en copropriété soumis au régime de la copropriété, destiné en totalité ou en partie à l'habitation et immatriculé comme tel au registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires sous le numéro AE0-788-810 ;
Figurant au cadastre sous les références suivantes :
AM 669 contenance 13a 15ca.
Les biens et droits immobiliers ci-après désignés :
LOT NUMERO 218 composé de :
Un local de 44 m2 à usage commercial, vitrine privative du lot ;
Et les 201/1000èmes des parties communes générales ;
Ainsi que ledit immeuble existe, s'étend, se poursuit et comporte avec toutes ses aisances et dépendances, droits de propriété, servitudes ou autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserves.

SUR LA MISE A PRIX DE 15.000 €EUROS
(QUINZE MILLE €EUROS)

VISITE DES LIEUX SUR PLACE le lundi 9 novembre 2026 de 11h à 12h.

Pour tous renseignements, notamment pour consulter le cahier des conditions de vente sur saisie immobilière, s'adresser à :
- Maître Ahmed HARIR, Avocat au Barreau des Ardenne, à son cabinet, 15 boulevard Gambetta - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES - Téléphone : 03.24.33.23.05 ;
- Greffe du Juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de CHARLEVILLE MÉZIÈRES, à l'ancien Tribunal d'instance en ladite ville, 12 rue Madame de Sévigné - Téléphone : 03.24.56.34.13.
M2611012 Maître Ahmed HARIR.

Vente aux enchères

SCP RCL & Associés
SCP D'AVOCATS INTER BARREAUX
2 rue Duvivier - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

A la requête de la SA BANQUE CIC EST, société anonyme immatriculée au R.C.S. de STRASBOURG sous le n° 754 800 712, dont le siège social est 31 rue Jean Wenger Valentin à STRASBOURG (67000), agissant poursuites et diligences du Président de son Conseil d'Administration, domicilié de droit audit siège.
Il sera procédé à la mise en vente aux enchères publiques de l'immeuble suivant :
COMMUNE DE BOGNY SUR MEUSE (08120), 7 rue Voltaire
1. Une maison à usage d'habitation et le terrain sur lequel elle est érigée comprenant :
- Au rez-de-chaussée : une cuisine, une salle de séjour ;
- A l'étage : deux chambres ;
- Salle de bains et WC à l'extérieur ;
- Cave, grenier, cour et jardin derrière.
Passage de un mètre de largeur pour aller de cette cour au jardin ci-après, lequel passage s'effectue entre deux murs construits par Monsieur BERTHELOT, ancien propriétaire.
Ledit immeuble figurant au cadastre sous les références suivantes, savoir :
Section AE n° 804, Rue Voltaire d'une contenance de 2 ares 46 centiares. (La section AE n° 244 ayant fait l'objet d'une division parcellaire)
2. Un garage et le terrain sur lequel il est érigé situé en face de la maison sus-désignée situé à BOGNY SUR MEUSE (Ardenne), Rue Voltaire.
Droit à une fontaine faisant partie d'une écurie située au même lieu à proximité du garage.
Ledit immeuble figurant au cadastre sous les références suivantes, savoir :
Section AH n° 65, Rue Voltaire pour une contenance de 34 centiares.

A l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE MEZIERES (Ardenne),
au Palais de Justice de ladite ville, Site Sévigné, 12 rue Madame de Sévigné,
LE JEUDI 26 NOVEMBRE 2026 A 10 HEURES 30

SUR LA MISE A PRIX DE 9.000 € (NEUF MILLE €EUROS)

Les enchères ne pourront être portées que par un avocat inscrit au Barreau des ARDENNES, les frais étant supportés par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.
Le cahier des conditions de vente a été déposé au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE MEZIERES le 22 juillet 2025 où tout intéressé peut en prendre connaissance, ainsi qu'au cabinet de l'avocat poursuivant la vente.

Pour tout renseignement, s'adresser à :
- La SCP RCL & Associés, avocat susnommé - Tél. : 03.24.37.01.12 ;
- Au Greffe du Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE MEZIERES - Tél. : 03.24.56.34.13 ;
- Visite effectuée le 17 novembre 2026 de 13 h 30 à 14 h 30 par la SELARL DAUTREMAY, commissaire de Justice à RETHEL - Tél. : 03.24.38.41.35.

Fait et rédigé à CHARLEVILLE MEZIERES, le 12 octobre 2026.
Signé : Maître Charles Louis RAHOLA.

M2611544

Marne

CONSTITUTION
DE SOCIETE



CAP Formalités
Conseils et Solutions
CHRISTELLE POTIER
christellepotier51100@gmail.com
06.60.19.80.19

CONSTRUCTION
RENOVATION
FACADE

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 03/10/2026, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : CONSTRUCTION RENOVATION FACADE
Objet social : travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment, de façade et de rénovation de bien immobilier
Siège social : 39 avenue de Rethel, 51420 WITRY LES REIMS
Capital : 500 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS
Président : M^{me} WATRAK Alexandra
39 avenue de Rethel 51420 WITRY LES REIMS
Admission aux assemblées et droits de votes :
Clause d'agrément : Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises, à peine de nullité, à l'agrément préalable de la société. Les cessions d'actions par l'associé unique sont libres
M2611272



FCN
EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

FCN Epernay
2 rue Léger Bertin - BP 15
51201 EPERNAY CEDEX
Tél. : 03.26.54.14.44

MALBRANQUE
MAXIME

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 8 octobre 2026 à IGNY COMBLIZY (51), il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : MALBRANQUE MAXIME
Siège social : 7 rue des Alliés - 51700 IGNY COMBLIZY
Objet social : l'installation, la maintenance, la réparation et le dépannage de tous équipements de plomberie, de sanitaires (toilettes, douche, éviers), de chauffage, de climatisation et de raccordement des canalisations ; tous petits travaux de rénovation et d'aménagement intérieur ; la vente, le négoce et l'achat de tous matériels, pièces détachées, équipements et outillages liés à ces activités.
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
Capital social : 2 500 euros
Gérance : Monsieur Maxime MALBRANQUE, demeurant : 7 rue des Alliés - 51700 IGNY COMBLIZY, assure la gérance.
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de REIMS.
Pour avis : La gérance.
M2611309



CAP Formalités
Conseils et Solutions
CHRISTELLE POTIER
christellepotier51100@gmail.com
06.60.19.80.19

JMVB INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 1 500,00 euros
Siège social :
3 Place Léon Bourgeois
51100 REIMS

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à REIMS du 06/10/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : JMVB INVEST
Siège social : 3 Place Léon Bourgeois 51100 REIMS
Objet : L'activité de marchand de biens, à savoir l'acquisition en vue de la revente de tous immeubles bâtis ou non bâtis, biens et droits immobiliers, fonds de commerce, parts ou actions de sociétés à prépondérance immobilière, ainsi que toutes opérations de division, lotissement, aménagement, rénovation, réhabilitation ou construction s'y rapportant ; à titre accessoire, la location des biens acquis ; la prise de participations dans toutes sociétés dont l'objet est similaire, connexe ou complémentaire.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS
Capital : 1 500,00 euros, constitué d'apports en numéraire
Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il détient.
Transmission des actions : Toute transmission d'actions au profit d'un tiers ou entre associés est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés, à l'exception des transmissions au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant de l'associé cédant ou défunt.
Président : Madame Milène JACQUINET, demeurant 1 bis rue de Haut 51510 MATOUGUES
Directeur général : Monsieur Vincent BAUDART, demeurant 108 boulevard Saint-Marceaux 51100 REIMS
Immatriculation : au Registre du commerce et des sociétés de REIMS.
M2611314



PERSPECTIVES D'AVENIR
Expertise Comptable
3 rue Joseph Cugnot
51430 TINQUEUX

SOFIANE MARGAUX

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 15/09/2026, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : SOFIANE MARGAUX
Objet social : l'étrangerL'acquisition de tous immeubles et notamment la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement des dits immeubles ou droits immobiliers
Siège social : 180 RUE DE VESLE, 51100 REIMS
Capital : 20 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS
Co-gérance : M. GARGOURI MAHER 6, rue Jeanine NEVEU 51140 JONCHERY SUR VESLE et M. YU LIANGLIANG 44 RUE JEAN BAPTISTE BERLIER 75013 PARIS
Clause d'agrément : Toute transmission de parts sociales envisagée à titre onéreux ou gratuit, quelle qu'en soit la forme, est soumise à l'agrément préalable des associés. La décision d'agrément est prise à l'unanimité des associés. Lorsque le cédant a la qualité d'associé appelé à statuer sur la décision d'agrément, il prend part au vote.
La gérance.
M2611491

RNJ DECO

Par acte SSP du 21/09/2026, il a été constitué une SASU dénommée : RNJ DECO.
SIÈGE SOCIAL : 8 rue des 5 Continents - 51430 BEZANNES.
CAPITAL : 1.500 €.
OBJET : - Travaux de peinture ;
- Travaux de Placo ;
- Travaux de revêtement de sols.
PRÉSIDENT : M^{me} Camélia Naïma FILALI, 8 rue des 5 continents - 51430 BEZANNES.
ADMISSIONS AUX ASSEMBLÉES ET DROITS DE VOTE : Tout actionnaire est convoqué aux assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
CLAUSES D'AGREMENTS : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
DURÉE : 99 ans à compter de l'immatriculation au R.C.S. de REIMS.
M2611410

FLORIDE FINANCE

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros
Siège social :
118 avenue Jean Jaurès
51100 REIMS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à REIMS du 2 octobre 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : FLORIDE FINANCE
Siège : 118 avenue Jean Jaurès, 51100 REIMS
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés
Capital : 1 000 euros
Objet : La prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises, françaises ou étrangères, ainsi que la gestion, l'administration et la cession de ces participations ;
L'acquisition, la détention, la gestion et la valorisation de tous titres, valeurs mobilières et droits sociaux ;
L'animation, la direction, le contrôle et la coordination de ses filiales et participations ;
La fourniture de prestations de services administratives, juridiques, comptables, financières, commerciales, informatiques, de gestion ou de direction au profit de toutes sociétés liées ou non ;
La réalisation de toutes opérations de trésorerie au profit des sociétés du groupe, dans les conditions autorisées par la réglementation en vigueur ;
L'acquisition, la gestion, l'exploitation et éventuellement la cession de tous biens et droits mobiliers ou immobiliers ;
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Président : Madame Florence ANTOINE, demeurant 4T rue Danton, 51370 ST BRICE COURCELLES
Directeur général : Madame Ingrid CUGNART, demeurant 23 rue Marcelle LOISEAU 51100 REIMS
La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Reims
Pour avis : La présidente.
M2611448

SCI LA COOLINNE

Rectificatif à l'annonce parue le 18/09/2026 sous le n° 3422809 dans matot-braine.fr concernant la société SCI LA COOLINNE. Il fallait lire : Par acte sous seing privé en date du 07/10/2026 il a été constitué une SCI dénommée : SCI LA COOLINNE. SIÈGE SOCIAL : 26 Grande Rue - 51240 NUISEMENT SUR COOLE. CAPITAL : 100 €. M2611514

TAXI AR

Suite à l'annonce n° M2611183 parue le 02/10/2026, il convenait de lire : Par acte sou seing privé en date du 24 septembre et non 21 septembre 2026. Siège social 50 avenue Marcel Bailly 51300 VITRY LE FRANCOIS et non Bailli. Objet transport de personnes par taxi et non transport de personne. M2611526

- PETITES AFFICHES MATOT BRAINE -

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

167 PVC
Société civile
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
1 rue de l'Arbalète - 51100 REIMS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à REIMS (51) du 08/10/2026, il a été constitué une société civile de construction-vente présentant les caractéristiques suivantes :
SIÈGE SOCIAL : 1 rue de l'Arbalète - 51100 REIMS.
OBJET SOCIAL : - L'acquisition de tous immeubles et droits susceptibles de constituer des accessoires ou annexes dudit immeuble ;
- La construction sur ceux-ci éventuellement après démolition et : ou restructuration d'un immeuble neuf à usage d'habitation et / ou commercial ;
- La vente de l'immeuble ou des immeubles construits à tous tiers, sous quelque forme que ce soit, en totalité ou par fractions ;
- L'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts et constitution des garanties y relatives ;
- Et généralement toutes opérations quelconques, mobilières, immobilières ou financières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation, dès lors qu'elles conservent un caractère civil et ne sont pas contraires aux dispositions des articles L. 211-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.
DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au R.C.S.
CAPITAL SOCIAL : 1.000 €, constitué uniquement d'apports en numéraire.
GÉRANCE : Monsieur Benoît MIGNEAUX, demeurant 17 allée Pearl Buck - 51430 BEZANNES.
CLAUSES RELATIVES AUX CESSIONS DE PARTS : Agrément requis dans tous les cas, obtenu à l'unanimité des associés.
Immatriculation de la société au R.C.S. de REIMS.
Pour avis : La gérance.

M2611458

MLB INVEST

Société civile immobilière
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
19 boulevard Robespierre
51100 REIMS

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à REIMS (51) du 08/10/2026, il a été constitué une société civile dénommée MLB INVEST présentant les caractéristiques suivantes :
SIÈGE SOCIAL : 19 boulevard Robespierre - 51100 REIMS.
OBJET SOCIAL : La propriété, l'administration, l'exploitation par bail, location ou autrement, la gestion, et la mise en valeur de tous immeubles bâtis ou non bâtis, dont elle peut devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'échange, d'apport ou autrement.
DURÉE : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au R.C.S.
CAPITAL SOCIAL : 1.000 € constitué uniquement d'apports en numéraire.
GÉRANCE : Monsieur Benoît ROUX, demeurant 17B rue Duruy - 51100 REIMS.
CLAUSES RELATIVES AUX CESSIONS DE PARTS : Agrément requis dans tous les cas, obtenu à l'unanimité des associés.
Immatriculation de la société au R.C.S. de REIMS.
Pour avis : La gérance.

M2611472

AV THERMIQUE

Aux termes d'un ASSP en date du 09/10/2026, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : AV THERMIQUE
Objet social : L'installation, l'entretien, le dépannage et la réparation de tous systèmes de climatisation, de ventilation, de traitement de l'air et de pompes à chaleur ainsi que tous travaux de plomberie, d'installations sanitaires et de chauffage.
Siège social : 1 bis Rue de la Comme, 51110 LAVANNES
Capital : 15 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS
Président : M. OWADENKO-RAUCHFELD-TAILLEFUMIER Alexis -Victor 1, Rue de la Comme 51110 LAVANNES
Admission aux assemblées et droits de votes : Dans les conditions statutaires et légales
M2611574

société d'avocats
NOMΩDOS
Société d'Avocats
10 Boulevard Lundy - BP 2105
51074 REIMS CEDEX

MADY

Par acte SSP du 06/10/2026, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :
DÉNOMINATION SOCIALE : MADY.
CAPITAL : 5.000 €. APPORTS EN NATURE : Néant.
SIÈGE SOCIAL : 10 rue des Fins Esprits - 51500 SERMIERS.
DURÉE : 99 années.
OBJET : - L'achat, la conception, la préparation, la vente et la livraison de tous produits culinaires, repas, plateaux repas et de plats préparés aux particuliers et aux entreprises, ainsi que le portage de repas à domicile ; - L'activité de restauration sur place et à emporter, de traiteur, et de manière générale la fabrication et/ou la commercialisation de produits alimentaires, l'organisation et l'animation de tous événements manifestations privés ou publics en lien avec les domaines susvisés.
GÉRANCE : Manon DENISON, demeurant à 10 rue des Fins Esprits - 51500 SERMIERS, et Dylan BUCHAILLOT, demeurant à 10 rue des Fins Esprits - 51500 SERMIERS.
Immatriculation au R.C.S. de REIMS.
M2611483

167 PVC

Suite à l'annonce n° M2611458 parue le 12/10/2026, il convenait de lire :
GÉRANCE : La société QUATREME, dont le siège est fixé 1 rue de l'Arbalète - 51100 REIMS représentée par Monsieur Benoît MIGNEAUX, demeurant 17 allée Pearl Buck - 51430 BEZANNES, gérant.
M2611710

SCI MCDE

au capital de 800 Euros
Siège social :
21 rue Méhaut Dupont
51350 CORMONTREUIL

L'an deux mille vingt-six le six octobre, suivant acte sous seing privé, les associées de la SCI MCDE ont décidé :
La création de la SCI MCDE.
OBJET : L'acquisition, la propriété, l'administration, et l'exploitation par bail, location, ou autrement de tous terrains et de tous immeubles.
DÉNOMINATION : SCI MCDE.
SIÈGE SOCIAL : 2 T rue Méhaut Dupont - 51350 CORMONTREUIL.
CLÔTURE : Le 31 décembre.
CAPITAL SOCIAL : 800 € en numéraire.
GREFFE : R.C.S. REIMS.
GÉRANT : M^{me} DUPIN née CORINGRATO Claire, née le 19/11/1990 à REIMS, mariée, demeurant 24 rue Bernard de Jussieu - 51350 CORMONTREUIL.
CO-GÉRANT : M. CORINGRATO Maxime, né le 15/07/1997, pacsé, demeurant 7 rue des Vignes - 51170 CHAUMUZY.
La gérance.

M2611496

GOODMAN MOUNTAIN

Société à responsabilité limitée
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
2 rue de l'Observatoire
51490 BEINE NAUROY

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à BEINE NAUROY du 30 septembre 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
DÉNOMINATION SOCIALE : GOODMAN MOUNTAIN.
FORME SOCIALE : Société à responsabilité limitée.
SIÈGE SOCIAL : 2 rue de l'Observatoire - 51490 BEINE NAUROY.
OBJET SOCIAL : L'acquisition, la gestion, la location et l'administration de tous biens mobiliers ou immobiliers.
DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.
CAPITAL SOCIAL : 1.000 €.
GÉRANCE : Monsieur Romain BONHOMME, demeurant 2 rue de l'Observatoire - 51490 BEINE NAUROY.
Immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.
La gérance.

M2611561



CAP Formalités
Conseils et Solutions

CHRISTELLE POTIER
christellepotier51100@gmail.com
06.60.19.80.19

BD FINANCES

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 07/10/2026, il a été constitué une SPFFPL SASU ayant les caractéristiques suivantes :
DÉNOMINATION SOCIALE : BD FINANCES.
OBJET SOCIAL : La détention de parts ou d'actions de sociétés d'exercice et de groupements de droit étranger, ayant eux-mêmes pour objet l'exercice d'une ou plusieurs professions libérales réglementées.
SIÈGE SOCIAL : 30 rue Courneaux - 51100 REIMS.
CAPITAL : 850.000 €.
DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de REIMS.
PRÉSIDENT : M. DEVINGT BERTRAND, 23 rue des Patières - 51500 TAISSY.
ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROITS DE VOTES : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égale à celui des actions
CLAUDE D'AGREMENT : Les cessions par l'associé unique sont libres.
M2611565



SCP Carole TURPIN-VUILLEMIN, Éric VUILLEMIN et Marcellin LEDEUR
Notaire associés
9 bis avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
10102 ROMILLY SUR SEINE CEDEX

SCI DES LACETS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte authentique reçu le 29/09/2026 par Maître Eric VUILLEMIN, Notaire à ROMILLY SUR SEINE CEDEX (10102) - 9B Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : SCI DES LACETS
Objet social : l'acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par location ou autrement, à l'exception de la location en meuble, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés, - la prise de participation dans toutes sociétés immobilières, - l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société. Tant en France qu'à l'étranger. Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.
Siège social : 6 rue Saint Maurice, 51100 REIMS
Capital : 2 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS
Gérance : M. GARNIER Romain 6 rue Saint Maurice 51100 REIMS
Clause d'agrément : Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit de l'ascendant ou du descendant d'un associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.
La gérance.

M2611571



OFFICE NOTARIAL DES CORDELIERS

SELARL Laurent QUINART et Thibaut DURAND
Notaires Associés
24 rue de l'Isle - 51100 REIMS
Tél. : 03.26.49.32.20

RSR

Aux termes d'un acte reçu par Maître Thibaut DURAND, Notaire à REIMS, 24 rue de l'Isle, le 5 octobre 2026, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :
DÉNOMINATION : RSR.
FORME : Société civile immobilière régie par le titre IX du livre III du Code civil, modifié par la loi du 4 janvier 1978, le décret du 3 juillet 1978 et ses textes subséquents.
OBJET : Toutes opérations immobilières, mobilières ou financière à condition toutefois, d'en respecter le caractère civil.
CAPITAL SOCIAL : Mille deux cents Euros (1.200,00 €), divisé en 1.200 parts de un Euro (1,00 €) chacune, numérotées de 1 à 1.200.
DURÉE : 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.
SIEGE SOCIAL : SAINT LEONARD (51500), 4bis Grande Rue.
R.C.S. : REIMS.
GERANTS STATUTAIRES : Monsieur Rami RHAÏEM et Madame Safia Soufia NACCACHE, demeurant ensemble à SAINT LEONARD (51500), 4bis Grande Rue.
CESSIONS DE PARTS SOCIALES : Libres entre associés, entre héritiers et descendants, et soumises à agrément dans les autres cas.
Pour avis : Le Notaire.

M2611457



AVOCATS ASSOCIÉS

SCI CHAMPAGNE REAL ESTATE

Aux termes d'un ASSP en date du 09/10/2026, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : SCI CHAMPAGNE REAL ESTATE
Objet social : La Société a pour objet : La propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, et de tous droits immobiliers dont la Société peut devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'échange, d'apport ou autrement ; L'aliénation des immeubles ou droits immobiliers dont est propriétaire la Société, au moyen de vente, d'échange ou d'apport en société, la prise de toute garantie sur les biens dont est propriétaire la Société. Pour la réalisation de cet objet et pour faciliter celui-ci, la Société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations, notamment acquisition, construction, constitution d'hypothèques ou toutes autres sûretés réelles sur les biens sociaux, dès lors que ces actes et opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet. Plus généralement, elle peut faire toutes opérations se rapportant à cet objet ou contribuant à sa réalisation, pourvu que celles-ci n'aient pas pour effet d'altérer son caractère civil.
Siège social : 3 route d'Igny, 51700 FESTIGNY
Capital : 1 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS
Co-gérance : M. GAUDINAT Tony 3 route d'Igny 51700 FESTIGNY et M^{me} GAUDINAT Sabrina 3 route d'Igny 51700 FESTIGNY
Clause d'agrément : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, ascendants et descendants. Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec le consentement des associés représentant plus de cinquante pour cent du capital social.
M2611547

SL VTC REIMS

Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
3 rue des Dresfervoiuin
51370 ORMES

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 07 octobre 2026 à REIMS, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle
La dénomination sociale est : «SL VTC REIMS».
Le non commercial est : «SL VTC REIMS».
L'enseigne est : «SL VTC REIMS».
Siège : 3 rue des Dresfervoiuin - 51370 ORMES.
Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.
Capital : 1.000 €.
Objet : Activité transport de personne avec chauffeur, mise à disposition de chauffeurs, location de véhicules, achat et vente de véhicules.
Président : Monsieur PASTO Sergino, Raphael, né le 03/08/1982 à DENAIN (59), France, de nationalité française.
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.
Pour avis : Le président.

M2611591

PIERLOT ROMAIN

Aux termes d'un ASSP en date du 13 octobre 2026, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :
FORME SOCIALE : Société à responsabilité limitée unipersonnelle.
DÉNOMINATION SOCIALE : PIERLOT ROMAIN.
OBJET SOCIAL : La boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie salée, préparation ou fabrication de glaces alimentaires artisanales, chocolaterie, confiserie et produits similaires, biscuits, l'activité de traiteur, la vente de sandwiches, salades à emporter, boissons non alcoolisées et généralement toutes activités se rapportant directement ou indirectement à l'objet social. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.
SIÈGE SOCIAL : 27 rue Général Leclerc - 51220 SAINT THIERRY (Marne).
CAPITAL SOCIAL : 1.000 €.
DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de REIMS.
GÉRANT : M. PIERLOT Romain, demeurant 15 chemin des Wardes - 51220 SAINT THIERRY (Marne).
Immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.
Pour avis : La gérance.

M2611621

SCI TF IMMO 51

Société civile immobilière
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
52 rue de Pavé
51110 BOULT SUR SUIPPE

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 12 octobre 2026 à REIMS, il a été constitué une société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :
DÉNOMINATION : TF IMMO 51.
SIÈGE SOCIAL : 52 Rue du Pavé - 51110 BOULT SUR SUIPPE.
OBJET : L'acquisition de biens immobiliers, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis, dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement.
DURÉE : 99 ans.
CAPITAL SOCIAL : 1.000 €, divisé en 1.000 parts de 1 €.
GÉRANTS : Monsieur Maxime David FAIVRE, demeurant 52 rue du Pavé - 51110 BOULT SUR SUIPPE, né le 20/10/1993 à REIMS, de nationalité Française ; Monsieur Yoan, James Gérard FAIVRE, demeurant 54 rue du Pavé - 51110 BOULT SUR SUIPPE, né le 28/07/1992 à REIMS, de nationalité Française
Pour avis Le gérant

M2611642



« DE LA RUE HAUTE »

Suivant acte reçu par Me Romain SHALGIAN, Notaire à CORMONTREUIL, le 13 octobre 2026, a été constituée la société civile dénommée «DE LA RUE HAUTE».
SIÈGE SOCIAL : COULOMMES LA MONTAGNE (51390), 18 rue Haute.
CAPITAL SOCIAL : Cent Euros (100,00 €), divisé en 100 parts sociales d'un Euro (1,00 €) chacune, numérotées de 1 à 100.
OBJET SOCIAL : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question, la prise de garanties telles qu'une garantie réelle sur ces mêmes biens et droits immobiliers.
DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de REIMS.
Cessions de parts, même entre associés, soumises à l'agrément des associés à l'unanimité.
GÉRANCE : - Monsieur Florian LELOIR, viticulteur, demeurant à COULOMMES LA MONTAGNE (51390), 18 rue Haute ; - Monsieur Emeric LELOIR, viticulteur, demeurant à COULOMMES LA MONTAGNE (51390), 33 rue Haute.
Pour avis : Maître Romain SHALGIAN.

M2611682

société d'avocats
NOMΩDOS
Société d'Avocats
10 Boulevard Lundy - BP 2105
51074 REIMS CEDEX

LES 2 PUTTI

Par acte sous seing privé du 14/10/2026, il a été constitué une SCI dénommée : LES 2 PUTTI.
SIÈGE SOCIAL : 74 rue des Moissons - 51100 REIMS.
CAPITAL : 1.000 €.
OBJET : La propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, et de tous droits immobiliers dont la société peut devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'échange, d'apport ou autrement ; L'aliénation des immeubles ou droits immobiliers dont est propriétaire la société, au moyen de vente, d'échange ou d'apport en société.
GÉRANT : Jean-Charles PRIN, 74 rue des Moissons - 51100 REIMS.
DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de REIMS.
M2611705

PERSPECTIVES D'AVENIR
Expertise Comptable
3 rue Joseph Cugnot
51430 TINQUEUX

GARG - YU

Aux termes d'un ASSP en date du 14/10/2026, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : GARG - YU
Objet social : L'acquisition de tous immeubles et notamment la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement des dits immeubles ou droits immobiliers
Siège social : 180 rue de Vesle, 51100 REIMS
Capital : 10 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS
Co-gérance : M. GARGOURI Maher 6, rue Jeanine NEVEU 51140 JONCHERY SUR VESLE et M. YU LIANGLIANG 44 RUE JEAN BAPTISTE BERLIER 75013 PARIS
Clause d'agrément : Toute transmission de parts sociales envisagée à titre onéreux ou gratuit, quelle qu'en soit la forme, est soumise à l'agrément préalable des associés. La décision d'agrément est prise à l'unanimité des associés. Lorsque le cédant a la qualité d'associé appelé à statuer sur la décision d'agrément, il prend part au vote.
La gérance.

M2611714

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

BAMMENTAL
HOLDING

Aux termes d'un ASSP en date du 12 octobre 2026 il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :
FORME SOCIALE : Société à responsabilité limitée.
DÉNOMINATION SOCIALE : BAMMENTAL HOLDING.
OBJET SOCIAL : La société a pour objet :
- La propriété, l'acquisition et la gestion, pour son propre compte exclusivement, de toutes valeurs mobilières et autres droits sociaux lui appartenant dans toutes sociétés et entreprises françaises ou étrangères, commerciales, industrielles, financières ou civiles, la souscription de tout contrat d'assurance ou contrat de capitalisation ; - La participation active à la définition et à la conduite de la politique du groupe et le contrôle des filiales ; - L'exécution, à titre purement interne, de services spécifiques, notamment administratifs, juridiques, comptables, financiers et immobiliers ; - L'exercice de mandats sociaux au sein des filiales ; - La propriété, l'acquisition et la gestion, pour son propre compte exclusivement de tous biens et droits immobiliers ; - La réalisation de toutes opérations compatibles avec cet objet, s'y rapportant et contribuant à la réalisation ; Et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus-indiqué.
SIÈGE SOCIAL : 66 avenue de Bammental - 51130 BLANCS COTEAUX (Marne).
CAPITAL SOCIAL : 1.000 €.
DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de CHALONS EN CHAMPAGNE.
GÉRANTS : M. RONDEAU Olivier, demeurant 66 avenue de Bammental - 51130 BLANCS COTEAUX (Marne) et M^{me} THIEL Jennifer, 66 avenue de Bammental - 51130 BLANCS COTEAUX (Marne).
Immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de CHALONS EN CHAMPAGNE.
Pour avis : La gérance.

M2611590

MODIFICATION
DE STATUTS

FCN

EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

57 Chaussée du Port
CS 90157
51008 CHALONS EN CHAMPAGNE CDX
Tél. : 03.26.68.39.58

DU MOIVRIER

Société à responsabilité limitée
au capital de 5.000 Euros
Siège social :
Rue Anne-marie Terriere
51520 ST MARTIN SUR LE PRE
453 243 834
R.C.S. Châlons en Champagne

Aux termes d'une délibération en date du 25/09/2026, la collectivité des associés a pris acte du décès de Monsieur Enrique BARCAIONI intervenu le 28/06/2026 et a nommé en qualité de nouveaux gérants Monsieur Hugo BARCAIONI, demeurant 1 rue des Vieilles Casernes - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE et Monsieur Adrian BARCAIONI, demeurant 42 Grande Rue - 51520 SARRY, pour une durée illimitée à compter de ce jour.
Pour avis : La gérance.

M2610816

QUALIPRO
CERTIFICATION

SAS au capital de 1.000 Euros
Siège social :
8 B rue Gabriel Voisin
51100 REIMS
981 681 414 R.C.S. de Reims

Le 06/10/2026, les associés ont décidé de nommer président, M. Selim KEBLI, 8 B rue Gabriel Voisin - 51100 REIMS en remplacement de M. Lenora AIT MEZIANE.
Mention au R.C.S. de REIMS.

M2611347

FCN

EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

57 Chaussée du Port
CS 90157
51008 CHALONS EN CHAMPAGNE CDX
Tél. : 03.26.68.39.58

BARCAIONI FRERES

Société par actions simplifiée
au capital de 150.000 Euros
Siège social :
Rue Anne-marie Terriere
51520 ST MARTIN SUR LE PRE
314 950 841
R.C.S. Châlons en Champagne

Aux termes d'une décision unanime en date du 23/09/2026, il résulte que Monsieur Hugo BARCAIONI, demeurant 1 rue des Vieilles Casernes - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE a été nommé en qualité de président en remplacement de Monsieur Enrique BARCAIONI, décédé.
Pour avis : Le président.

M2610817

SOCIETE VITICOLE
CHAMPENOISE

Société d'intérêt collectif
agricole n° 82.158
Sous la forme de société
en commandite par actions
à capital variable
au capital minimal de 37.000 Euros
Siège social :
20 avenue de Champagne
51200 EPERNAY
325 696 102 R.C.S. Reims

Aux termes d'une délibération en date du 28 septembre 2026, le conseil de surveillance a :
- Constaté que M^{me} Aline BATISTE et M. Jean-Manuel JACQUINOT ont démissionné de leur mandat de membre du Conseil de Surveillance respectivement les 30 juin et 3 juillet 2026 ;
- Coopté, pour les remplacer, :
- La SAS Champagne Jacquinot & Fils, avec pour représentant permanent M. Jean-Manuel JACQUINOT ;
- L'EARL VITIBAR, représentée par M. Marc MOLDEREZ ;
Et ce pour la durée du mandat de leurs prédécesseurs restant à courir, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire à tenir au cours de l'année 2029 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2028 ;
- Désigné en qualité de vice-président du conseil de surveillance : Monsieur Charles-Henri HUMBERT demeurant à MUTIGNY (51160), 6 rue de la Tuilerie pour la durée de son mandat de membre du conseil de surveillance, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir au cours de l'année 2029 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028
Pour avis : La gérance.

M2611451

SCI P2M

Société civile immobilière
au capital de 2.000 Euros
6 rue de Châtivesle
51100 REIMS
R.C.S. Reims 481 032 548

Par décision du 06 août 2026, le gérant a décidé de transférer le siège social à REIMS (51100), 7 rue de Ludes, et ce à compter du 06 août 2026.
Pour avis : La gérance.

M2611456

METS

Société par actions simplifiée
au capital de 5.000 Euros
Siège social :
28 rue de Saint Brice
51100 REIMS
884 674 888 R.C.S. Reims

Aux termes d'une délibération en date du 15/07/2026, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société par actions simplifiée METS a décidé de transférer le siège social du 28 rue de saint Brice - 51100 REIMS au 7 Kerduzion - 56130 PEAULE à compter de ce jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
La société, immatriculée au R.C.S. de REIMS sous le numéro 884 674 888 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du R.C.S. de VANNES.
Président : Monsieur Jean François METZ, demeurant 7 Kerduzion - 56130 PEAULE.
Pour avis : Le président.

M2611485

GROUPEMENT
FONCIER
AGRICOLE
LES AUCHES

dont le siège social est à :
SAINT QUENTIN SUR COOLE (51240)
chez M. et M^{me} BONVALLET
au capital de 716.912,00 Euros
immatriculé au
R.C.S. Châlons en Champagne
sous le numéro 428 694 228

Changement de gérant
et de siège social

Suivant décision collective des associés en date du 10 mars 2024, Monsieur Pierre BONVALLET et Madame Nicole BONVALLET née SOIDE, ont démissionné de leurs fonctions de gérant à compter du 13 janvier 2024.
Nomination des nouveaux gérants pour une durée illimitée à compter du 13/01/2024 :
- Monsieur Nicolas BONVALLET, demeurant à ECURY SUR COOLE (51240), 46 rue de Nuisement ;
- Madame Véronique BONVALLET, épouse RUDEO-LISA, demeurant à 6 rue de la Chapelle - 57710 BURE TRESSANGE ;
- Madame Nathalie BONVALLET, épouse MAKHLOUFI, demeurant à 530 route du Chef lieu - 74270 CONTAMINES SARZIN.
Les associés ont également voté la modification du siège social de la société à compter du 13/01/2024, savoir :
Siège actuel : chez M. M^{me} BONVALLET - 51240 SAINT QUENTIN SUR COOLE.
Nouveau siège social : 9 rue de Châlons - 51240 SAINT QUENTIN SUR COOLE.
Mention sera faite au R.C.S. de CHALONS EN CHAMPAGNE.
Pour avis : La gérance.

M2611477

IDEA

15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

MOSAFOOD

Société par actions simplifiée
au capital de 10.000 Euros
Siège social :
53 rue du Jard - 51100 REIMS
108 222 993 R.C.S. Reims

Par décision unanime en date du 01/10/2026, la collectivité des associés de la société par actions simplifiée MOSAFOOD a décidé de transférer le siège social du 53 rue du Jard - 51100 REIMS au 23B rue de Mars - 51100 REIMS à compter du même jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
Pour avis : Le président.

M2611503

COGEP

REIMS

03 26 86 72 98
21 rue Courmeaux - 51100 REIMS
http://www.cogep.fr

ULYSSE

Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social :
77 place Drouet d'Erlon
51100 REIMS
520 671 884 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 31 août 2026, l'Assemblée Générale Ordinaire a nommé :
- de nommer la société CABINET LAURENT PÂTÉ, Société à responsabilité limitée, au capital de 45 999,99 euros, 398 763 250 RCS REIMS, domicilié 26 rue Buirette, 51100 REIMS, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour un mandat de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.
Pour avis : La gérance.

M2611493

CABINET

EXPERTISE COMPTABLE
AUDIT ET CONSEIL

PÂTÉ

SYNERGIS

Société par actions simplifiée
au capital de 48.500 Euros
Siège social :
52 rue Honoré Daumier
51350 CORMONTREUIL
933 948 051 R.C.S. Reims

Aux termes d'une décision en date du 2 octobre 2026, l'associé unique a décidé :
- D'étendre l'objet social aux activités de : «Contractant général, Installation, pose, mise en service, entretien, maintenance, dépannage, achat-revente, pilotage, sous-traitance et coordination de travaux liés à l'installation panneaux photovoltaïques, pompes à chaleur, équipements thermiques, climatisation, isolation thermique intérieure et extérieure avec recours éventuel à des entreprises sous-traitantes qualifiées, travaux connexes du bâtiment, sous-traitance de travaux de rénovation énergétique» et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts ;
- De transférer le siège social 13 rue Duguay Trouin - 51100 REIMS au 52 rue Honoré Daumier - 51350 CORMONTREUIL à compter de ce jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts ;
- D'augmenter le capital d'une somme de 47.500 €, par incorporation de réserves, pour le porter de 1.000 € à 48.500 €, par élévation de valeur nominale des actions, et de modifier en conséquence l'article 6 et 7 des statuts.
Pour avis : Le président.

M2611495

société d'avocats

NOMDOS

Société d'Avocats
10 Boulevard Lundy – BP 2105
51074 REIMS CEDEX

CHAMPAGNE
FOURNIER THIERRY

SAS au capital de 44.240,00 Euros
Siège social :
8 rue du Moulin Neuville
51700 FESTIGNY
429 237 423 R.C.S. Reims

En date du 30/09/2026, l'assemblée a pris acte de la cessation des fonctions de Thierry FOURNIER en qualité de président, et a nommé Julien FOURNIER, directeur général démissionnaire, en qualité de nouveau président de la société.
Mention au R.C.S. de REIMS.

M2611498

NG CONSEILS SARL

au capital de 1.000 Euros
19 rue de la Haute Borne
51390 GUEUX
N° Siret : 480 935 832 00034

Aux termes de la décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 7 octobre 2026, les associés ont décidé de modifier l'objet social de la société comme suit, à compter de ce jour.
ARTICLE - 2 - OBJET SOCIAL :
Entremise, négociation, intermédiation et transaction immobilière sur immeubles et fonds de commerce, ainsi que toutes prestations de conseil en matière d'ingénierie immobilière, d'évaluation, d'intermédiation et d'accompagnement dans la vente, l'achat, la location ou la gestion de tous biens immobiliers ou droits immobiliers en France et à l'étranger ;
- Activité secondaire et accessoire, l'activité de marchands de biens, comprenant l'acquisition, la rénovation, la réhabilitation, l'aménagement, le découpage, la mise en valeur et la revente, en son nom propre, de tous biens immobiliers, fonds de commerce, actions ou parts de sociétés immobilières.
Mention sera faite au R.C.S. de REIMS (51).
Pour avis : Le gérant.

M2611509

V2V TRANSPORT

SASU au capital de 100 Euros
Siège social :
5 D rue Jean-Emile Froissart
51100 REIMS
100 824 994 R.C.S. de Reims

Le 01/10/2026, le président a décidé de modifier l'objet social comme suit :
Taxi, location de véhicule.
Modification au R.C.S. de REIMS.

M2611330

Octav

Société d'Avocats

8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

REHOBOAM

Société par actions simplifiée
au capital de 3.200.000 Euros
Siège social : 1 rue Winston Churchill
51200 EPERNAY
448 483 370 R.C.S. Reims

Aux termes d'une délibération en date du 23 septembre 2026, l'AGO a pris acte de la démission de M. Laurent d'HARCOURT de son mandat de président, le dispense de la durée résiduelle de son préavis et procède à la nomination en ses lieu et place à compter de ce jour de la SA POL ROGER & Cie (095 750 113 R.C.S. REIMS), dont le siège social est sis 1 rue Winston Churchill à EPERNAY (51200), représentée par son représentant légal en exercice conformément à l'article 15.1 des statuts.
Conformément à l'article 15.2 des statuts, son mandat d'une durée de trois années prendra fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés à tenir dans l'année 2029 pour statuer sur les comptes annuels clos au cours de cette même année.
Les modifications seront faites au R.C.S. de REIMS.
Pour avis : Le président.

M2611504

SCEA « ROUSSEAU-
VANDIER »

Capital social : 159.600 Euros
Siège social : 1 place de l'Eglise
51260 MONTGENOST
R.C.S. Reims 390 606 242

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 13 octobre 2026, les associés ont décidé de l'augmentation du capital social de 90.000 € le portant à 249.600 €.
Pour avis : La gérance.

M2611685

Omya Specialty
Materials France
SAS

SAS au capital de 50 Euros
Siège social :
6 rue Pierre Semard - 51240 OMEY
105 551 691
R.C.S. Châlons en Champagne

Groupe Meac SAS

SAS au capital de 15.856.100 Euros
Siège social :
10 Le Cormier - 44110 ERBRAY
775 576 036 R.C.S. Nantes

Aux termes du traité de scission partielle soumise au régime juridique des scissions en date du 13/08/2026 et des décisions de l'associé unique en date du 30/09/2026 de la société Omya Specialty Materials France SAS et des décisions en date du 30/09/2026 de l'associé unique de la société Groupe Meac SAS.
Il résulte que l'apport par la société Groupe Meac SAS à la société Omya Specialty Materials France SAS de sa branche autonome et complète d'activité d'achat et revente de charges minérales, amendements fertilisants et engrais, semences, pour les principaux marchés agricoles et alimentation animale, est devenu définitif, selon les modalités suivantes :
- L'actif total apporté (après arrondi) s'élève à : 1.700.451 € ;
- Le total du passif pris en charge (après arrondi) s'établit à : 1.641.761 € ;
- L'actif net apporté est donc de : 58.690 € ;
Il est rappelé que l'Apport de Groupe Meac SAS doit intervenir, un instant de raison après la réalisation définitive de l'Apport d'Omya SAS.
En rémunération de l'apport de Groupe Meac SAS, la société Omya Specialty Materials France SAS a augmenté son capital social d'une somme de 25.520 € pour le porter à 190.990 €, au moyen de la création de 2.552.000 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 0.01 € chacune qui ont été attribuées directement à la société OMYA SAS, conformément au traité et au mécanisme d'Attribution Directe. (OMYA SAS, étant l'Associé Commun)
La différence entre la valeur nette provisoire des biens apportés et l'augmentation du capital de la société bénéficiaire, soit une prime d'apport pour un montant provisoire de 33.170 € a été inscrite à un compte «prime d'apport».
Les articles correspondants des statuts ont été modifiés.
Date d'effet : 01/10/2026.

M2611530

RYDGE

AVOCATS

MICHEL & CO

Société à responsabilité limitée
au capital de 20.000 Euros
Siège social :
10 place Hugues Plomb
51200 EPERNAY
R.C.S. Reims 978 182 012

Modification gérance

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire en date du 2 octobre 2026, les associés ont décidé de mettre fin, à compter du même jour, aux fonctions de co-gérant de Monsieur Ivo CREUSO.
Il ne sera pas procédé à son remplacement.
Mention sera faite au R.C.S. de REIMS.
Pour avis : La gérance.

M2611395

Omya Specialty
Materials France
SAS

SAS au capital de 50 Euros
Siège social :
6 rue Pierre Semard - 51240 OMEY
105 551 691
R.C.S. Châlons en Champagne

OMYA SAS

SAS au capital de 26.500.000 Euros
Siège social :
6 rue Pierre Semard - 51240 OMEY
562 072 678
R.C.S. Châlons en Champagne

Aux termes du traité d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions en date du 13/08/2026 et des décisions de l'associé unique en date du 30/09/2026 de la société Omya Specialty Materials France SAS et des décisions en date du 30/09/2026 de l'associé unique de la société OMYA SAS.
Il résulte que l'apport par la société OMYA SAS à la société Omya Specialty Materials France SAS de sa branche autonome et complète d'activité d'achat et revente de charges minérales, de produits chimiques et additifs (hors polymères haute performance), pour les principaux marchés papiers & cartons, polymères, construction, peintures et adhésifs, environnement et alimentation, est devenu définitif, selon les modalités suivantes :
- L'actif total apporté (après arrondi) s'élève à : 13.917.879 € ;
- Le total du passif pris en charge (après arrondi) s'établit à : 4.960.139 € ;
- L'actif net apporté est donc de : 8.957.740 € ;
En rémunération de l'apport partiel d'actif, la société Omya Specialty Materials France SAS a augmenté son capital social d'une somme de 165.420 € pour le porter à 165.470 €, au moyen de la création de 16.542.000 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 0.01 € chacune qui ont été attribuées à la société OMYA SAS.
La différence entre la valeur nette provisoire des biens apportés et l'augmentation du capital de la société bénéficiaire, soit une prime d'apport pour un montant provisoire de 8.792.320 € a été inscrite à un compte «prime d'apport».
Les articles correspondants des statuts ont été modifiés.
Date d'effet : 01/10/2026.

M2611529

SAS RC
PERFORMANCE

au capital de 1.000 Euros
Siège social :
3 voie de la Perrière
51300 SAINT AMAND SUR FION
R.C.S. Châlons en Champagne
913 375 051

Par une assemblée générale extraordinaire en date du 05/10/2026 l'assemblée générale décide de transférer le siège social à compter de la date d'assemblée générale du 5 bis rue des bas près - 51300 SAINT AMAND SUR FION au 3 voie de la Perrière - 51300 SAINT AMAND SUR FION.
Pour avis.

M2611543

- PETITES AFFICHES MATOT BRAINE -

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

SOCIÉTÉ D'AVOCATS

L

LORETTE
et ASSOCIÉS

34 rue des Moulins - 51100 REIMS

H.F.R.B.

Société à responsabilité limitée au capital de 300 000 €
Siège social : 79 rue Alfred Kastler - 51430 BEZANNES
752 228 767 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 30 septembre 2026, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 300.000 €.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession d'actions au profit d'associés ou de tiers doit être autorisée par la Société.

Monsieur Ludovic FLAMBERT, gérant, a cessé ses fonctions du fait de la transformation de la Société.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRESIDENT DE LA SOCIÉTÉ :
- la société DL DEVELOPPEMENT, société à responsabilité limitée au capital de 2.249.900 €, ayant son siège social 54, rue Passe Demoiselles 51100 REIMS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 922 389 994, représentée par M. Ludovic FLAMBERT.

Pour avis.

M2611620

PROSPER HUGO-LUCAS

Société civile immobilière au capital de 1.500 Euros
Siège social :
22 rue Jean Moulin
51200 EPERNAY
840 094 353 R.C.S. Reims

Avis de remplacement du gérant

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale mixte du 5 janvier 2024 il a été décidé de ne pas remplacer Monsieur Romuald PROSPER, gérant décédé le 26 mars 2020.

L'article des statuts a été modifié en conséquence par la suppression du nom de Monsieur Romuald PROSPER sans qu'il soit procédé à son remplacement.

Modification sera faite au greffe du tribunal de commerce de REIMS.

Pour avis : La gérance.

M2611555

HUGAB

Société par actions simplifiée au capital de 252 000 euros
Siège social :
22 rue de l'Europe, 51220 LOIVRE
953 610 805 RCS REIMS

Aux termes des décisions du Président en date du 12/10/2026, il a été décidé de :

- transférer le siège social du 22 rue de l'Europe 51220 LOIVRE au 138 avenue Victor Hugo 75016 PARIS à compter de ce jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts ;

-réduire le capital social de 126 000 euros pour le ramener de 252 000 euros à 126 000 euros par voie de rachat et d'annulation de 126 000 actions.

Les mentions antérieurement publiées relatives au capital social sont ainsi modifiées :

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
Ancienne mention : Le capital social est fixé à 252 000 euros.

Nouvelle mention : Le capital social est fixé à 126 000 euros.

Pour avis : Le président.

M2611592

SCEA « JOLLARD »

Capital social : 428.000 Euros
Siège social :
14 rue de Sézanne
51230 LINTHELLES
R.C.S. Reims 510 500 853

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 15 septembre 2026, les associés ont décidé du point suivant, à compter du 15 septembre 2026 :
- Extension de l'objet social à l'activité suivante : L'exploitation d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil dont les générateurs sont fixés ou intégrés aux bâtiments dont elle est locataire ou propriétaire.

Pour avis : Le gérant.

M2611569

CHAMPAGNE GOSSET

SAS au capital de 8 360 000 €
Siège social :
12 RUE GODART ROGER
51200 EPERNAY
RCS de REIMS n°335 681 524

Avis de modification

L'AGO du 23/09/2026 a décidé à compter du 23/09/2026 de nommer en qualité de président RENAUD COINTREAU, SAS au capital de 9 872 040 €, ayant son siège social 154 TER AVENUE VICTOR HUGO 75116 PARIS, immatriculée sous le n°453578072 au RCS de PARIS et de directeur général M. COINTREAU JEAN PIERRE, demeurant 5 rue Largillière 75016 PARIS en remplacement de M. COINTREAU JEAN PIERRE, président, pour cause de démission.

Modification au RCS de REIMS.

M2611573

SBEL

SARL au capital de 2 000 €
Siège social : 2 RUE DES HAUTS DE TOURS
51150 TOURS SUR MARNE
RCS de REIMS n°512 151 945

Avis de modification

L'AGE du 12/10/2026 a décidé à compter du 12/10/2026 de nommer en qualité de gérante M^{me} SANTOS FERREIRA MARCIA CRISTIANA, demeurant 1 PLACE URBAIN 2 51700 CHATILLON SUR MARNE en remplacement de M^{me} BOREL SYLVIE, gérante, pour cause de démission.

Modification au RCS de REIMS.

Le gérant.

M2611599

SCI PATRIMOINE JC&LC

Société civile immobilière au capital de 327.960,00 Euros
Siège social :
40 rue Voltaire - 51100 REIMS
R.C.S. de Reims 102 905 114

Par acte authentique en date du 1^{er} octobre 2026, il a été décidé que :

- La société a augmenté son capital social de 326.960 € pour le porter de 1.000 € à 327.960 € par l'émission de 326.960 parts nouvelles de 1 € chacune. Les souscriptions ont été libérées en rémunération de l'apport à la société de :

- 115 parts PAREF PRIMA, d'une valorisation nominale d'un montant de 182,56 €, soit un apport global d'un montant de vingt huit mille cent cinquante deux Euros (28.152,00 €) ;
- 329 parts CM PIERRE 1, d'une valorisation nominale d'un montant de 197,80 €, soit un apport global d'un montant de soixante cinq mille soixante seize Euros et vingt centimes (65.076,20 €) ;
- 98 parts SELECTINVEST 1, d'une valorisation nominale d'un montant de 496,88 €, soit un apport global d'un montant de quarante huit mille six cent quatre vingt quatorze Euros et vingt quatre centimes (48.694,24 €) ;
- 150 parts PERVAL SANTE, d'une valorisation nominale d'un montant de 182,56 €, soit un apport global d'un montant de vingt sept mille trois cent quatre vingt quatre Euros (27.384,00 €) ;
- 848 parts PERIAL 02, d'une valorisation nominale d'un montant de 150,06 €, soit un apport global d'un montant de cent vingt sept mille deux cent cinquante Euros et quatre vingt huit centimes (127.250,88 €) ;

- La nue-propriété de 90 parts SCPI PF GRAND PARIS, d'une valorisation nominale d'un montant de 337,81 €, soit un apport global d'un montant de trente mille quatre cent deux Euros et quatre vingt dix centimes (30.402,90 €).

L'article 6 et 7 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au R.C.S. de REIMS.

M2611611

SOCIÉTÉ D'AVOCATS

GN

AVOCATS
ASSOCIÉS

LA CLE DES CHAMPS

SAS au capital de 10 000 €
Siège social :
1 boulevard de la Paix
51100 REIMS
RCS de REIMS n°106 052 640

En date du 12/10/2026, l'associé unique a décidé à compter du 12/10/2026 d'augmenter le capital social de 90 000 € par création de 900.000 actions nouvelles de 10 centimes d'euro chacune en le portant de 10 000 € à 100 000 €.

Article 6 et 7 des statuts modifié en conséquence.

Modification au RCS de REIMS.

M2611587

ING-GC

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social :
6 rue Paul Hattat - 51100 REIMS
899 976 724 R.C.S. Reims

Aux termes d'une décision en date du 01 septembre 2026, l'associé unique a décidé :

- D'augmenter le capital social d'un montant de 4.000 €, pour le porter de 1.000 € à 5.000 €, par incorporation du compte courant d'associé unique ;

- D'étendre l'objet social aux activités de menuiserie extérieure, achat et revente de menuiserie et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts ;
- Et de procéder à la refonte totale des statuts, article par article.

Pour avis : Le président.

M2611619

SCI BOURDIN 51

SCI au capital de 100 €
Siège social : l'entrée des Verriats
51500 CHAMFLEURY
RCS de REIMS n°500 726 591

Avis de modification

En date du 15/10/2026, l'associé unique a décidé de modifier la dénomination sociale de la société anciennement SOCIETE CIVILE BOURDIN-CRENET qui devient à compter du 15/10/2026 : SCI BOURDIN 51.

L'article 3 des statuts a été modifié en conséquence.

Modification au RCS de REIMS.

Bourdin.

M2611677

BASAM

Société à responsabilité limitée au capital de 5.000 Euros
Siège social :
6 passage Talleyrand
51100 REIMS
921 375 622 R.C.S. Reims

Aux termes d'une délibération en date du 30 juin 2026, l'assemblée générale mixte a décidé : de transférer le siège social du 6 passage Talleyrand - 51100 REIMS au 2 - 4 passage Talleyrand - 51100 REIMS à compter du 30 juin 2026, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis : La gérance.

M2611680

SURMELY-TERRAIL

SCI au capital de 1.500,00 Euros
Siège social :
20 rue Louis Rouyer
51100 REIMS
modification au R.C.S. de Reims
903 043 313

Par décision des associés en date du 30 mars 2026, il a été décidé de maintenir en qualité de gérante SURMELY Aurore, demeurant 20 rue Louis Rouyer - 51100 REIMS suite au départ et à la démission de TERRAIL Sylvain, demeurant 20 rue Louis Rouyer - 51100 REIMS.

Et de modifier la dénomination sociale qui devient : SURMELY.

Le tout à compter du 30/03/2026.

M2611702

SA D'H.L.M. PLURIAL NOVILIA

Société anonyme d'HLM
Capital social : 92.127.728 Euros
Siège social :
2 place Paul Jamot - 51100 REIMS
R.C.S. Reims B 335 480 679

Avis d'augmentation de capital et de modification des statuts

Le Conseil d'Administration du 26 juin 2026, a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 3.787.248 € pour le porter de de 92.127.728 € à 95.914.248 € par l'émission de 236.703 actions nouvelles de 16 € nominale avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'ACTION LOGEMENT IMMOBILIER, 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS.

En conséquence de quoi, elle a décidé de modifier les statuts de la société comme suit :

«ARTICLE 6 - COMPOSITION ET MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la société est fixé à la somme de quatre vingt quinze millions neuf cent quatorze mille neuf cent soixante seize Euros (95.914.976 €) composé de 5.994.686 actions nominatives de 16 € chacune, entièrement libérées.»

«ARTICLE 19 - PARTICIPATION AUX ASSEMBLEES - VOIX

Dans les assemblées générales de la société, le nombre total des voix dont disposent les actionnaires est égal à dix fois le nombre des actions de la société, soit 59.952.430 voix.

Un actionnaire dispose dans les assemblées générales d'un nombre de voix déterminé conformément à l'article R. 422-1-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Sous réserve du dernier alinéa du III de cet article, le nombre de voix attribuées à la catégorie des communautés de communes de plus de 50.000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15.000 habitants, communautés urbaines, communautés d'agglomération, syndicats d'agglomération nouvelle, départements et régions sur le territoire desquels la société possède des logements et logements foyers et qui n'ont pas la qualité d'actionnaire de référence, est fixé à 13.985.602 voix.

Sous la même réserve, le nombre de voix attribuées à la catégorie des représentants des locataires est fixé à 5.994.687 voix.

Le droit de participer à une assemblée générale est subordonné à l'inscription de l'actionnaire dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société au plus tard cinq jours avant la date de cette assemblée.»

Les modifications statutaires seront publiées au greffe du tribunal de commerce de REIMS.

Pour avis.

M2611703

SOCIÉTÉ D'AVOCATS

L

LORETTE
et ASSOCIÉS

34 rue des Moulins - 51100 REIMS

SCI WITRY

Société civile immobilière au capital de 152,45 Euros
Siège social : 2 avenue Boileau
51490 PONTFAVERGER-MORONVILLIERS
423 261 809 RCS REIMS

Changement de gérance

Aux termes des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés du 5 octobre 2026, Monsieur Mickaël JUROVITCH a été révoqué de ses fonctions de cogérant à compter du même jour.

L'assemblée constate que Monsieur Marc JUROVITCH demeure dans ses fonctions de cogérant, et désigne à compter du 5 octobre 2026, pour une durée illimitée, en qualité de nouveau cogérant, en remplacement de Monsieur Mickaël JUROVITCH :

- Madame Carole GARNESSEON, née JUROVITCH, demeurant 17 rue des Ourmieux 22430 ERQUY.

Modification sera faite au greffe du tribunal de commerce de REIMS.

Pour avis, la Gérance

M2611723

SOCIÉTÉ D'AVOCATS

L

LORETTE
et ASSOCIÉS

34 rue des Moulins - 51100 REIMS

SC LA PROVIDENCE

Société à responsabilité limitée au capital de 10.000 €
Siège social : 2 avenue Boileau
51490 PONTFAVERGER-MORONVILLIERS
534 416 011 RCS REIMS

Changement de gérance

Aux termes des décisions de l'Associée unique du 5 octobre 2026, Monsieur Mickaël JUROVITCH et Monsieur David JUROVITCH ont été révoqués de leurs fonctions de cogérants à compter du même jour.

L'associée a ensuite décidé de nommer en qualité de nouveaux gérants, Monsieur Marc JUROVITCH, demeurant 2 avenue Boileau 51490 PONTFAVERGER - MORONVILLIERS, et Madame Carole GARNESSEON, demeurant 17 rue des Ourmieux 22430 ERQUY, à compter du 5 octobre 2026 pour une durée illimitée.

Modification sera faite au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

Pour avis : La gérance.

M2611726

PLURIAL NOVILIA

SA d'HLM
au capital de 92.127.728 Euros
2 place Paul Jamot - 51100 REIMS
R.C.S. Reims n° B 335 480 679

Le Conseil d'Administration du 14 octobre 2026 a pris acte de la décision de la Communauté d'Agglomération Epernay, Coteaux et Plaine de Champagne de nommer en tant que représentant M^{me} DA SILVA Candida, née le 06/10/1961 à Porto (Portugal) et demeurant à Mardeuil (51530), 120 chemin de la Velisière en remplacement de M^{me} Catherine CROZAT.

Pour avis.

M2611704

MONSIEUR LE BLANCHISSEUR

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social :
9 rue de Thillois - 51100 REIMS
937 599 447 R.C.S. Reims

Aux termes d'une délibération en date du 30 juin 2026, l'assemblée générale extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis : Le président.

M2611581

MONSIEUR LE CONCIERGE

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros
Siège social :
53 rue des Moissons
51100 REIMS
951 007 939 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 29 mai 2026, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : Le président.

M2608839

HAIR BY R

SARLU au capital de 500 €
Siège social : 20 Rue de la Fontaine
51700 MAREUIL LE PORT
RCS de REIMS n°910 863 430

Avis de poursuite d'activité

En date du 23/09/2026, l'associé unique a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social.

Mention au RCS de REIMS.

M2610700

SOCIÉTÉ D'AVOCATS

IDEA

Expertise comptable

15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tél. : 03.24.59.70.41

DVP INVEST

Société par actions simplifiée unipersonnelle
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
31 chaussée Sainte Anne
51220 ST THIERRY
938 345 600 R.C.S. Reims

Aux termes d'une décision en date du 07/10/2026, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : Le président.

M2611512

SIXIEME SENS

Société à responsabilité limitée au capital de 30.000 Euros
Siège social :
3 place Saint-Éloi
51220 HERMONVILLE
952 917 292 R.C.S. Reims

Aux termes d'une délibération en date du 30 juin 2026 l'assemblée générale extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis : La gérance.

M2611513

AUTO CONCEPT 51

Société à responsabilité limitée au capital de 5.000 Euros
Siège social :
17 rue Joseph Cugnot
51430 TINQUEUX
934 545 948 R.C.S. Reims

Aux termes de l'assemblée générale en date du 22 septembre 2026, l'assemblée générale, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis : La gérance.

M2611631

SOCIÉTÉ D'AVOCATS

FCN

EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

FCN Epernay
2 rue Léger Bertin - BP 15
51201 EPERNAY CEDEX
Tél. : 03.26.54.14.44

MARNE TOPO

SARL au capital de 1 000 €
18 rue Comte de Lambertye
51200 EPERNAY
RCS REIMS 910 024 413

Aux termes d'une décision en date du 27 octobre 2025, l'Associé Unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : La gérance.

M2511196

DISSOLUTION DE SOCIETE

PRO GLASS AUTO

SASU au capital de 1.000 Euros
Siège social :
64 boulevard John Fitzgerald Kennedy
51000 CHÂLONS EN CHAMPAGNE
100 413 616
R.C.S. de Châlons en Champagne

Le 25/09/2026, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Bilel KHAMOULI, 64 boulevard John Fitzgerald Kennedy - 51000 CHÂLONS EN CHAMPAGNE et fixé le siège de liquidation au siège social.

Modification au R.C.S. de CHÂLONS EN CHAMPAGNE.

M2611531

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne



03 26 86 72 98
21 rue Courmeaux - 51100 REIMS
http://www.cogep.fr

BIJOUTERIE THOMAS

Société par actions simplifiée en liquidation

Au capital de 5 000 euros

Siège social : 2, rue Eugène Mercier
BP 123, 51204 EPERNAY

Siège de liquidation :
2 rue Eugène Mercier
51200 EPERNAY
509 250 916 RCS REIMS

Aux termes d'une décision en date du 30 juin 2026, l'Associée Unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30 juin 2026 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

- la dissolution anticipée de la Société à compter du 30 juin 2026 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Madame Auréilia DEPERNET, demeurant EPERNAY 51200 2 rue Eugène Mercier, Associée Unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 2 rue Eugène Mercier 51200 EPERNAY. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de REIMS, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2609343

ALLIANCE IMMOBILIERE

SCI au capital de 1 600 €

Siège social : 4 rue des Bois
51390 JANVRY

RCS de REIMS n°429 955 636

Avis de dissolution

L'assemblée générale extraordinaire du 24/09/2026 a approuvé la dissolution Anticipée de la société à compter du 24/09/2026. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M. BEAUCHAMP Michel, demeurant 4 rue des Bois 51390 JANVRY et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

EPILITY

Société par actions simplifiée en liquidation

au capital de 10 000 euros

Siège social :
21 rue du Colonel Fabien
51100 REIMS
517 652 087 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 10 août 2026, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur William LAINE, demeurant 39 bis avenue de Paris - 51100 REIMS, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 21 rue du Colonel Fabien, 51100 REIMS.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de REIMS, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611203



03 26 86 72 98
21 rue Courmeaux - 51100 REIMS
http://www.cogep.fr

CAP FLOCAGE

Société à Responsabilité Limitée en liquidation

Au capital de 5 000 euros

Siège social : 3 rue Anatole France
51430 TINQUEUX

Siège de liquidation : 3 rue Anatole France
51430 TINQUEUX
483883203 RCS REIMS

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 30 septembre 2026 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Renaud PILSUDSKI, demeurant 35 rue de Sacy, 51100 REIMS, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 3 rue Anatole France 51430 TINQUEUX. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de REIMS, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611216

PEACHDESIGN

SARL au capital de 3 000 €

Siège social : 5 rue du Chèvremont
51370 ORMES

RCS de REIMS n°921 332 789

Avis de dissolution

L'assemblée d'associés du 18/09/2026 a approuvé la dissolution Anticipée de la société à compter du 10/10/2026. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M^{me} IWANICKA ÉPOUSE CHARRON Monika, demeurant 5 rue du Chèvremont 51370 ORMES et a fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.



COMETHIS

EXPERTISE COMPTABLE

COM'UNIQUE EVENTS

EURL au capital de 2 000 €

Siège social : 16 RUE FREDERIC ET IRENE JOLIOT-CURIE
51100 REIMS

RCS de REIMS n°921 288 692

Avis de dissolution

En date du 30/09/2026, l'associé unique a approuvé la dissolution Anticipée de la société à compter du 30/09/2026. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M^{me} COLLIN Marie, demeurant 138 rue de Cernay 51100 REIMS et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

M2611446



PERSPECTIVES D'AVENIR

Expertise Comptable

3 rue Joseph Cugnot
51430 TINQUEUX

ALMA IMMOBILIER

SCI au capital de 1 000 €

Siège social : 11 RUE HAGUENON
51420 WITRY LES REIMS

RCS de REIMS n°993 144 153

Avis de dissolution

L'assemblée générale extraordinaire du 30/09/2026 a approuvé la dissolution Volontaire de la société à compter du 30/09/2026. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M^{me} BOUVART MARIANNE, demeurant 11 RUE HAGUENON 51420 WITRY LES REIMS et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

S.L. CASTELLO

Société civile Immobilière en liquidation

Au capital de 1 000 euros

Siège social :
2 B ROUTE DE MONTMIRAIL
51510 FAGNIERES

Siège de liquidation :
2 B ROUTE DE MONTMIRAIL
51510 FAGNIERES
837 904 150

RCS CHALONS EN CHAMPAGNE

Avis de dissolution anticipée

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 29 septembre 2026 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Steven CASTELLO, demeurant 2 RUE PIERRE GILLET, 51240 LA CHAUSSE SUR MARNE, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 2 B ROUTE DE MONTMIRAIL 51510 FAGNIERES. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611596

SPL CONSULTING

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros

Siège social :
1 rue du Château de Goncourt
51300 MATIGNICOURT GONCOURT
832 440 820

R.C.S. Châlons en Champagne

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 14 septembre 2026 : Il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 14 septembre 2026 et sa mise en liquidation.

L'associé unique Monsieur SEBASTIEN GILLE, demeurant 1 rue du Château de Goncourt - 51300 MATIGNICOURT GONCOURT exercera les fonctions de Liquidateur durant la période de liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 1 rue du Château de Goncourt - 51300 MATIGNICOURT GONCOURT, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Mention sera faite au R.C.S. de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis.

M2611562

AMORESCENCE

SARLU au capital de 10 000 €

Siège social : 122 Rue de l'Hopital
Auban Moet
51200 EPERNAY

RCS de REIMS n°900 430 224

Avis de dissolution

En date du 31/08/2026, l'associé unique a approuvé la dissolution Anticipée de la société à compter du 31/08/2026. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M^{me} DOULET Karen, demeurant 25 rue du Professeur Langevin 51200 EPERNAY et a fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

M2611576

D TRANSPORTS

SASU au capital de 4.500 Euros

Siège social :
7 rue Jeanne Jugan - 51100 REIMS
832 210 900 R.C.S. de Reims

Le 23/09/2026, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Djiby SYLLA, 9 rue Borda - 51100 REIMS et fixé le siège de liquidation au siège social.

Modification au R.C.S. de REIMS.

CLOTURE DE LIQUIDATION



AVOCATS ASSOCIES

SCI LA VERTUEUSE

SCI au capital de 1 000 €

Siège social : 58 rue Clovis
51100 REIMS

RCS de REIMS n°791 433 725

Avis de liquidation

L'assemblée générale extraordinaire du 02/10/2026 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. LALLEMENT Emmanuel de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 02/10/2026.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

M2610633

BARRACOUDA

Société civile immobilière en liquidation

au capital de 15.000 Euros

Siège social : 5 rue Louis Armand
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

Siège de liquidation : 5 rue Louis Armand
51000 CHALONS EN CHAMAPGNE
525 092 425

R.C.S. Châlons en Champagne

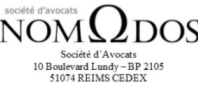
Avis de clôture de liquidation

L'assemblée générale réunie le 30 septembre 2026 au 5 rue Louis Armand - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE a approuvé le compte définitif de liquidation en date du 31 mai 2026, déchargé Monsieur SEIBERT Richard, demeurant 5 rue Louis Armand - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du 31 mai 2026.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611559



NOMDOS

Société d'Avocats
10 Boulevard Lundy - RP 2105
51074 REIMS CEDEX

SCI SECURIMMO

SCI au capital de 10.000 Euros

Siège social :
2 rue de l'Etape - 51100 REIMS
820 870 335 R.C.S. Reims

L'assemblée du 24/09/2026 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus de sa gestion au liquidateur et prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Radiation au R.C.S. de REIMS.

M2611257

KM IMMO

Société civile immobilière société en liquidation

au capital social de 1.000,00 Euros

dont le siège social est sis :
9 rue Joseph Cugnot
51430 TINQUEUX

R.C.S. Reims SIREN 928 804 384

Clôture de liquidation

Aux termes de l'AGO en date du 10 octobre 2026, les associés ont décidé d'approuver les comptes de liquidation et de donner quitus et décharge aux liquidateurs, à compter de cette même date : Monsieur Kevin Blaison, demeurant 2 rue Henriette Pouillier - 51140 MONTIGNY SUR VESLE (France), et de prononcer la clôture de la liquidation de la société.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de REIMS.

La société sera radiée du greffe de REIMS.

Le liquidateur.

M2611433



FCN

EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

FCN Vitry-le-François

21, rue Marabais
51300 Vitry-le-François
Tel : 03 26 74 21 18

LES TRANSPORTS DU PERTHOIS

SARL en liquidation

au capital de 5.076,55 Euros

Siège social :
Zone Industrielle
Rue du Bois Guillaume
51300 MAROLLES

Siège de liquidation :
45 avenue de Champagne
51300 FRIGNICOURT
344 160 833

R.C.S. Châlons en Champagne

Clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 10/09/2026 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M^{me} Christine MATHIEU, demeurant 45 avenue de Champagne - 51300 FRIGNICOURT, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés et la société sera radiée dudit registre.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611442

D TRANSPORTS

SASU au capital de 4.500 Euros

Siège social :
7 rue Jeanne Jugan - 51100 REIMS
832 210 900 R.C.S. de Reims

Le 30/09/2026, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. Djiby SYLLA, 7 rue Jeanne Jugan - 51100 REIMS de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 30/09/2026.

Radiation au R.C.S. de REIMS.

M2611501

ICEROLL CORNER

Société par actions simplifiée En liquidation

au capital de 2.000 Euros

Siège social :
1 rue Jean Jaurès
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
900 666 967

R.C.S. Châlons en Champagne

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 04 juillet 2026 : L'assemblée générale des associés a : - Approuvé les comptes de liquidation arrêtés au 04/07/2026 ; - Donné quitus au liquidateur Monsieur Renaud VERNET, demeurant 7 rue de la Grande Carelle - 51510 FAGNIERES et l'a déchargé de son mandat ; - Constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 04 juillet 2026.

Mention sera faite au R.C.S. de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis.

M2611510

SCI IBME

Société civile en liquidation

au capital de 53.200 Euros

Siège social : 54 rue de l'esperance
51100 WITRY LES REIMS

Siège de liquidation : 54 rue de l'esperance
51100 WITRY LES REIMS
839 828 936 R.C.S. Reims

Avis de clôture de liquidation

L'assemblée générale réunie le 30 avril 2026 au 54 rue de l'Esperance - 51100 WITRY LES REIMS a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur EL HAOUARI Majid, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de REIMS, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611650

EARL « DU BUIRIER »

Capital social : 64.125 Euros

Siège social :
3 rue de la Blaise
51520 SARRY

R.C.S. Châlons en Champagne
333 544 211

Aux termes d'un acte unanime en date du 7 octobre 2026, la collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de Monsieur Hervé GERBAUX, demeurant 3 rue de la Blaise - 51520 SARRY, liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation à effet du 30 juin 2026.

Les comptes de liquidation ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611660

AUTO ECOLE SEZANNAISE

SAS en liquidation

au capital de 2.000 Euros

Siège social :
30 rue Paul Doumer
51120 SÉZANNE

Siège de liquidation :
4 rue des Champs Merlin
51120 SÉZANNE
522 588 789 R.C.S. Reims

Avis de clôture de liquidation

L'assemblée générale des associés réunie le 30 juin 2026 au siège de liquidation, 4 rue des Champs Merlin - 51120 SÉZANNE, a approuvé les comptes définitifs de liquidation arrêtés au 30 juin 2026, donné quitus à la liquidatrice, Madame Evelynne DARQUET, née MAZUREK, demeurant 1 rue des Acacias - 37420 SAVIGNY EN VÉRON, l'a déchargée de son mandat et a prononcé la clôture de la liquidation à compter du même jour.

Les comptes définitifs de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de REIMS. La société sera radiée du Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.

Pour avis : La liquidatrice.

M2611666

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

SCI WALLS STREET

Société en liquidation
Au capital de 65.553,08 Euros
16 rue du chalet - 51100 Reims
RCS REIMS 411 013 485

Madame Nathalie GARCIA demeurant 16 rue du chalet-51100 Reims (Marne), agissant en qualité de LIQUIDATEUR déclare que l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 septembre 2026 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Nathalie GARCIA de son mandat de liquidateur, donné à cette dernière quitus de sa gestion et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31 août 2026. Le procès verbal d'assemblée générale de clôture et les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de Reims
Pour avis et mention, le liquidateur. M2611418

TRANSMISSION

UNIVERSELLE

DE PATRIMOINE

Octav
Société d'Avocats
8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

EURL NFR

Société à responsabilité limitée
au capital de 7.622,45 Euros
Siège social :
11 rue de l'Eglise - 51370 THILLOIS
410 581 169 R.C.S. Reims

Aux termes d'une décision de dissolution en date du 08/10/2026, la société NF FINANCE, société à responsabilité limitée au capital de 461.000 €, dont le siège social est 11 rue de l'Eglise - 51370 THILLOIS, immatriculée sous le n° 842 938 516 R.C.S. REIMS a, en sa qualité d'associé unique de la société EURL NFR décidé la dissolution anticipée de ladite société par confusion de patrimoine et sans liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil. Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil et de l'article 8 alinéa 2 du décret n° 78-704 du 03/07/1978, les créanciers de la société EURL NFR peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis au BODACC. Ces oppositions doivent être présentées devant le tribunal de commerce de REIMS.

Pour avis.

M2611564

TRIBUNAUX

JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
JUDICIAIRE DE CHALONS
EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 13 octobre 2026, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE, a prononcé la liquidation judiciaire sur conversion de redressement à l'égard de :

M^{me} Fabienne BERNARD
infirmière libérale, demeurant 23 faubourg de Vitry Le Brûlé - 51300 VITRY LE FRANCOIS - N° RG 26/01245 et nommé Maître Isabelle TIRMANT, 34 rue des Moulins - 51100 REIMS, en qualité de liquidateur.

Pour extrait conforme,
Le greffier.

M2611608

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
JUDICIAIRE DE CHALONS
EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 13 octobre 2026, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE a arrêté le plan de redressement concernant la procédure collective ouverte à l'égard de :

M. Victor TAMBA TAMBA
médecin, demeurant 45 avenue de la Vesle - 51460 COURTISOLS, N° RG 25/00219 et désigné Maître Bruno RAULET, 34 rue des Moulins - 51100 REIMS en qualité de commissaire à l'exécution du plan.

Pour extrait conforme,
Le greffier.

M2611616

VENTE CESSIION

ATTRIBUTION D'APPORTS

Octav
Société d'Avocats
8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

RIKA 51

Société à responsabilité limitée
au capital de 2.000 Euros
Siège social :
15 rue des Rémouleurs
51350 CORMONTREUIL
107 377 186 R.C.S. Reims

AVEC LES FLAMMES
RIKA 51 / RIKA 51

ACTE : S.S.P signé par voie de signature électronique via DocuSign © conformément à l'article 1367 du Code civil en date du 29/09/2026, enregistré au SPFE de la MARNE le 02/10/2026 dossier 2026 00041687 référence 5104P04 2026 A 02398.

CEDANT : Société AVEC LES FLAMMES RIKA 51, SARLU au capital de 7.700 €, sise 6 rue André Marie Ampère - 51300 VITRY LE FRANCOIS, identifiée sous le n° 437 931 835 R.C.S. CHALONS EN CHAMPAGNE.

CESSIONNAIRE : Société RIKA 51, SARL au capital de 2.000 €, sise 15 rue des Rémouleurs - 51350 CORMONTREUIL, identifiée sous le n° 107 377 186 R.C.S. REIMS.

OBJET : Un fonds de commerce de «dépannage, installation, entretien et vente de matériel de poêles à bois et granulés de bois, ramonage» (code APE -NAF 43.22A), sis et exploité 17 Bis rue Raoul Follereau - 51520 SAINT MARTIN SUR LE PRE sous le n° SIRET 437 931 835 00031.

PRIX : 200.000 € s'appliquant aux éléments incorporels à hauteur de 159.345 € et aux éléments corporels à hauteur de 40.655 € ;

ENTRÉE EN JOUISSANCE : 01/10/2026.

OPPOSITIONS : dans les dix jours de la dernière en date des insertions au siège du fonds cédé pour la validité et, pour toutes correspondances, à la SARL OCTAV Société d'Avocats, sis 8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS.

Pour avis.

M2611505

Octav
Société d'Avocats
8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

RIKA 51

Société à responsabilité limitée
au capital de 2.000 Euros
Siège social :
15 rue des Rémouleurs
51350 CORMONTREUIL
107 377 186 R.C.S. Reims

AVEC LES FLAMMES
RIKA 51 / RIKA 51

ACTE : S.S.P signé par voie de signature électronique via DocuSign © conformément à l'article 1367 du Code civil en date du 29/09/2026, enregistré au SPFE de la MARNE le 02/10/2026 dossier 2026 00041685 référence 5104P04 2026 A 02396.

CEDANT : Société AVEC LES FLAMMES RIKA 51, SARLU au capital de 7.700 €, sise 6 rue André Marie Ampère - 51300 VITRY LE FRANCOIS, identifiée sous le n° 437 931 835 R.C.S. CHALONS EN CHAMPAGNE.

CESSIONNAIRE : Société RIKA 51, SARL au capital de 2.000 €, sise 15 rue des Rémouleurs - 51350 CORMONTREUIL, identifiée sous le n° 107 377 186 R.C.S. REIMS.

OBJET : Un fonds de commerce de «dépannage, installation, entretien et vente de matériel de poêles à bois et granulés de bois, ramonage» (code APE-NAF 43.22A), sis et exploité 6 rue André Marie Ampère - 51300 VITRY LE FRANCOIS sous le n° SIRET 437 931 835 00049.

PRIX : 150.000 € s'appliquant aux éléments incorporels à hauteur de 119.470 € et aux éléments corporels à hauteur de 30.530 €.

ENTRÉE EN JOUISSANCE : 01/10/2026.

OPPOSITIONS : Dans les dix jours de la dernière en date des insertions au siège du fonds cédé pour la validité et, pour toutes correspondances, à la SARL OCTAV Société d'Avocats, sis 8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS.

Pour avis.

M2611506

**GROUPE
MONASSIER**
TROYES

**Notaires
de France**

MME WAYS /
SUN ATTITUDE

Suivant acte reçu par Me Pierre VIAL, Notaire à REIMS, le 1^{er} octobre 2026, enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de la MARNE, le 2 octobre 2026, dossier 2026 00041612 référence 5104P04 2026 N 03083 ;

La société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée «SELARL AMANDINE RIQUELME», représentée par Maître Amandine RIQUELME, demeurant professionnellement à REIMS (Marne), 13 bis boulevard Foch, mandataire judiciaire dans la procédure de liquidation judiciaire simplifiée ouverte contre Madame Dolorès Isabelle WAYS, esthéticienne, demeurant à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), 25 rue du Commandant Derrien a cédé à la société dénommée SUN ATTITUDE, société à responsabilité limitée au capital de 1.000,00 €, dont le siège est à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), 25 rue du Commandant Derrien, identifiée au SIREN sous le numéro 130 328 578 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CHALONS EN CHAMPAGNE, un fonds de commerce d'esthétique, centre de bronzage, appartenant à Madame Dolorès WAYS et exploité par elle à titre d'établissement principal à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), 25 rue du Commandant Derrien, et pour l'exploitation duquel Madame WAYS est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CHALONS EN CHAMPAGNE et identifiée auprès de l'INSEE sous le numéro SIRET 788 579 548 00041, Code APE 9604Z.

Moyennant le prix de 5.000 €.
L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature. Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de publication en l'étude de Maître Amandine RIQUELME, 13 bis boulevard Foch - 51100 REIMS.

Pour avis.

M2611489

Octav
Société d'Avocats
8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

RIKA 51

Société à responsabilité limitée
au capital de 2.000 Euros
Siège social :
15 rue des Rémouleurs
51350 CORMONTREUIL
107 377 186 R.C.S. Reims

AVEC LES FLAMMES RIKA
51 / RIKA 51

ACTE : S.S.P signé par voie de signature électronique via DocuSign © conformément à l'article 1367 du Code civil en date du 29/09/2026, enregistré au SPFE de la MARNE le 02/10/2026 dossier 2026 00041688 référence 5104P04 2026 A 02397.

CEDANT : Société AVEC LES FLAMMES RIKA 51, SARLU au capital de 7.700 €, sise 6 rue André Marie Ampère - 51300 VITRY LE FRANCOIS, identifiée sous le n° 437 931 835 R.C.S. CHALONS EN CHAMPAGNE.

CESSIONNAIRE : Société RIKA 51, SARL au capital de 2.000 €, sise 15 rue des Rémouleurs - 51350 CORMONTREUIL, identifiée sous le n° 107 377 186 R.C.S. REIMS.

OBJET : Un fonds de commerce de «dépannage, installation, entretien et vente de matériel de poêles à bois et granulés de bois, ramonage» (code APE -NAF 43.22A), sis et exploité 15 rue des Rémouleurs - 51350 CORMONTREUIL sous le n° SIRET 437 931 835 00064.

PRIX : 350.000 € s'appliquant aux éléments incorporels à hauteur de 264.999 € et aux éléments corporels à hauteur de 85.001 €.

ENTRÉE EN JOUISSANCE : 01/10/2026.

OPPOSITIONS : dans les dix jours de la dernière en date des insertions au siège du fonds cédé pour la validité et, pour toutes correspondances, à la SARL OCTAV Société d'Avocats, sis 8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS.

Pour avis.

M2611507

AVIS

ADMINISTRATIF

COMMUNAUTE
URBAINE
DU GRAND REIMS

Modification n° 1
du Plan Local d'Urbanisme
de BRIMONT

Par arrêté en date du 12/10/2026, la Communauté urbaine du Grand Reims a prescrit la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de BRIMONT, sur sollicitation du conseil municipal.

Ledit arrêté fait l'objet d'une publication électronique pendant deux mois sur le site internet de la communauté urbaine du Grand Reims et d'un affichage pendant un mois en mairie de Brimont.

Le président.

M2611690

Commune
de ALLEMANT

Approbation du PLU
et instauration du DPU

Par délibérations en date du 8 octobre 2026, le conseil municipal de ALLEMANT a décidé d'approuver le Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal et d'instituer un Droit de Préemption Urbain sur les zones urbaines et à urbaniser du PLU.

Le dossier du PLU ainsi que le plan du DPU approuvés sont tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la DDT de la MARNE.

Ces délibérations peuvent être consultées en mairie.

M2611727

CHANGEMENT DE
REGIME MATRIMONIAL

**Etude
CLOVIS**
notaires
Département Droit des Affaires
15 rue Clovis - 51100 REIMS
Tél. 03 26 87 71 71
etudeclovis@notaires.fr
www.etude-clovis.notaires.fr

EPOUX MIRAVETE

Insertion changement
de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître MENNETRET David, Notaire associé de la société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS) «Vincent CROCHET, David MENNETRET, Christophe PIERRET, Chantal THIBAUT et Franck LESCOUT, Notaires associés d'une société titulaire d'offices notariaux», dont le siège social est situé à REIMS (Marne), 15 rue Clovis.

Nommé pour exercer dans l'Office notarial situé à REIMS (Marne), 15 rue Clovis, CRPCEN 51047, le 13 octobre 2026, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Xavier MIRAVETE, président de société et Madame Nathalie Marie PERSON, directeur général, demeurant ensemble à REIMS (51100), 21 boulevard de la Paix.

Monsieur est né à REIMS (51100) le 26 février 1966 ;

Madame est née à SAINTE MENEHOULD (51800) le 1^{er} mai 1965.

Mariés à la mairie de FLORENT EN ARGONNE (51800) le 24 août 1991 sous le régime de la communauté d'acquets à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française. Madame est de nationalité française. Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'Office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion, le Notaire.

M2611657

**Etude
CLOVIS**
notaires
Département Droit des Affaires
15 rue Clovis - 51100 REIMS
Tél. 03 26 87 71 71
etudeclovis@notaires.fr
www.etude-clovis.notaires.fr

EPOUX DUÉE

Insertion changement
de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître MENNETRET David, Notaire associé de la société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS) «Vincent CROCHET, David MENNETRET, Christophe PIERRET, Chantal THIBAUT et Franck LESCOUT, Notaires associés d'une société titulaire d'Offices notariaux», dont le siège social est situé à REIMS (Marne) 15 rue Clovis ;

Nommé pour exercer dans l'Office notarial situé à REIMS (Marne), 15 rue Clovis, CRPCEN 51047, le 14 octobre 2026, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Patrick Christian DUÉE, retraité et Madame Marie-Claude Jeanne Fernande LAINE, retraitée, demeurant ensemble à TINQUEUX (51430), 37 rue Diderot.

Nés savoir :
Monsieur à REIMS (51100) le 2 mars 1953.

Madame à REIMS (51100) le 10 novembre 1950.

Mariés à la mairie de REIMS (51100) le 23 octobre 1970 sous le régime de la communauté d'acquets à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Tous deux de nationalité française. Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'Office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion, le Notaire.

M2611667

AVIS DIVERS

M^{me} Claude CHARLIER

Avis d'envoi en possession

Par testament olographe du 31 mars 2021, Madame Claude Augusta Pierrette CHARLIER née BOUSSAC née à CHARLEVILLE MEZIERES (08000) le 31/07/1931 a institué un légataire universel.

Les oppositions pourront être faites dans un délai d'un mois à dater des présentes et devront être notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte d'huissier à Maître Tanguy MOBUCHON, Notaire à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), 55 avenue du Général de Gaulle.

Pour avis et mention,
Maître Tanguy MOBUCHON, Notaire.

M2611579

Plurial Novilia
Groupe ActionLogement

PLURIAL NOVILIA

REIMS - APPARTEMENT :
132 rue Brossolette - T3 au 6^e étage - 63,01 m² Carrez - lot 144 - DPE : D CAVE - PK - 119 500 € - réf : ER.08953

Ventes ouvertes à titre de résidence principale, réservées en priorité pendant 1 mois aux locataires du parc social du département (à compter de la date de parution)

Frais de notaire réduits et frais de notaire offerts aux locataires PLURIAL NOVILIA. Renseignements : 06 37 03 55 14

Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires* : 1 mois à compter de la parution de l'annonce légale.

Remise des offres* : Par mail. Offre et prix soumis à condition de ressources*

Les délais de remise de offres, les priorités des candidatures, le prix et les conditions de ressources sont établis conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH.

M2611658

M. Bruno MERCIER

Acceptation succession
à concurrence de l'actif net
et avis d'inventaire
après acceptation à
concurrence de l'actif net
Article 788, 789
et 790 du Code civil
Article 1335

du Code
de procédure civile
Loi n° 2006-728
du 23 juin 2006
Loi n° 2016-1547
du 18 novembre 2016
Décret n° 2016-1907
du 28 décembre 2016

Suivant acte reçu par Maître Florise HOURLIER, Notaire soussignée au sein de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée «THIÉNOT ET ASSOCIÉS», Notaires associés, titulaire d'un Office notarial à la résidence de REIMS (Marne), 23 rue Libergier, le 18 septembre 2026, inscrit par le greffe du tribunal judiciaire de REIMS, le 13 octobre 2026 sous le numéro 26/01635, a été reçu, en un seul acte, la déclaration d'acceptation à concurrence de l'actif net de la succession et l'inventaire chiffré de l'actif et du passif successoral suite au décès de :

Monsieur Bruno MERCIER, en son vivant agent immobilier, divorcé de Madame Sophia Louisa ZAMPPELLI, demeurant à TINQUEUX (51430), 4 rue Maryse Bastié.

Né à REIMS (51100), le 10 mai 1967. Décédé à REIMS (51100) (France), le 6 janvier 2026.

L'acceptation à concurrence de l'actif net déclarée par :

- Madame Florine Mary MERCIER -HOURLIER, puéricultrice, assistant administrative, demeurant à VITRY LE FRANCOIS (51300), 4 rue Emile Paillard logement 27. Née à EPERNAY (51200), le 12 octobre 1997 ;

- Madame Caroline Christelle MERCIER-HOURLIER, assistante administrative, demeurant à VITRY LE FRANCOIS (51300), 4 rue Emile Paillard logement 27. Née à EPERNAY (51200), le 12 octobre 1997 ;

- Monsieur Lino Pierre Antonio MERCIER, sans profession, demeurant à TINQUEUX (51430), 4 rue Maryse Bastié. Né à FOURMIES (59610), le 10 septembre 2002 ;

- Madame Clélia MERCIER, étudiante, demeurant à SAN VICENTE DEL RASPEIG, ALCANTAR (03690) (Espagne), calle Aenoplano 4. Née à FOURMIES (59610), le 16 novembre 2005.

Et a publiée au BODACC le 14 octobre 2026. Les créanciers successoraux et légataires de sommes d'argent peuvent, sur justification de leur titre, consulter l'inventaire et en obtenir copie.

Les oppositions des créanciers, s'il y a lieu, seront reçues dans les quinze mois de la date de l'insertion au BODACC, en l'Office notarial où domicile a été élu à cet effet.

M2611672

PETITES AFFICHES
Matot Braine
TOUTES LES ANNONCES LÉGALES
s'occupe
de vos
annonces
dans toute
la France
annoncelegale.pamb
@legalnet.org
03 26 40 21 31

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

Office Notarial SUD ARDENNES
Arnaud DELANNOY
et Martial JACQUES

Notaires associés
27 rue Chanteraine - 08190 ASFELD
Tél. : 03.24.72.95.59 - Fax : 03.24.72.91.38
delannoyjacques@notaires.fr

COMMUNE
D'AUMENANCOURT

En application des dispositions de l'article L.331-19 du Code forestier, Monsieur et Madame Benoît GUILLAUME avisent de leur intention de mettre en vente les terrains boisés ci-après désignés dont ils sont propriétaires :

Sur la commune d'AUMENANCOURT (Marne), les parcelles suivantes :

Préfixe - Section - N° - Adresse ou lieu-dit - Contenance

- A - 43 - LE PRE LA PAILLE - 05 a 05 ca ;
- A - 45 - LE PRE LA PAILLE - 43 a 09 ca ;
- A - 46 - LE PRE LA PAILLE - 07 a 69 ca ;
- A - 47 - LE PRE LA PAILLE - 19 a 05 ca ;
- A - 49 - LE PRE LA PAILLE - 38 a 70 ca ;
- A - 63 - LA PRELE - 28 a 70 ca ;
- A - 415 - LE PRE LA PAILLE - 01 a 91 ca ;
- A - 418 - LE PRE LA PAILLE - 61 a 54 ca ;

Contenance totale : 02 ha 05 a 73 ca. Moyennant le prix principal de quatorze mille quatre cent un euros et dix centimes (14.401,10 €), payable comptant le jour de la signature de l'acte de vente auquel s'ajoutera la provision sur droits et frais d'acquisition et les honoraires d'intermédiaire s'il en existe.

Tout propriétaire d'une parcelle boisée contiguë à ce terrain dispose d'un délai de deux mois à compter de l'affichage en la Mairie d'AUMENANCOURT de cet avis de vente, soit à compter du 29 septembre 2026, pour faire connaître l'exercice de son droit de préférence aux prix et conditions fixés par le vendeur. Pour les conditions précises de la vente projetée, il est renvoyé à l'affichage en mairie.

L'exercice de ce droit doit être notifié, par lettre recommandée avec avis de réception ou par remise contre récépissé, à Maître Martial JACQUES, Notaire à ASFELD (08190), 27 rue Chanteraine, dûment mandaté à cet effet par le vendeur.

L'absence de réponse dans le délai de deux mois suivant la date d'affichage en mairie équivaldra à un refus de l'offre de vente.
M2611474

Office Notarial SUD ARDENNES
Arnaud DELANNOY
et Martial JACQUES

Notaires associés
27 rue Chanteraine - 08190 ASFELD
Tél. : 03.24.72.95.59 - Fax : 03.24.72.91.38
delannoyjacques@notaires.fr

COMMUNE
D'AUMENANCOURT

En application des dispositions de l'article L.331-19 du Code forestier, Monsieur et Madame Benoît GUILLAUME avisent de leur intention de mettre en vente les terrains boisés ci-après désignés dont ils sont propriétaires :

Sur la commune d'AUMENANCOURT (Marne), les parcelles suivantes :

Préfixe - Section et N° - Adresse ou lieu-dit - Contenance - Nature

- C - 334 - LE TROU DU RENARD - 02 a 80 ca - taillis ;
- C - 336 - LE TROU DU RENARD - 01 ha 34 a 95 ca - taillis ;
- C - 337 - LE TROU DU RENARD - 12 a 90 ca - taillis ;
- C - 338 - LE TROU DU RENARD - 02 a 56 ca - taillis ;
- C - 339 - LE TROU DU RENARD - 05 a 51 ca - taillis ;
- C - 340 - LE TROU DU RENARD - 31 a 05 ca - taillis ;
- C - 341 - LE TROU DU RENARD - 01 a 23 ca - taillis ;
- C - 342 - LE TROU DU RENARD - 24 ca - taillis ;
- C - 343 - LE TROU DU RENARD - 04 a 10 ca - taillis ;
- C - 344 - LE TROU DU RENARD - 08 a 10 ca - taillis ;
- C - 345 - LE TROU DU RENARD - 03 a 80 ca - taillis ;
- C - 348 - LE TROU DU RENARD - 35 a 30 ca - taillis ;

Contenance totale : 02 ha 42 a 54 ca. Moyennant le prix principal de seize mille neuf cent soixante-dix-sept euros et quatre-vingts centimes (16.977,80 €), payable comptant le jour de la signature de l'acte de vente auquel s'ajoutera la provision sur droits et frais d'acquisition et les honoraires d'intermédiaire s'il en existe.

Tout propriétaire d'une parcelle boisée contiguë à ce terrain dispose d'un délai de deux mois à compter de l'affichage en la mairie d'AUMENANCOURT de cet avis de vente, soit à compter du 29 septembre 2026, pour faire connaître l'exercice de son droit de préférence aux prix et conditions fixés par le vendeur. Pour les conditions précises de la vente projetée, il est renvoyé à l'affichage en mairie.

L'exercice de ce droit doit être notifié, par lettre recommandée avec avis de réception ou par remise contre récépissé, à Maître Martial JACQUES, Notaire à ASFELD (08190), 27 rue Chanteraine, dûment mandaté à cet effet par le vendeur.

L'absence de réponse dans le délai de deux mois suivant la date d'affichage en mairie équivaldra à un refus de l'offre de vente.
M2611475

TRIBUNAL
DE COMMERCE
EXTÉRIEUR

Jugement
du 12 octobre 2026

SARL AGENCE BRAGARDE IMMOBILIER, 4 avenue de la République, 52100 Saint-Dizier, RCS Chaumont 512 787 110. Agence immobilière. Jugement du tribunal de commerce de Chaumont en date du 12 Octobre 2026 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
M2611647

TRIBUNAL
DE COMMERCE
DE CHÂLONS-
EN-CHAMPAGNE

LIQUIDATION
JUDICIAIRE

Jugement
du 01 octobre 2026

DOS SANTOS NUNES (nom d'usage DOS SANTOS NUNES (Ei)) **Guilherme Alberto**, 30 rue de l'Arsenal, 51000 Châlons-en-Champagne, RCS Châlons-en-Champagne 412 736 274. Non précisée. Jugement en date du 1^{er} octobre 2026 prononçant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée en application du III de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 1^{er} avril 2025. Liquidateur : SCP Crozat prise en la personne de Me Arnaud Crozat 26 Rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
M2611466

TRIBUNAL
DE COMMERCE
DE REIMS

Jugement
du 13 octobre 2026

SAS CPS, 90 place Drouet d'Erlon, 51100 Reims, RCS Reims 918 999 822. Petite restauration par brasserie pmu. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Selarl Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims, et mettant fin à la mission de l'administrateur Selarl a.j.c. (me Nicolas Torrano) 31-33 rue de Talleyrand 51100 Reims.
M2611625

SAS LE PIZZAIOLE, 14 place des Argonautes, 51100 Reims, RCS Reims 530 665 199. Restauration sur place à emporter et en livraison sans boisson alcoolisés ainsi que l'activité de traiteur import export de matériel de restauration. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Selarl Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims.
M2611626

SARL CHEZ LU, 1 rue Eugène Desteuque, 51100 Reims, RCS Reims 842 969 032. L'exploitation d'un fonds de commerce de restaurant, sur place et à emporter ainsi que toutes activités similaires ou connexes. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Maître Isabelle Tirmant 34 rue des Moulins 51100 Reims.
M2611627

SARL DocEkip, 32 boulevard de la Paix, 51100 Reims, RCS Reims 928 828 680. La photocopie, la préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau. le conseil en informatique, en programmation et en stratégie digitale, ainsi que la réalisation de prestations y relatives. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Selarl Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims.
M2611628

LIQUIDATION
JUDICIAIRE

Jugement
du 13 octobre 2026

SAS A L'ESPACE CHAMPENOIS, 2 b rue Louis Breguet, 51430 Tinquieux, RCS Reims 809 520 695. Soirées, thés dansants, location de salles, service traiteur. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 mai 2026, désignant liquidateur SCP Crozat (me Arnaud Crozat) 26 rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2611622

SARL MAISON GAUTIER, rue Jacques Maritain Forum de Murigny, 51100 Reims, RCS Reims 320 365 943. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 22 septembre 2026, désignant liquidateur Maître Isabelle Tirmant 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2611623

SAS VG2D PHARMA, 2 avenue Robert Schuman, 51100 Reims, RCS Reims 984 188 870. Toutes activités de recherche, développement, et innovation aux fins notamment de traitement de pathologies rares et/ou sévères. Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, date de cessation des paiements le 15 septembre 2026, désignant liquidateur Selarl Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2611624

REDRESSEMENT
JUDICIAIRE

Jugement
du 13 octobre 2026

SARL PRESTA PARADIS, route de Bagneux, 51260 Clesles, RCS Reims 893 626 226. Réalisation de prestations de tous travaux agricoles ; gestion de biens immobiliers par voie d'acquisition et de construction; stockage de produits agricoles et notamment de pommes de terre; réalisation, production, vente d'énergie électrique à partir de panneaux photovoltaïques ou de toute autre source de production d'énergie. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 août 2026, désignant mandataire judiciaire SCP Crozat (me Arnaud Crozat) 26 rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2611629

Ardennes

VENTE CESSION
ATTRIBUTION D'APPORTS

Octav
Société d'Avocats
8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

PHARMACIE
DE LA BOUVERIE /
PHARMACIE
DE LA BOUVERIE

Cession
de fonds de commerce

ACTE : S.S.P électronique en date du 30/09/2026, enregistré le 08/10/2026 au SPFE des ARDENNES dossier 2026 00017573 référence 2026 A.00765.

CEDANT : La société SELARL PHARMACIE DE LA BOUVERIE, SELARL au capital de 100.000 €, dont le siège social est 22 avenue Jean-Baptiste Clement - 08500 REVIN, immatriculée sous le n° 791 204 274 R.C.S. SEDAN.

CESSIONNAIRE : La société PHARMACIE DE LA BOUVERIE, SELAS au capital de 45.000 €, dont le siège social est 22 avenue Jean-Baptiste Clement - 08500 REVIN, immatriculée sous le n° 106 866 759 R.C.S. SEDAN.

OBJET : Fonds de commerce d'Officine de pharmacie, situé 22 avenue Jean-Baptiste Clement - 08500 REVIN.

PRIX : 1.500.000 € s'appliquant aux éléments incorporels pour 1.475.000 € et aux éléments corporels pour 25.000 €, stocks en sus.

ENTREE EN JOUISSANCE : 01/10/2026.

OPPOSITION : Dans les dix jours de la dernière en date des insertions au siège du fonds cédé : 22 avenue Jean-Baptiste Clement - 08500 REVIN, et pour la correspondance à la SARL OCTAV - Société d'Avocats, 8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS, s'adresse au prix de cession.

Pour avis.

M2611674

CONSTITUTION
DE SOCIETE

northdrive

Par ASSP en date du 17/09/2026, il a été constitué une SASU dénommée : northdrive. SIÈGE SOCIAL : 58d rue Charles de Gaulle - 08090 Tournes. CAPITAL : 1.000 €. OBJET SOCIAL : Le commerce de détail de tout type de véhicules automobiles neufs ou d'occasion, uniquement en France. PRÉSIDENT : NORTHLINK, SASU , SIREN 104 890 645, Greffe d'immatriculation (R.C.S.) SEDAN élu pour une durée illimitée domicilié 58d rue Charles de Gaulle - 08090 Tournes. ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. CLAUSES D'AGRÈMENT : Les actions et valeurs mobilières émises par la Société sont librement cessibles et transmissibles. DURÉE : 99 ans. Immatriculation au R.C.S. de SEDAN.
M2610598

SCI LDBB IMMO

Par acte SSP en date du 12 octobre 2026, il a été constitué une SCI dénommée : LDBB IMMO. SIÈGE SOCIAL : SAINT LAURENT (08090), 1 rue des Campanules. OBJET SOCIAL : L'acquisition, la construction, la détention, la propriété, l'administration et la gestion, par tous moyens directs ou indirects, de tous droits et biens immobiliers. DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de SEDAN. CAPITAL : 1.000 €. GÉRANTE : Madame Delphine LARDENOIS, coiffeuse, épouse de Monsieur Aymeric REMY, demeurant à LA FRANCHEVILLE (08000), 1 chemin de Clefay. CESSION DE PARTS : Soumise à agrément sauf entre associés et leurs descendants.
M2611602

Terroso

Par acte SSP du 17 septembre 2026, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : Terroso. SIÈGE SOCIAL : 5 rue du Faubourg - 08120 BOGNY SUR MEUSE. DURÉE : 99 ans.

CAPITAL : Cent Euros (100,00 €). OBJET SOCIAL : - L'acquisition,

la propriété, la gestion et plus généralement l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous terrains, appartements, immeubles et droits immobiliers ; - La réalisation de tous travaux, notamment de construction, rénovation, aménagement sur ces biens ou droits immobiliers ; - La prise de participation dans des sociétés d'investissements immobiliers notamment dans des SCPI ; - Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société.

GÉRANCE : Monsieur Antonio TERROSO MILHEIRO, demeurant 5 rue du Faubourg - 08120 BOGNY SUR MEUSE.

CLAUSE D'AGRÈMENT : Cession libre entre associés. Cession soumise à agrément dans les autres cas.

Immatriculation au R.C.S. de SEDAN.
M2610640

« SCI RESILIENCE »

Aux termes d'un acte reçu par Maître Sophie COLLET-MONOD, Notaire à SIGNY L'ABBAYE, 1 rue de l'Hôtel de Ville, le 24 septembre 2026, il a été constitué une société dénommée «SCI RESILIENCE» au capital de 1.500,00 € dont le siège est à NEUVILLE LEZ BEAULIEU (Ardennes), 2 rue de Plenne pour une durée de 99 ans.

OBJET SOCIAL : L'acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par location, à l'exception de la location en meublé, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés, et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

GERANTE : Madame Laurence Marie PETITJEAN, demeurant à ANTHONY (08260), 1 rue Grande, née à CHARLEVILLE MEZIERES (08000), le 19 février 1972, épouse de Monsieur Alain Jean JORIS.

IMMATRICULATION : La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SEDAN.

Pour avis :

Maître Sophie COLLET-MONOD.
M2611582



BOUCHERIE
ALBERT-POCHET
Société à responsabilité limitée
au capital de 1.000 Euros
Siège social : 42 rue Hablot
08110 CARIGNAN

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à CARIGNAN du 3 octobre 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME SOCIALE : Société à responsabilité limitée. DÉNOMINATION SOCIALE : BOUCHERIE ALBERT-POCHET.

SIÈGE SOCIAL : 42 rue Hablot - 08110 CARIGNAN.

OBJET SOCIAL : Boucherie tous types de viandes, charcuterie, traiteur, organisation de banquets, sandwicherie, épicerie, marché ambulant.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

CAPITAL SOCIAL : 1.000 €.

GÉRANCE : Monsieur Thomas ALBERT, demeurant 3 rue des Ferronniers - 6830 BOUILLOIN.

Immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de SEDAN.

Pour avis : La gérance.

M2611633

KNEPER Pierre

Par acte SSP du 01/10/2026, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : KNEPER Pierre. OBJET SOCIAL : Tous travaux publics et privés, notamment les travaux de terrassement, nivellement, excavation, fouilles, déblais, remblais, préparation de terrains, voirie et réseaux divers (VRD) ;

La réalisation de travaux d'aménagement extérieur, d'assainissement, de réseaux, de fondations, de plateformes et d'infrastructures diverses ;

La location, avec ou sans opérateur, de matériels et engins de travaux publics, ainsi que la mise à disposition de tous équipements nécessaires à la réalisation des travaux ;

La conduite d'engins de chantier et toutes prestations liées aux activités de travaux publics

L'achat, la vente, la location, l'entretien et la gestion de matériels, machines, équipements et accessoires liés aux activités de bâtiment et travaux publics ;

La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement.

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement ;

Tous travaux publics et privés, notamment les travaux de terrassement, nivellement, excavation, fouilles, déblais, remblais, préparation de terrains, voirie et réseaux divers (VRD)

La réalisation de travaux d'aménagement extérieur, d'assainissement, de réseaux, de fondations, de plateformes et d'infrastructures diverses ;

La location, avec ou sans opérateur, de matériels et engins de travaux publics, ainsi que la mise à disposition de tous équipements nécessaires à la réalisation des travaux ;

La conduite d'engins de chantier et toutes prestations liées aux activités de travaux publics

L'achat, la vente, la location, l'entretien et la gestion de matériels, machines, équipements et accessoires liés aux activités de bâtiment et travaux publics ;

La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement ;

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement ;

Toutes opérations quelconques destinées à la réalisation de l'objet social. SIÈGE SOCIAL : Ancienne Forge - 08430 GUIGNICOURT SUR VENCE.

CAPITAL : 1.000 €.

DURÉE : 99 ans.

PRÉSIDENT : M. KNEPER Pierre, demeurant Ancienne - 08430 GUIGNICOURT SUR VENCE.

Immatriculation au R.C.S. de SEDAN.
M2611654

LA SIGNATURE

Par acte SSP du 10/10/2026, il a été constitué une SASU dénommée : LA SIGNATURE.

SIÈGE SOCIAL : 17 rue de Chanzy - 08400 VOUIZERS.

CAPITAL : 100 €.

OBJET : Coiffure.

PRÉSIDENT : M. IDIR OULMI, 1 bis rue Gaignière - 08400 VOUIZERS.

ADMISSIONS AUX ASSEMBLÉES ET DROITS DE VOTE : Tout actionnaire est convoqué aux assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

CLAUSES D'AGRÈMENTS : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

DURÉE : 99 ans à compter de l'immatriculation au R.C.S. de SEDAN.
M2611533

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Ardennes

SCEA
« SAINT NICOLAS »

Par acte sous seing privé en date du 25 septembre 2026, il est constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

FORME : SCEA.
DÉNOMINATION : «SAINT NICOLAS».
SIÈGE SOCIAL : 6 B rue Basse - 08400 BOURCQ.

OBJET SOCIAL : La société a pour objet l'exercice d'une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime.

DURÉE : 99 années à compter de l'immatriculation au R.C.S.

CAPITAL SOCIAL : 40.000 € divisé en 4.000 parts de 10 €.

CESSION DE PARTS SOCIALES : Toute cession est soumise à l'agrément des associés, donné par décision collective extraordinaire prise à l'unanimité.

GÉRANCE : - Monsieur Christophe MANCEAUX, demeurant 1 bis lieudit Constantine - 08310 LEFFINCOURT ; - Monsieur Cédric MANCEAUX, demeurant 6 bis rue Basse - 08400 BOURCQ, nommés pour une durée illimitée avec pouvoir général d'engager la société envers les tiers.

IMMATRICULATION : Au greffe du tribunal de commerce de SEDAN.

Pour avis : La gérance.

M2611671

PROXI TRAVAUX

Société par actions simplifiée au capital de 1.500 Euros

Siège social :
17 boulevard Firmin Leguet
08500 REVIN

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à ORMES du 10/10/2026, il a été constitué une société par actions simplifiée dénommée PROXI TRAVAUX présentant les caractéristiques suivantes :

SIÈGE : 17 boulevard Firmin Leguet - 08500 REVIN.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.

CAPITAL : 1.500 €.

OBJET : L'achat, la vente, l'importation, l'exportation, le négoce, la distribution, la location et la commercialisation de tous matériels, équipements, matériaux, fournitures, accessoires et produits destinés à l'habitat, au bâtiment, aux locaux professionnels et aux espaces extérieurs, notamment les systèmes de climatisation, de chauffage, de ventilation, de traitement de l'air, de production d'eau chaude, d'énergies renouvelables, de sécurité, de domotique, d'électricité, de plomberie, de menuiserie, d'isolation, de revêtements et d'aménagement.

La réalisation de prestations de conseil, d'étude, d'assistance technique, d'audit, d'expertise, de coordination, de maîtrise d'œuvre, de suivi et de pilotage de projets de rénovation, d'amélioration, d'aménagement, d'entretien et d'équipement des biens immobiliers.

La gestion, l'organisation, la coordination et le suivi de chantiers, y compris par le recours à des entreprises partenaires ou sous-traitantes disposant des qualifications requises lorsque la réglementation l'impose.

Les prestations de maintenance, d'entretien, de dépannage, de petits travaux d'amélioration et de services liés à l'habitat, dans le respect de la réglementation applicable.

La vente de contrats de maintenance, de garanties, de services associés et de prestations après-vente.

L'activité d'apporteur d'affaires, d'intermédiaire commercial, de courtage, de commissionnaire et de mise en relation entre particuliers, professionnels et entreprises.

Toutes opérations de commerce physique ou électronique (e-commerce), y compris l'exploitation de sites internet, de plateformes numériques et de places de marché.

Et, plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter le développement.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

PRÉSIDENT : La société SITIFIS INVEST, SASU au capital de 1.000,00 €, dont le siège social est 64 rue Dreservuoin - 51370 ORMES, immatriculée au R.C.S. sous le numéro 891 554 602, représentée par Monsieur Mouloud BAABOUCHE, président.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SEDAN.

Pour avis : La présidente.

M2611693

SARL CMC Aliments

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 13/10/2026, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

FORME : Société à responsabilité limitée.

DÉNOMINATION : CMC Aliments.

SIÈGE SOCIAL : Route de Vrine aux Bois - 08350 DONCHERY.

OBJET : La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'achat, la vente, la distribution, le négoce, en gros, semi-gros et en détail, de tous aliments, compléments alimentaires, produits de soins et accessoires destinés aux animaux ;

- L'achat, la vente et le négoce de tous produits, matériels et accessoires destinés au jardinage, à l'aménagement et à l'entretien des jardins et espaces verts ;

- L'achat, la vente et le négoce de bulbes d'oignons, d'ail et d'échalotes, de plants de légumes, de plants fruitiers, d'arbres fruitiers et d'arbustes fruitiers ;

- L'achat, la vente et le négoce de pellets, granulés de bois et produits assimilés ;

- L'achat, la vente et le négoce de tous articles de quincaillerie, outillage, bricolage, équipement de la maison, du jardin et accessoires s'y rapportant ;

- L'achat, la vente, la distribution et le négoce de produits du terroir, produits alimentaires, boissons non alcoolisées, spécialités régionales et articles artisanaux.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

CAPITAL : 5 000 € divisé en 500 parts d'un montant unitaire de 10 € chacune.

GÉRANCE : M^{me} Mélanie CLOSQUINET-FRANCOIS, demeurant

Route de Vrine aux Bois - 08350 DONCHERY nommée pour une durée illimitée avec pouvoir général d'engager la société envers les tiers.

IMMATRICULATION : Au R.C.S. de SEDAN.

Pour avis : Le représentant légal.

M2611707

MODIFICATION

DE STATUTS

SCI HESVAN

SCI HESVAN, société civile immobilière au capital de 107.324,10 €, siège social : 16 La Croix Bala - 08380 SIGNY LE PETIT, 389 211 533 R.C.S. SEDAN. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 8 avril 2025, il a été décidé :

- Démission de M. Marc VAN PACHTERBEKE de ses fonctions de co-gérant à compter du 15 avril 2026.

- Nomination de M^{me} Dominique HUONVAN PACHTERBEKE, demeurant 16 rue du Gard - 6470 SIVRY (Belgique), en qualité de co-gérante à compter du 16 avril 2026, pour une durée indéterminée. Modification au R.C.S. de SEDAN.

M2611058

C.B.M.G.

SCI au capital de 100 €

Siège social : 19 rue de Bourgogne

08230 ROCROI

RCS de SEDAN n°843 088 485

Avis de modification

L'AGE du 25/09/2026 a décidé à compter du 25/09/2026 de nommer en qualité de gérant M. MEZIANE Garbi, demeurant 19 rue de Bourgogne 08230 ROCROI en remplacement de M^{me} BIENTZ Carmen, gérante, pour cause de décès le 06/06/2026.

Modification au RCS de SEDAN. MEZIANE Garbi

M2611471

DAHO JEUX

SARL au capital de 18.668 Euros

Siège social :

12 pl Carnot - 08600 GIVET

953 671 708 R.C.S. de Sedan

Aux termes de l'AGE en date du 11/10/2026 l'associé unique a décidé d'étendre l'objet social à : La vente de matériel informatique en lien avec les jeux vidéos.

La vente de boissons non alcoolisées ou faiblement alcoolisée et de petite restauration avec et sans cuisson.

Et plus généralement, toute opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou à tous objets connexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

Mention au R.C.S. de SEDAN.

M2611534

IDEA

Expertise comptable

15 rue du Président Kennedy

08000 CHARLEVILLE MEZIERES

Tél. : 03.24.59.70.41

GROUPEMENT

FORESTIER

DU RISDOUX

Groupeement forestier

au capital de 1.200 Euros

porté à 4.385.100 Euros

Siège social :

36 rue de la Campagne,

08320 VIREUX WALLERAND

938 740 123 R.C.S. Sedan

Par décision unanime des associés

en date du 31/08/2026 a décidé et

réalisé une augmentation du capital

social de 4.383.900 € par compensation

d'une créance liquide et exigible et, est

porté de 1.200 € à 4.385.100 €.

En conséquence, les articles 6 et 8

des statuts ont été modifiés.

ANCIENNE MENTION : Le capital

social est fixé à mille deux cents Euros

(1.200,00 €).

NOUVELLE MENTION : Le capital

social est fixé à 4.385.100 €.

Pour avis : La gérance.

M2611715

DEPANNAGE ET

RECONSTRUCTION

DE MACHINES

OUTILS

SARL AU CAPITAL DE 99 375 EUROS

SIEGE SOCIAL : RUE ALBERT

CAQUOT 08400 VOUZIERES

RCS SEDAN 442 125 787

Aux termes d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 octobre 2026, M^{me} PANIS Solène épouse MINÉ demeurant 4 rue de la Croisette 08400 MARS SOUS BOURCQ a été nommée gérante en remplacement de Monsieur FRAZIER Ludovic, démissionnaire, avec effet ce même jour.

M2611645

HMC

Expertise Comptable

CORSA

Société civile immobilière

au capital de 100 euros

Siège social : 3 Place de l'Abbatiale

08210 MOUZON

493 208 672 RCS SEDAN

Avis de remplacement

de la gérante

L'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} octobre 2026 a pris acte du décès de Madame Marie-Claude DURY, cogérante, et à décider de ne pas procéder à son remplacement. Monsieur Lionel BIHIN demeure seul gérant de ladite société.

Modification sera faite au greffe du Tribunal de Commerce de SEDAN.

Pour avis : La gérance.

M2611558

HMC

Expertise Comptable

D'OZ

Société civile immobilière

au capital de 152,45 euros

Siège social : 3 place de l'Abbatiale

08210 MOUZON

419 776 158 RCS SEDAN

Avis de remplacement

de la gérante

L'Assemblée Générale Mixte en date du 1^{er} octobre 2026 a pris acte du décès de Madame Marie-Claude DURY, cogérante, et à décider de ne pas procéder à son remplacement.

Monsieur Lionel BIHIN demeure seul gérant de ladite société.

Modification sera faite au greffe du Tribunal de Commerce de SEDAN.

Pour avis : La gérance.

M2611567

GN

AVOCATS
ASSOCIÉS

SCORPE

SARL au capital de 420 000 €

Siège social : 5 route de Laon

08190 SAINT GERMAINMONT

RCS de SEDAN n°492 339 437

Avis de transformation

En date du 12/10/2026, l'associé unique a décidé de transformer la société en Société par Actions Simplifiée à associé unique, sans création d'un être moral nouveau, à compter du 12/10/2026 et a nommé en qualité de président BCD INTERNATIONAL, SAS au capital de 1 000 000 €, ayant son siège social 5 route de Laon 08190 SAINT GERMAINMONT, immatriculée sous le n°400518403 au RCS de SEDAN.

Du fait de la transformation, il est mis fin aux fonctions de la gérance.

Accès aux assemblées et votes : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives du moment que ses actions sont inscrites en compte au jour de l'assemblée. En cas de démembrement de propriété d'actions, l'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux actions dont la propriété est démembrée.

Transmission des actions : Les actions se transmettent librement entre associés et les conjoints, ascendants et descendants des associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers non associés qu'avec le consentement des associés détenant au moins la majorité des droits de vote de la société, sous réserves de toutes dispositions extra statutaires.

Mention : RCS de SEDAN.

M2611597

CWA

Colas Wilemme & Associés

EXPERTS - COMPTABLES

6 BD DES ECOSSAIS

08200 SEDAN

03.24.25.80.61

CONTACT@C-W-A.FR

SEL.COM

Société par actions simplifiée

au capital de 200.000 Euros

Siège social :

Zone d'Activités Les Courbes

08200 GLAIRE

500 425 244 R.C.S. Sedan 08200

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale ordinaire en date du 3 septembre 2026, il résulte que :

- La société GRAVIR, société par actions simplifiée au capital de 50.000 €, dont le siège social est 5 rue de Mirbriz - 08200 SEDAN, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 839 642 857 R.C.S. SEDAN, a été nommée en qualité de présidente en remplacement de Monsieur François FETUS, démissionnaire ;

- La société FINDUS, société par actions simplifiée au capital de 10.000 €, dont le siège social est 7 route de l'ancienne route de Bouillon - 08140 LA MONCELLE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 978 948 784 R.C.S. SEDAN, a été nommée directrice générale en remplacement de Monsieur Cyril DUSSART, démissionnaire.

Pour avis : Le président.

M2611617

COMPTABILITÉ

DEPIERREUX Carole

03.26.08.38.27

compta.pamb@legalnet.org

HMC

Expertise Comptable

GROUPEMENT

FONCIER RURAL

DU SART COLIN

Groupeement foncier rural

au capital de 1 000 euros

Siège social : 3 Place de l'Abbatiale

08210 MOUZON

489 492 793 RCS SEDAN

Avis de remplacement

de la gérante

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte du 1^{er} octobre 2026 Monsieur Lionel BIHIN a été nommé en qualité de gérant pour une durée illimitée en remplacement de Madame Marie-Claude DURY, décédée.

L'article 17 des statuts a été modifié en conséquence et le nom de Madame Marie-Claude BIHIN a été remplacé par celui de Monsieur Lionel BIHIN.

Modification sera faite au greffe du Tribunal de Commerce de SEDAN.

Pour avis : La gérance.

M2611610

DISSOLUTION

DE SOCIETE

Chez big

Forme : Société par actions simplifiée

société en liquidation

Capital social : 200 Euros

Siège social :

16 rue du Faubourg de Pierre

08000 CHARLEVILLE MÉZIÈRES

987 973 740 R.S. Sedan

Dissolution anticipée

Aux termes d'une décision en date du 11/09/2026, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société et de sa mise en liquidation amiable à compter du 11/09/2026.

Madame Sonia Bahouala, demeurant 15 rue Jules Lobet - 08000 CHARLEVILLE MÉZIÈRES a été nommé(e) liquidateur et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation est au siège social de la société, adresse où doit être envoyée la correspondance.

Modification au R.C.S. de SEDAN.

M2610636

HMC

Expertise Comptable

INVESTIMMO

Société civile immobilière

en liquidation

Au capital de 100 euros

Siège social :

3 Place de l'Abbatiale

08210 MOUZON

Siège de liquidation :

3 Place de l'Abbatiale

08210 MOUZON

499 590 313 RCS SEDAN

Avis

de dissolution anticipée

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 30 septembre 2026 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Lionel BIHIN, demeurant 3 Place de l'Abbatiale à MOUZON (08210), pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 3 Place de l'Abbatiale 08210 MOUZON. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de SEDAN, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611550

OFFICE NOTARIAL

MOUZON NOTAIRE

ASSOCIE

43 rue M^{me} de Sévigné

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Ardennes / Aube

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Jugement du 08 octobre 2026

SAS AT CONSEIL, 4 rue Gambetta, 08200 Sedan, RCS Sedan 934 616 558. Vente à domicile de tous types de marchandises non réglementés. Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, désignant liquidateur Selarl Bruno Raulet, prise en la personne de Maître Charles Brucelle 1 rue de Lorraine 08000 Charleville Mezieres. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2611516

SAS F.I.M.Y., 1 place Méhul, 08600 Givet, RCS Sedan 987 779 055. Restauration sur place et à emporter, négoce de produits alimentaires. Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, désignant liquidateur Selarl Brucelle Charles, prise en la personne de Maître Charles Brucelle 1 rue de Lorraine 08000 Charleville Mezieres. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2611517

SAS MAC CORNER, 10 rue de Flandre, 08000 Charleville-Mézières, RCS Sedan 951 117 472. Restauration rapide sur place et à emporter, sans vente de boissons alcoolisées. Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, désignant liquidateur Selarl Brucelle Charles, prise en la personne de Maître Charles Brucelle 1 rue de Lorraine 08000 Charleville Mezieres. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2611518

SARL LECOCQ & FILS, 85 cours Aristide Briand, 08000 Charleville-Mézières, RCS Sedan 984 650 119. La vente de cigarettes électroniques, liquides à Vapoter et produits associés. Le négoce de Vapoteuses, de liquides à Vapoter et de matériels et accessoires s'y rapportant. Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, désignant liquidateur Selarl Brucelle Charles, prise en la personne de Maître Charles Brucelle 1 rue de Lorraine 08000 Charleville Mezieres. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2611519

SAS LES FERMES ARDENNAISES, 2 rue des Charmes, 08000 Villers-Semeuse, RCS Sedan 834 184 285. Création et gestion d'un magasin de producteurs agricoles organisé en point de vente collectif. Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, désignant liquidateur Selarl Bruno Raulet, prise en la personne de Maître Raulet 34 rue des Moulins 51715 Reims cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2611520

RECRU (nom d'usage RECRU (EI)) Frédéric Henri Albert, 6 place de la Préfecture, Ccas, 08000 Charleville-Mézières, RCS Sedan 925 341 646. Vente ambulante de diverses de marchandises (bijoux fantaisie, autocollants, et fabrication en tout genre). Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, désignant liquidateur Selarl Brucelle Charles, prise en la personne de Maître Charles Brucelle 1 rue de Lorraine 08000 Charleville Mezieres. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2611521

HENRY (nom d'usage HENRY (EI)) Sébastien, 2 rue Nobel, 08300 Rethel, RCS Sedan 951 663 970. Achat revente de tous produits, notamment de produits d'entretien, de bien-être....Distribution de services de télécommunication. Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, désignant liquidateur Selarl Bruno Raulet, prise en la personne de Maître Raulet 34 rue des Moulins 51715 Reims cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2611522

PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

Jugement du 12 octobre 2026

SARL METAGO Investissements, 11 rue des Remparts, 08300 Le Châtelet-sur-Retourne, RCS Sedan 843 965 716. L'acquisition, la gestion et la cession, sous quelque forme que ce soit (et notamment par voie de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, de société en participation, de création de sociétés nouvelles ou d'apport) de parts sociales, valeurs mobilières ou autres (et notamment de titres, de droits sociaux, d'avances en compte courant ou autres droits financiers) dans toutes sociétés, entités, entreprises ou groupements quelconques. Jugement du 12 octobre 2026 ouvrant une procédure de sauvegarde. Mandataire Judiciaire : Selarl Brucelle Charles, prise en la personne de Maître Charles Brucelle 1 rue de Lorraine 08000 Charleville Mezieres, Administrateur Judiciaire : Selarl Ajc prise en la personne de Maître Nicolas Torrano 445 Boulevard Gambetta, Tour Mercure 59200 Tourcoing, avec pour mission : d'assister. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2611585

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Jugement du 08 octobre 2026

SAS LA MAISON DE L'ENERGIE, 6 rue de Saint-Quentin, 08090 Aiglemont, RCS Sedan 903 889 301. Tous travaux d'isolation thermique d'intérieur et d'extérieur, isolation des combles, mur et plafond Placoplâtre, plaques de plâtre, pose de cloisons, de plafonds et de faux plafonds, de revêtement de sol, l'isolation, l'étanchéité à l'air et installation de pompe à chaleur de système de chauffage et de ballon thermodynamique, chauffe-eau. Vente et prospection de contrat de service à domicile. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 8 octobre 2026, désignant : mandataire judiciaire Selarl Brucelle Charles, prise en la personne de Maître Charles Brucelle 1 rue de Lorraine 08000 Charleville Mezieres. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2611515

SAS LES CUISINES ARDENNAISES, 2 rue des Charmes, 08000 Villers-Semeuse, RCS Sedan 849 855 044. La transformation, la préparation et la fabrication de produits issus de l'agriculture à la demande des particuliers, des professionnels et des collectivités, la vente aux restaurations collectives, l'activité traiteur. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1^{er} octobre 2026, désignant : administrateur Selas Vermue, prise en la personne de Maître Vermue 35 rue Victor Basch 02100 saint Quentin, avec pour mission : d'assister, mandataire judiciaire Selarl Bruno Raulet, prise en la personne de Maître Raulet 34 rue des Moulins 51715 Reims cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2611523

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

OFFICE NOTARIAL MOUZON NOTAIRE ASSOCIE
43 rue M^{me} de Sévigné
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

EPOUX DUFOUR Changement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître MOUZON Alexandre, notaire à CHARLEVILLE MEZIERES (08000), le 06/10/2026.
M. DUFOUR Michel et M^{me} HENROT Dominique demeurant ensemble 21 allée des Pins, 08000 CHARLEVILLE MEZIERES, mariés le 07/11/1987 sous le régime de communauté réduite aux acquêts sont convenus de changer de régime matrimonial afin d'adopter le régime de communauté universelle.
Les oppositions s'il y a lieu seront reçues en l'étude de Maître MOUZON Alexandre, notaire à CHARLEVILLE MEZIERES (08000) où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal.

Alexandre MOUZON
M2611696

Aube

CONSTITUTION DE SOCIETE

CONCIERGERIE Clément Kariger

Suivant acte sous seing privé du 08/10/2026, a été constituée la société présentant les caractéristiques suivantes :
DÉNOMINATION : CONCIERGERIE Clément Kariger.
FORME JURIDIQUE : Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU).
CAPITAL SOCIAL : 1 €.
SIÈGE SOCIAL : 10 rue Tantane - 10200 ARSONVAL.
OBJET : Prestations de services de conciergerie privée, d'entreprise et de conciergerie locative, d'intendance, d'assistance, d'accueil, gestion logistique de locations de courte durée, entretien et nettoyage des locaux, réalisation de petits travaux extérieurs.
DURÉE : 99 ans.
PRÉSIDENT : Monsieur Clément Kariger, nom d'usage : Clément Kariger 10 Rue Tantane, 10200 Arsonval, France.
La société sera immatriculée au R.C.S. de TROYES.
KARIGER Clément.
M2611469

S&M PRESTIGE TRANSPORT

Par acte SSP du 08/10/2026, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :
DÉNOMINATION : S&M PRESTIGE TRANSPORT.
OBJET SOCIAL : Le transport routier de marchandise et location de tous véhicules industriels ou particuliers à l'aide de véhicules n'excédant pas 3t5 de PMA.
SIÈGE SOCIAL : 15 passage de la Planche Verbale - 10120 SAINT ANDRÉ LES VERGERS.
CAPITAL : 3.000 €.
DURÉE : 99 ans.
PRÉSIDENT : M. MAHJOUR SALIM, demeurant 15 passage de la Planche Verbale - 10120 SAINT ANDRÉ LES VERGERS.
DIRECTEURS GÉNÉRAUX : M. ADNAK MOHAMED, demeurant 1A rue Mozart - 10600 LA CHAPELLE SAINT LUC.
ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROITS DE VOTES : Tout actionnaire peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.
CLAUDE D'AGREMENT : Cession libre entre associés, ainsi qu'à leurs conjoints, ascendants ou descendants. Cession soumise à agrément dans les autres cas.
Immatriculation au R.C.S. de TROYES.
M2611484

baillot & ASSOCIÉS CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

155 avenue d'Echenilly
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Tél. : 03.25.45.10.69

SELAS LOUBASSOU BIKOUTA

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 08/10/2026, il a été constitué une SELASU ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : SELAS LOUBASSOU BIKOUTA
Objet social : L'exercice de la profession de Médecin spécialiste en psychiatrie
Siège social : 9 rue du Commandant Cousteau, 10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Capital : 75 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de TROYES
Président : M. LOUBASSOU BIKOUTA Fabien 9 rue du Commandant Cousteau 10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification deson identité et de l'inscription en compte de ses actions.
Clause d'agrément : Cession d'actions libre par l'associé unique, et soumise à agrément à des tiers en cas de pluralité d'associés.
M2611572

30 VH OFFICE VICTOR HUGO NOTAIRES ASSOCIÉS

M^e COSSARD - MARTIN - DAMAY
30 boulevard Victor Hugo, B.P. 704
10001 TROYES CEDEX
Tél. : 03.25.82.66.55

SCI JUDÉ

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me MARTIN, Notaire associé à TROYES (Aube) le 10 octobre 2026, a été constitué une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :
OBJET : L'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.
DÉNOMINATION : SCI JUDÉ.
SIÈGE SOCIAL : BREVIANDES (10450), 22 rue Morot.
DURÉE : 99 années.
CAPITAL SOCIAL : 1.200,00 € divisé en 120 parts de 10,00 € numérotées de 1 à 120.
GÉRANT : M^{me} Isabelle JUDÉ-CORPEL, demeurant à VILLECHETIF (10410), 29 rue des Pervenches.
Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TROYES.
Pour avis : La gérante.
M2611556

RÉDACTION

BUSSON Benjamin
03.26.08.38.31
DESANTI Nastasia
03.26.08.38.32
redaction.pamb@legalfnet.org

ifac|avocats le bon conseil

28 boulevard du 14 Juillet
10000 TROYES

SCI LE PETIT LEONARD

DÉNOMINATION : SCI LE PETIT LEONARD.
FORME : Société civile immobilière.
CAPITAL : 1.000 €.
SIÈGE SOCIAL : 33 avenue Gabriel Deheurles - 10430 ROSIERES PRES TROYES.
OBJET : L'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, la vente de tous immeubles et biens immobiliers pour son propre compte.
DURÉE : 99 ans.
APPORTS EN NUMERAIRE : 1.000 €.
GERANCE : M. Thomas BENARD.
CESSION DE PARTS : Toutes les cessions de parts sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire, y compris pour les cessions consenties aux ascendants ou descendants du cédant.
IMMATRICULATION : Au R.C.S. de TROYES.
M2611575

baillot & ASSOCIÉS CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

155 avenue d'Echenilly
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Tél. : 03.25.45.10.69

BAILLY FLORENT NOTAIRE

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 14/10/2026, il a été constitué une SELARLU ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : BAILLY FLORENT NOTAIRE
Objet social : L'exercice de la profession de Notaire
Siège social : 92 rue du Général de Gaulle, 10340 LES RICEYS
Capital : 3 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de TROYES
Gérance : M. BAILLY Florent 39 rue des Vieilles Postes 51470 SAINT MEMMIE
M2611646

SCI FULL MOON
Société civile immobilière
Au capital de 1 000 €
Siège social : 1 rue Jean de la Fontaine 10300 STE SAVINE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à SAINTESAVINE du 7 octobre 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société civile immobilière
Dénomination sociale : FULL MOON
Siège social : 1 rue Jean de la Fontaine, 10300 STE SAVINE
Objet social : Acquisition, construction, gestions de biens immobiliers.
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
Capital social : 1 000 €, constitué uniquement d'apports en numéraire
Gérance : M. Maël PRUNIER, demeurant 1 rue Jean de la Fontaine 10300 SAINTESAVINE
Clauses relatives aux cessions de parts :
agrément requis dans tous les cas
agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de TROYES.
Pour avis : La Gérance.
M2611525

MODIFICATION DE STATUTS

Groupe Prieur Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes

LA PLUME BLANCHE

Société civile immobilière
au capital de 1 524,49 euros
Siège social : 36 rue Hauvy 10300 SAINTESAVINE
390 410 439 RCS TROYES
Aux termes d'une délibération en date du 01 Octobre 2026, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 36 rue Hauvy, 10300 SAINTESAVINE au 51 Rue de la Paix 10000 TROYES à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
Modification sera faite au greffe du Tribunal de commerce de TROYES.
Pour avis : La gérance.
M2611261

CARROSSERIE SERBOURCE
SA au capital de 118 148 €
Siège social : 10 rue de la Zone Industrielle 10510 MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE
RCS de TROYES n°632 880 423

Avis de modification

L'assemblée générale du 31/10/2024 a pris acte de la fin du mandat d'administrateur de M^{me} SERBOURCE Ginette.
Et a désigné en qualité d'administrateur à compter du 31/10/2024 BIOLOG, SARL au capital de 96 075 €, ayant son siège social 14 rue Saint Germain 10170 SAINT OULPH, immatriculée sous le n°431502715 au RCS de TROYES représentée par M. SERBOURCE François.
Modification au RCS de TROYES.
M2611382

COPRIMM

Par décisions du 15/09/2026, l'associé unique de la société COPRIMM, SAS au capital de 3.000 €, immatriculée au R.C.S. de TROYES sous le n° 899 726 160 a décidé de transférer le siège social 51 rue du Champ de Tir - 10400 NOGENT SUR SEINE au 12 rue Saint -Pierre - 77700 COUPVRAY à compter du 15/09/2026.
M2611414

Emmanuel Brocard AVOCAT À LA COUR

Société nouvelle LAMBERT Entreprise

Société par actions simplifiée
Capital social : 10.000 Euros
Siège social : 8 rue Marc Verdier 10150 PONT SAINTES MARIE 106 278 674 R.C.S. Troyes

Avis de modification

Par décision de l'associé unique du 09/10/2026, l'objet social de la société est modifié comme suit : La réalisation de tous travaux de peinture intérieure et extérieure, ravalement de façades, revêtements de sols et de murs, pose de revêtements de sols souples ; Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini ou à tous objets similaires ou connexes, susceptibles de favoriser son développement ; Dans le cadre de l'acquisition d'un fonds de commerce en redressement judiciaire.
Pour avis et mention, La présidence.
M2611488

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Aube

**YLEN**

Société par actions simplifiée
au capital de 100 Euros
Siège social :
10 Zone Industrielle la Glacière
10510 MAIZIERES LA GRANDE
PAROISSE
534 761 275 R.C.S. Troyes

Aux termes du PV de décisions de l'Associé unique du 22/10/2025, l'assemblée générale décidé de modifier son objet social à compter du 22/10/2025. L'article 2 des statuts a été modifié comme suit : ANCIENNE MENTION : La production d'emballages, de parois minces par micro injection de thermoplastique et matériaux composites ainsi que par tout autre procédé tel que frittage, extrusion, rotomoulage, stéréolithographie, thermoformage, estampage, découpe, enduction, usinage ; La recherche appliquée en résistance des matériaux, l'éco-conception ; L'achat, la vente de matériaux aux entreprises ou aux particuliers y compris de métaux précieux ; Ainsi que : La prestation de services aux entreprises ou aux particuliers, le conseil en gestion de sociétés, l'intermédiation dans le domaine du négoce, la mise à disposition de cadres, et plus généralement la fourniture de prestations de services aux entreprises pour les besoins que celles-ci souhaitent externaliser ; La formation de personnels ; La sous-traitance, la maintenance, la logistique ; La gestion de fonds et placements ; la production artistique et sonores ainsi que la protection de la propriété intellectuelle. NOUVELLE MENTION : La prise de participation, directe ou indirecte, dans toutes sociétés ou entreprises, françaises ou étrangères, créées ou à créer, ainsi que la gestion de ces participations, et plus généralement toutes activités de société holding ; Le dépôt, l'acquisition, la cession, l'exploitation et la gestion de brevets, marques, licences, procédés, modèles et droits de propriété intellectuelle. La prestation de services, la sous-traitance, le conseil, la formation, la veille technologique et la mise à disposition de moyens techniques ou humains auprès d'entreprises ou d'organismes publics et privés ; La recherche fondamentale et appliquée, le développement scientifique, technique et industriel dans les domaines notamment spatial, énergétique, informatique, robotique, armement, plasturgie, chirurgie et prototypage ; La conception, l'étude, la réalisation, la fabrication, l'assemblage, le test et la maintenance de tous produits, procédés, logiciels, matériels et prototypes relevant de ces domaines ; L'acquisition, la détention, la gestion, la cession de valeurs mobilières, droits sociaux et participations ; Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement. Mention sera faite au R.C.S. de TROYES.

Pour avis.

M2611408

ASCINOX

Société par actions simplifiée
au capital de 5.000 Euros
Siège social :
2 rue Konrad Adenauer
10300 SAINTE SAVINE
978 303 881 R.C.S. Troyes

Aux termes d'une assemblée générale en date du 6 octobre 2026, les associés ont décidé :
- De nommer la société Groupe Ocadi, ayant son siège social 2 rue Konrad Adenauer - 10300 SAINTE SAVINE, en qualité de nouveau président, aux lieu et place de Monsieur Bruno Ethève ;
- De nommer en qualité de directeurs généraux, Monsieur Dine Occanssey, demeurant 23 rue Parmentier - 10430 ROSIÈRES PRES TROYES, et Monsieur Bruno Ethève, demeurant 36 rue Maréchal Leclerc - 10110 MAGNANT.
Inscription modificative au R.C.S. de TROYES.

Pour avis : La présidence.

M2611552

**HOFISOD**

Société à responsabilité limitée
au capital de 70.000 Euros
porté à 700.000 Euros
Siège social :
21 rue Felix Faure
10100 ROMILLY SUR SEINE
887 628 931 R.C.S. Troyes

Par décision du 01/10/2026, l'associée unique a décidé :
- D'augmenter le capital social de 630.000 € par incorporation de réserves, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :
ANCIENNE MENTION : CAPITAL SOCIAL : 70.000 €.
NOUVELLE MENTION : CAPITAL SOCIAL : 700.000 €.

- De modifier l'objet social de la société pour adopter l'objet social suivant :
- L'acquisition, la propriété, la détention, l'administration, la gestion, la mise en valeur et l'exploitation par bail, location nue ou meublée, ou autrement, de tous biens et droits immobiliers, bâtis ou non bâtis ;
- L'acquisition, la souscription, la détention, la gestion, l'administration et la cession de toutes valeurs mobilières, actions, parts sociales, titres de participation et droits sociaux, ainsi que la prise de participations ou d'intérêts, directe ou indirecte, dans toutes sociétés, entreprises ou groupements, français ou étrangers ;

- La gestion, l'animation et le contrôle de ces participations ; La fourniture à ses filiales de toutes prestations de services administratifs, comptables, financiers, juridiques et de gestion ;
- La réalisation, pour son propre compte, de tous placements de trésorerie et, plus généralement, l'acquisition, la détention, la gestion et la cession de tous actifs financiers et mobiliers ;
- Le recours à tous emprunts et financements nécessaires à la réalisation de l'objet social, ainsi que la constitution de toutes garanties et sûretés y afférentes ;
- Et, plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ou le développement.
Les statuts sont modifiés en conséquence.

Pour avis : La gérance.

M2611656

**AU NUMERO VINS**

Société à responsabilité limitée
au capital de 7.000 Euros
Siège social :
5 rue de l'Etape aux Vins
10400 NOGENT SUR SEINE
812 700 151 R.C.S. Troyes

Aux termes d'une décision en date du 31/12/2025, l'associé unique a pris acte de la démission de Christine MILLET de ses fonctions de gérant à compter du 1^{er} janvier 2026 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis : La gérance.

M2611494

LDR MEDICAL

Société par actions simplifiée
à associé unique
au capital de 280.591.40 Euros
Siège social :
5 rue de Berlin
Parc d'Entreprises du Grand Troyes
Quartier Europe de l'Ouest
10300 SAINTE SAVINE
433 924 529 R.C.S. Troyes

Suivant procès-verbal en date du 01/10/2026, l'associé unique a décidé :
De nommer en qualité de directeur général : Monsieur Carl LOWDER, demeurant 15187 Coronet Place, Waterford, Virginie, Etats-Unis, en remplacement de Monsieur Mark DIXON, démissionnaire.
Mention sera portée au R.C.S. de TROYES.

M2611535

**EARL DE LA FERME DU MOULIN**

au capital de 7 500 euros
Siège social : Ferme du Moulin
10380 BOULAGES
RCS TROYES 497855296

Avis de modification

Aux termes de l'acte constatant la dévolution successorale établi à la suite du décès de Madame Virginie SOURIE épouse AUTREAU, gérante, survenu le 17 novembre 2012 à ROMILLY SUR SEINE (10), il a été constaté la transmission de ses parts sociales à ses deux héritiers, conformément aux dispositions statutaires prévoyant leur admission de plein droit en qualité d'associés, sans agrément préalable.

Monsieur Maxence AUTREAU et Monsieur Cyprien AUTREAU deviennent ainsi associés de l'EARL.
Les intéressés ne sont pas nommés gérants. Ils sont désignés en qualité de personnes ayant le pouvoir d'engager habituellement la société.

Les autres dispositions statutaires demeurent inchangées.

Mention sera faite au Registre national des entreprises et au RCS de TROYES

Le gérant.

M2611606

AUBOIS

SAS au capital de 100.000 Euros
Siège social :
165 rue de la Tuilerie
10270 MONTIÉRAMÉY
847 937 059 R.C.S. de Troyes

L'AG du 12/10/2026 a nommé à compter de ce jour commissaire aux comptes titulaire, ERIC MAERTE AUDIT, SAS au capital de 9.177 €, ayant son siège social 16 rue des Troprès - 10150 SAINTE MAURE, 393 953 633 R.C.S. de TROYES.
Modification du R.C.S. de TROYES.
M2611568

SCI LES KORRIGANS

SCI au capital de 416.000 Euros
Siège social :
60 rue Ambroise Cottet
10000 TROYES
814 698 726 R.C.S. de Troyes

Le 18/08/2026, l'AGE a décidé de transférer le siège social au : 11 avenue des Flandres - 44500 BAULE ESCOUBLAC, à compter du 01/10/2026.

Radiation au R.C.S. de TROYES et réimmatriculation au R.C.S. de SAINT NAZAIRE.
M2611532



39 Rue Paul Dubois - 10000 TROYES
Tél. : 03.25.71.46.30

SARL LUZNIAK JEROME EMILIE

SARL au capital de 1.500 Euros
Siège social :
13 avenue de la Gare
10800 SAINT JULIEN LES VILLAS
880 254 347 R.C.S. Troyes

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 09/10/2026, il a été décidé :

- D'adopter la dénomination «LE BUCHEROIS - JEMT» au lieu et place de «SARL LUZNIAK JEROME EMILIE» et ce à compter du 09/10/2026 ;

- De transférer le siège social de la société au 1 route de Maisons Blanches - 10800 BUCHERES à compter du 09/10/2026 ;

- D'étendre l'objet social à l'activité : Traiteur, à compter du 09/10/2026.
Les articles 2, 3 et 4 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention sera faite au R.C.S. de TROYES.

Pour avis.

M2611678

SCI SAONA

Société civile immobilière
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
6B rue du Grand Frenneville
91880 BOUVILLE
529 610 479 R.C.S. Evry

Suivant procès-verbal en date du 5 août 2026, l'assemblée générale a décidé de :

- Transférer le siège social à l'adresse suivante : 10 rue de Chily - 10280 SAINT MESMIN.

Objet social : Mise en valeur, vente, administration, exploitation, location de tout ses biens immobiliers à usage d'habitation, à usage industriel de bureaux ou à usage commercial.
Durée : 99 années.

- Nommer en qualité de gérant, Monsieur Didier HENNEQUIN, demeurant 10 rue de Chily - 10280 SAINT MESMIN, en remplacement de Monsieur Daniel HENNEQUIN.

Les statuts ont été mis à jour en conséquence.

La société sera donc radiée du R.C.S. d'EVRY et désormais immatriculée au R.C.S. de TROYES.

M2611639

POURSUITE D'ACTIVITE**FRANK & FILS HOLDING**

Aux termes d'une décision en date du 30/12/2025, l'assemblée générale de la société FRANK & FILS HOLDING, SAS à capital variable de 200 € à 2.000.000 €, au capital versé de 2.000 €, ayant son siège social 16 rue Jean-Jacques Rousseau - 10800 SAINT JULIEN LES VILLAS, R.C.S. TROYES 931 626 253, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Le président.

M2611570

TROYES BRASSEURS

Société à responsabilité limitée
au capital de 10.000 Euros
Siège social :
54 place Jean Jaurès
10000 TROYES
R.C.S. Troyes 890 489 164

Aux termes d'une assemblée générale mixte en date du 25 juin 2026, il a été décidé en application de l'article L.223-42 du Code de commerce de poursuivre l'activité de la société nonobstant des capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social.

Avis en sera donné au R.C.S. de TROYES.

Pour avis : Le gérant.

M2611577

CLOTURE**DE LIQUIDATION**

reims@sofrac.fr / 03.26.866.866
CORMONTREUIL

NENES

Société civile immobilière
en liquidation
au capital de 1.000 Euros
Siège social et siège de liquidation :
1 rue Envers
10110 BALNOT SUR LAIGNES
919 344 192 R.C.S. Troyes

Avis de clôture de liquidation

L'assemblée générale réunie le 11 septembre 2026 au siège de la liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Jean-Michel GREMILLET, demeurant 1 chemin des Fleurs Sauvages - 10110 BALNOT SUR LAIGNES, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de TROYES, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2610540

HOLDING 47

SARL en liquidation
au capital de 6.000 Euros
Siège social :
777 rue Louis Guillemin
10120 SAINT GERMAIN
753 313 667 R.C.S. Troyes

Aux termes de l'AGE du 31/12/2025, les associés ont approuvé les comptes de la liquidation, donné quitus et décharge de son mandat au liquidateur (M. Gérard RICHARD, demeurant 777 rue Louis Guillemin - 10120 SAINT GERMAIN), et prononcé la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidations seront déposés au greffe du tribunal de commerce de TROYES.
La société sera radiée du R.C.S. de TROYES.

M2611479

SCIERIE ANTOINE

Société à Responsabilité Limitée
en liquidation
Au capital de 8 000 €
Siège social : Rue ML Beurnonville
10200 CHAMPIGNOL LEZ MONDEVILLE
Siège de liquidation : Rue ML Beurnonville
10200 CHAMPIGNOL LEZ MONDEVILLE
447 477 715 RCS TROYES

Aux termes d'une décision en date du 31 mars 2026 au siège de la liquidation, l'Associé Unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Christophe ANTOINE, demeurant 10 rue Saint Antoine 10200 FONTAINE, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de TROYES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611542

**LES MAISONS DE L'AUBE**

Société civile immobilière
en liquidation
au capital de 20.000 Euros
Siège social :
47 rue Louis Ulbach
10000 TROYES
451 039 663 R.C.S. Troyes

L'AG du 05/05/2026 a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au liquidateur M. Eric PROTTE, a déchargé ce dernier de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés auprès du R.C.S. de TROYES.

M2611594

VLL

Société civile immobilière
en liquidation
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
35-39 rue Josephine Baker
10430 ROSIERES PRES TROYES
Siège de liquidation :
35-39 rue Josephine Baker
10430 ROSIERES PRES TROYES
820 752 921 R.C.S. Troyes

Avis de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 11 juin 2026 au siège de la liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Véronique DUFOUR, demeurant 27 Grande Rue de Savoye - 10800 MOUSSEY, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du 31 décembre 2025.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de TROYES en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611653

**PROBAT 10**

Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 Euros
Siège social :
3 bis rue Saint Jean Daudes
10270 MONTAULIN
RCS TROYES 520657834

Avis de clôture de liquidation

Suivant décision de la collectivité du 30 septembre 2026, elle a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Philippe SCHMITT de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TROYES, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2611700

CHANGEMENT DE**NOM PATRONYMIQUE****M. COUTURIER Cédric**

M. COUTURIER Cédric Mickaël, né le 26/02/1987 à 10000 TROYES, France, demeurant 11 bis rue des Vannes - 10800 SAINT JULIEN LES VILLAS, dépose une requête auprès du Garde des Sceaux afin de s'appeler à l'avenir : Dombele Couturier.
M2611604

AVIS DIVERS

155 avenue d'Echenilly
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Tél. : 03.25.45.10.69

SELAS LOUBASSOU BIKOUTA

SELASU au capital de 75 000 €
Siège social :
9 rue du Commandant Cousteau
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
RCS de TROYES

Rectificatif de l'annonce parue sous le n°M2611572 sur matot-braine.fr du 14/10/2026.

Il fallait lire : Président : M. Charles Fabien LOUBASSOU BIKOUTA
M2611709

Matot Braine PETITES AFFICHES
TROYES - VILLERS - CHAMPIGNOL - LAIGNES - CHAMPIGNOL - LAIGNES

Publiez votre annonce
dès le lendemain
sur
matot-braine.fr
OU
à la date de votre choix



Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Aisne

VENTE CESSION
ATTRIBUTION D'APPORTS

Notaires
Etude de Me Séverine FILAINE
Notaire
3 rue des Jardins Laramé
08230 ROCROI
03.24.54.13.29

M. GELU
et MME RAMIREZ /
BRUNOIS

Suivant acte reçu par Maître Séverine FILAINE, Notaire associée de la société d'exercice libéral par action simplifiée dénommée «SEVERINE FILAINE - MELANIE DURBECCQ» titulaire d'un Office notarial à ROCROI, 3 rue des jardins Laramé, le 14 octobre 2026 ;

Monsieur Thierry Gaston Michel GELU, et Madame Marie-Jésus RAMIREZ, demeurant ensemble à GUISE (02120), 314/40 rue de la Justice ;

Ont vendu à la société dénommée BRUNOIS, société à responsabilité limitée au capital de 1.000 €, ayant son siège social à VOULPAIX (02140), 1 rue d'Haution, identifiée au SIREN sous le numéro 130 882 483 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT QUENTIN.

Un fonds de commerce de boulangerie-pâtisserie, exploité à GUISE (02120), 156 rue des Docteurs Devillers. Moyennant le prix de : Trois cent vingt mille Euros (320.000,00 €).

Date d'entrée en jouissance : 1^{er} novembre 2026.

Les oppositions seront reçues par acte extrajudiciaire à l'étude de Maître Lucille BOURDAIRE, Notaire à ROZOY SUR SERRE, où domicile a été élu dans les dix (10) jours suivant la publication de ladite cession au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Pour unique insertion.
M2611692

**CONSTITUTION
DE SOCIETE**

Matot Braine
PETITES AFFICHES
Réseau Légalnet
F O R M A L I T É S
formalites.pamb@legalnet.org
06.46.81.71.49

SCI de l'ancien
presbytère

DENOMINATION : SCI de l'ancien presbytère
FORME : Société civile immobilière
CAPITAL : 5 000€
SIEGE SOCIAL : 18 rue principale 02600 LAVERSINE
OBJET : L'acquisition, l'administration, l'exploitation à bail, location ou autrement, de tous immeubles bâtis ou non, la mise en valeur de ces immeubles, l'édification de toutes constructions, aménagements, réparations, transformations de tous locaux et bâtiments, et mise à disposition gratuite d'un des immeubles au profit d'un ou plusieurs associés.
DUREE : 99 ans
APPORTS EN NUMERAIRE : néant
APPORTS EN NATURE : Une grange située 5004 rue principale 02600 Laversine évaluée à 5000€.
GERANCE : Mme Sarah Leblond et M. Quentin Leblond dmt ensemble 18 rue principale 02600 LAVERSINE.
CESSION DE PARTS : Les parts sont librement cessibles entre associés et les descendants d'eux, toutes les autres cessions de parts sont soumises à l'agrément de la société.
IMMATRICULATION : au RCS de SOISSONS
M2611371

**SELARL CLINIQUE
VETERINAIRE
BAZOVET**
Société d'exercice libéral à responsabilité limitée de vétérinaires
au capital de 1.000 euros
Siège social :
4 place des Sablons
02220 BAZOCHES ET SAINT THIBAUT

Avis de constitution
Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BAZOCHES ET ST THIBAUT du 07/09/2026, il a été constitué une société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée SELARL CLINIQUE VETERINAIRE BAZOVET présentant les caractéristiques suivantes :
SIÈGE SOCIAL : 4 place des Sablons - 02220 BAZOCHES ET SAINT THIBAUT.
OBJET SOCIAL : L'exercice de la profession de vétérinaires
DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.
CAPITAL SOCIAL : 1.000 €.
GÉRANCE : Madame Marie COURTEL, demeurant 8 rue Principale - 02220 VILLE SAVOYE.
Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de SOISSONS.

Pour avis : La gérance.
M2611578

LARZIMMO
Société civile immobilière
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
2 rue des Govins - 02260 LERZY

Avis de constitution
Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 07 septembre 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME SOCIALE : Société civile immobilière.
DÉNOMINATION SOCIALE : LARZIMMO.
SIÈGE SOCIAL : 2 rue des Govins - 02260 LERZY.
OBJET SOCIAL : - L'acquisition, la prise à bail, la gestion, la location et l'administration de tous biens mobiliers et immobiliers tant en France qu'à l'étranger ;
- La construction, la réfection, la rénovation, la réhabilitation et plus généralement, la mise en valeur de tous biens mobiliers et immobiliers ;
- L'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet, et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires à la conclusion de ces emprunts ;
- Plus généralement, toutes opérations notamment acquisition, construction, constitution d'hypothèque ou toutes autres sûretés réelles sur les biens sociaux, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société ;
- Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.
DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.
CAPITAL SOCIAL : 1.000 €, constitué uniquement d'apports en numéraire.
GÉRANCE : Monsieur Cyril LARZILLERE, demeurant 2 rue des Govins - 02260 LERZY et Madame Mathilde TATINCLAUX, demeurant 2 rue des Govins - 02260 LERZY.

CLAUSES RELATIVES AUX CESSIONS DE PARTS : Agrément requis dans tous les cas. Agrément des associés représentant au moins les trois -quarts des parts sociales.
Immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de ST QUENTIN.
Pour avis : La gérance.
M2611673

**FIDAL
AVOCATS**
Société d'Avocats
Parc d'Affaires Reims-Champigny
Allée Jean-Marie Amelin - CS 30002
51886 REIMS

3J LE DANON
Société Civile d'Exploitation Viticole
Capital social : 5.072 €
Siège social :
14 rue Voltaire, COURCELLES
02850 TRELOU SUR MARNE

Avis de constitution
Aux termes d'un ASSP en date du 12/10/2026, il a été constitué une SCEV ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : 3J LE DANON
Objet social : L'acquisition, la prise à bail, l'exploitation et la gestion de tous biens viticoles dont elle est propriétaire, locataire ou bénéficiaire de mises à disposition, et généralement l'exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime.
La vente des raisins et éventuellement la transformation des produits conformément aux usages et au cahier des charges de l'appellation d'origine dont elle dépend.
Pour la réalisation et dans la limite de l'objet ci-dessus défini, la Société peut effectuer toutes opérations propres à en favoriser l'accomplissement ou le développement, sous réserve qu'elles s'y rattachent directement ou indirectement et qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.
Siège social : 14 rue Voltaire, COURCELLES, 02850 TRELOU SUR MARNE
Capital : 5 072 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de SOISSONS
Gérance : M. LE DEVENDEC Glenn, Paul, Jean 7 rue de l'église 51700 PASSY GRIGNY

Claude d'agrément : Les parts ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément de la collectivité des associés, donné par décision de nature extraordinaire prise à la majorité des associés représentant les trois quart du capital social.
La société sera immatriculée au RCS de SOISSONS.
Pour avis.
M2611502

**SOLUTIONS
AUTO & SERVICES**
Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
19 rue de Villeneuve
02200 SOISSONS

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à ORMES du 15/10/2026, il a été constitué une société par actions simplifiée dénommée SOLUTIONS AUTO & SERVICES présentant les caractéristiques suivantes :
SIÈGE : 19 rue de Villeneuve - 02200 SOISSONS.
DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.
CAPITAL : 1.000 €.
OBJET : La société a pour objet, en France et à l'Etranger :
1. Vitrage automobile et pare-brise
La réparation, le remplacement, la pose et la dépose de pare-brise, vitrages et optiques pour tous types de véhicules, en atelier, à domicile ou sur site, la réparation des impacts, le traitement des fissures, la pose de films teintés, solaires et de protection, le diagnostic, le réglage et le calibrage des systèmes d'aide à la conduite (ADAS), ainsi que toutes activités s'y rapportant.
2. Nettoyage, lavage et rénovation automobile
Le nettoyage intérieur et extérieur de tous véhicules, le lavage manuel et automatique, l'exploitation de stations de lavage, la rénovation et la réfection des optiques de phares, le polissage, le lustrage, le detailing, la protection des carrosseries et la préparation esthétique des véhicules.
3. Entretien, réparation et équipement automobile
L'entretien courant, la maintenance, le diagnostic, la réparation mécanique, électrique et électronique, la reprogrammation des véhicules, les travaux de carrosserie et de peinture, ainsi que l'installation et le remplacement de pièces, accessoires et équipements automobiles.
4. Commerce, location et stockage
L'achat, la vente, le dépôt-vente, le négoce et la location de véhicules neufs ou d'occasion, l'achat, la vente

et la location de pièces détachées, accessoires automobiles, matériels, outillages, machines et équipements professionnels, le stockage de tous types de matériels et de marchandises.
5. Logistique et services complémentaires
La collecte, la réception, le stockage, la préparation, l'expédition, le transport et la livraison de colis et marchandises, notamment dans le cadre d'activités de messagerie, l'exploitation de points relais colis, le dépannage, le remorquage et le convoyage de véhicules, le lavage, le nettoyage et l'entretien de vêtements et textiles, notamment par l'exploitation de laveries automatiques.
EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
AGREMENT : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
PRÉSIDENT : Monsieur Mouloud BAABOUCHE, demeurant 8 B rue Dresfervuoin - 51370 ORMES.
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SOISSONS.
Pour avis : Le président.
M2611728

**MODIFICATION
DE STATUTS**

ARAUCINVEST
Société par actions simplifiée
au capital de 2.500 euros
Siège social :
Route Nationale
Le Pont de Mocquesouris
02400 BLESMES
107 466 518 R.C.S. Soissons

En date du 18/09/2026, l'assemblée a décidé de :
- Modifier la dénomination sociale pour adopter celle de «SIVAP» ;
- De ne pas remplacer M^{me} Margot JANNE, directeur général démissionnaire, à compter de ce jour.
Modifications au R.C.S. de SOISSONS.
M2611481

Notaires
OFFICE NOTARIAL
DE GUEUX
Mes PIERLOT, ROGÉ,
LAGACHE-GÉ et CROZAT
23 avenue de Reims - 51390 GUEUX
03.26.03.61.61

**SCI
DU BOIS LA VILLE**
Société civile immobilière
au capital de 94.518,39 euros
Siège social :
Ferme de la Clottée
77320 BETON BAZOCHES
385 205 414 R.C.S. Melun

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 18 septembre 2026, les associés de la société «SCI DU BOIS LA VILLE», société civile immobilière, dont l'objet social est l'acquisition et la gestion de tous biens et droits immobiliers ou de parts pouvant en donner vocation, notamment un immeuble sis à MOUROUX, 559 rue des Lombards, ainsi que toutes activités se rapportant audit objet ou concourant à sa réalisation, dans la mesure où ces activités conservent une nature civile ; La location par tous moyens ainsi que la mise à disposition par commodat aux associés, dont la durée est de quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation, le 21 mai 1992, ont décidé de transférer le siège social situé à BETON BAZOCHES (77320), Ferme de la Clottée, pour le fixer à SAINT REMY BLANZY (02210), 1 rue de Villers Hélon, à compter du même jour, et de modifier l'article 4 statuts en conséquence.
L'inscription modificative sera faite auprès du R.C.S. de MELUN et l'immatriculation requise auprès du R.C.S. de SOISSONS.
Pour insertion,
Me Geoffroy CROZAT, Notaire.
M2611662

Notaires
OFFICE NOTARIAL
DE GUEUX
Mes PIERLOT, ROGÉ,
LAGACHE-GÉ et CROZAT
23 avenue de Reims - 51390 GUEUX
03.26.03.61.61

AGRINOVAGAZ
Société par actions simplifiée
au capital social 10.000,00 Euros
Siège social : 1 Le Château
02350 MISSY LES PIERREPONT
991 683 806 R.C.S. Saint Quentin

Aux termes d'un procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 15 septembre 2026, les associés ont décidé d'augmenter le capital social d'une somme de quatre -vingt-dix mille Euros (90.000,00 €) représentative d'apports en numéraire. Ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :
CAPITAL SOCIAL
ANCIENNE MENTION : 10.000,00 €.
NOUVELLE MENTION : 100.000,00 €.
L'inscription modificative sera effectuée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT QUENTIN.
Pour insertion,
Me Geoffroy CROZAT, Notaire.
M2611668

Octav
Société d'Avocats
8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

LP IMMOBILIER
Société civile immobilière
au capital de 151.000 Euros
porté à 301.000 Euros
Siège social :
10 rue du Blanc Fort
02550 ORIGNY EN THIERACHE
811 200 856 R.C.S. Saint Quentin

L'AGE réunie en date du 07/10/2026 a décidé et réalisé une augmentation du capital social de 150.000 € pour le porter de 151.000 € à 301.000 € par apport en numéraire et par création de 15.000 parts sociales nouvelles, numérotées de 15.101 à 30.100.
En conséquence, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés.
Modification sera faite auprès du greffe du tribunal de commerce de SAINT QUENTIN.
Pour avis.
M2611669

**GERANCE
FIN DE GERANCE**

**Office Notarial SUD ARDENNES
Arnaud DELANNOY
et Martial JACQUES**
Notaires associés
27 rue Chanteraine - 08190 ASFELD
Tél. : 03.24.72.95.59 - Fax : 03.24.72.91.38
delannoy.jacques@notaires.fr

**MACFRED /
DAPESYAN**
Location gérance

Suivant acte reçu par Me Arnaud DELANNOY, le 30 septembre 2026, enregistré au SPFE des Ardennes, le 15 octobre 2026 référence 2026N849 ;
La société dénommée MACFRED, SARL au capital de 16.000 €, dont le siège social est à BEAURIEUX (02160), 8 bis rue Marquette, immatriculée au R.C.S. de SAINT QUENTIN et identifiée sous le numéro unique d'identification 810 376 566. A donné en location-gérance à : La société dénommée DAPESYAN, SARL au capital de 5.000 €, dont le siège social est à CREPY (02870), 38 rue de Couvroun, immatriculée au R.C.S. de SAINT QUENTIN et identifiée sous le numéro unique d'identification 794 193 656.
Un fonds de commerce de boulangerie et pâtisserie exploité à BEAURIEUX (02160), 8 bis rue Marquette, pour une durée de deux (2) années, à compter du 01 octobre 2026 pour finir le 30 septembre 2028.
Pour insertion,
Maître Arnaud DELANNOY.
M2611708

POURSUITE D'ACTIVITE

S&N
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) au capital de 5000 euros
Siège social :
LA CHARMOIE
02330 SAINT-EUGÈNE
RCS SOISSONS 928949429

Poursuite d'activité
Aux termes d'une décision en date du 13/10/2026, l'associé unique, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution anticipée de la société, malgré des capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social.
Mention sera faite au RCS de SOISSONS.
Pour avis : La gérance.
M2611613

**TRANSMISSION
UNIVERSELLE
DE PATRIMOINE**

**SOCIETE CIVILE
IMMOBILIERE
AXONIA**
Société civile immobilière
au capital de 152,45 Euros
Siège social :
Zone Industrielle de Rouvroy-Morcourt
02100 MORCOURT
410 066 237 R.C.S. Saint Quentin

Le 1^{er} octobre 2026, l'associée unique a décidé la dissolution, sans liquidation, de la société, entraînant la transmission universelle du patrimoine à celui-ci, savoir la société ABL Technic Saint-Quentin, SARL au capital de 173.376 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 338 386 550 R.C.S. ST QUENTIN, ayant son siège social Zone Industrielle de Morcourt - 02100 SAINT QUENTIN, conformément aux termes de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil et de l'instruction fiscale 4 I -1-05 du 30 décembre 2005.

Les créanciers peuvent former opposition dans les 30 jours de la présente publication au BODACC.
Les oppositions seront reçues au tribunal judiciaire de SAINT QUENTIN dont l'adresse est Place Gracchus Babeuf - 02322 SAINT QUENTIN.
La disparition de la personnalité morale et la radiation de la société au Registre du commerce et des sociétés de SAINT QUENTIN s'effectuera à l'expiration du délai d'opposition des créanciers.
Pour avis.
M2611383

**SOCIETE CIVILE
IMMOBILIERE
LES MUIDS**
Société civile immobilière
au capital de 762,25 euros
Siège social :
Zone Industrielle de Rouvroy-Morcourt
02100 MORCOURT
353 018 054 R.C.S. Saint Quentin

Le 1^{er} octobre 2026, l'associée unique a décidé la dissolution, sans liquidation, de la société, entraînant la transmission universelle du patrimoine à celui-ci, savoir la société ABL Technic Saint-Quentin, SARL au capital de 173.376 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 338 386 550 R.C.S. ST QUENTIN, ayant son siège social Zone Industrielle de Morcourt - 02100 SAINT QUENTIN, conformément aux termes de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil et de l'instruction fiscale 4 I -1-05 du 30 décembre 2005.
Les créanciers peuvent former opposition dans les 30 jours de la présente publication au BODACC.
Les oppositions seront reçues au tribunal judiciaire de SAINT QUENTIN dont l'adresse est Place Gracchus Babeuf - 02322 SAINT QUENTIN.
La disparition de la personnalité morale et la radiation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT QUENTIN s'effectuera à l'expiration du délai d'opposition des créanciers.
Pour avis.
M2611385

Pierre Maroilley. Il préside Festilight, l'entreprise familiale de décorations lumineuses et de matériel événementiel pour les collectivités et les commerces.

« Nous réalisons vos souhaits ! »



Depuis deux ans, Pierre Maroilley, 38 ans, préside la holding Festigroup.

Chez Festilight, les lumières des sapins clignotent dans les bureaux et donnent un air de fête permanent à cette réussite familiale. Pierre Maroilley poursuit aujourd'hui dans la lignée de son père Didier Maroilley, fondateur de l'entreprise qui a eu l'idée lumineuse de créer l'entreprise fin 1997. Dans la lignée mais avec ses idées. Quand le 1^{er} octobre 2024, la stratégie du groupe est présentée, Pierre, nouveau président, dit à son père : « Tu ne viens plus au bureau pendant deux semaines, c'est la règle. Il nous a laissé notre place. Il est là dès qu'il y a un souci, une question, mais il n'empiète pas. » Depuis, il vient prendre un café, saluer les équipes, cependant il laisse son fils et son gendre prendre les décisions. « Ce n'était pas simple, les salariés m'ont connu petit. Nous avons des personnes qui travaillent ici depuis 25 ans. Je me sens à ma place et mon beau-frère aussi. »

Depuis deux ans, Pierre Maroilley, 38 ans, préside donc la holding Festigroup qui comprend les sociétés Festilight, City Lum et Expelec. Mathieu Canu, son beau-frère,

assure la direction générale. L'entreprise fabrique des décors lumineux pour les collectivités et pour les espaces commerciaux. Festilight réalise du sur-mesure pour des établissements comme le Crillon, la Samaritaine, les maisons Dior ou Louis Vuitton, qu'elles soient en France ou à l'international, chacun

avec son propre cahier des charges. Avec Pixar, l'entreprise propose des écrans LED développés à l'origine pour les matchs de l'Estac au stade de l'Aube. Si Festilight vend, elle propose aussi la location des décors pour changer plus facilement d'une année sur l'autre. « Troyes, Béziers, La Rochelle, Avignon... Nous avons 800 références sur catalogue avec des personnalisations pour les mairies. » L'entreprise travaille avec les designers, les installateurs, les poseurs. Le

groupe affiche un chiffre d'affaires de 20 millions d'euros, dont 70 % se réalisent sur 14 à 18 semaines pour illuminer la fin d'année.

ENTREPRISE D'UTILITÉ PUBLIQUE

« Je recherchais un métier qui apporte quelque chose de positif. Enfant, j'ai toujours vu des décors à la maison et je me suis dit que c'était un métier sympa. Ça sert les gens et on l'a vu après la covid, nous avons fait une année exceptionnelle car ils avaient besoin de se déconnecter, de revoir de belles choses. Là, nous nous sommes dit que nous étions d'utilité publique. » Bardé de diplômes, Pierre Maroilley s'est frotté au marketing international, à la communication, aux techniques de commercialisation, aux achats et à la supply chain. « Je suis tombée dedans depuis tout petit ! J'ai commencé par tous les emplois étudiants en donnant un coup de main l'été à la préparation de commandes, à l'assemblage. Avec mes sœurs, nous avons fait beaucoup de choses et je suis vraiment rentrée dans la société lors de ma dernière année de master. » Quand il prend ses premières fonctions dans l'entreprise familiale, il est assistant qualité en alternance. « On m'a tout de suite mis dans les problèmes, il n'y a rien de tel pour connaître les produits, les fournisseurs et les relations humaines. Mon travail consistait à l'import de produits chinois. Nous travaillons toute la partie électrique avec nos partenaires asiatiques. Nous avons un bureau d'achat à Hong-Kong, j'aime voyager, j'y suis allé pour faire mon service civique. J'ai consommé un passeport avec les tampons chinois ! Nous travaillons

PREMIERS PAS EN ASIE AVEC SON PÈRE

Ses premières visites d'usine et de production en Chine, Pierre les fait avec son père avant même de travailler dans l'entreprise, en 2011 quand il est en stage à Hong Kong. Qualité, acheteur puis chef de produit, Pierre monte en compétences et prend la direction du développement jusqu'en 2024, année charnière puisqu'il dirigera, depuis lors, l'entreprise avec son beau-frère. Le départ avait été préparé, anticipé pour que les enfants puissent discuter et prendre leurs positions. Ses deux sœurs ont choisi de se retirer de l'entreprise. La nouvelle équipe planifie le changement de gouvernance en amont. « Nous avons pris une consultante qui nous a bousculé. Ce n'était pas toujours agréable, mais c'était nécessaire et nous avons beaucoup travaillé sur notre vision d'entreprise et sur nos métiers. »

Aujourd'hui, l'entreprise compte 90 salariés équivalents temps plein et se réinvente avec de la fabrication additive en impression 3D avec de l'ABS recyclé issu de déchets d'équipements électriques pour un parfait cycle de vie du produit. Depuis toujours, l'ADN de la société repose sur l'innovation avec des brevets déposés et sur la réactivité.

« Nous traversons des crises systémiques, tous les ans il se passe quelque chose en France. Nous voulons structurer la société vers une rentabilité croissante et pérenne. Nous nous orientons davantage vers une économie de service et les clients ont besoin de cela. Nous sommes sur l'innovation de service pour offrir aux clients ce qu'ils souhaitent.

je vais aller voir d'autres choses. » Croissance externe, innovation, toutes les pistes sont possibles. Quant à son credo, il repose sur des valeurs profondes, transmises par ses parents. « Chez Festilight, on prend soin des gens. Des salariés, des fournisseurs, des clients. C'est le plaisir du service ». Cette année, Noël sera vert, rouge et or. Parce que même dans l'innovation, la tradition, cela a du bon.

MARIE-BÉATRICE PADIRAC

« Chez Festilight, on prend soin des gens. Des salariés, des fournisseurs, des clients. C'est le plaisir du service. »

avec les mêmes partenaires depuis 18 ans, des gens qui ont des valeurs proches des nôtres, des sociétés familiales pour la plupart. »

Il y cherche de nouveaux produits, travaille les premiers mois dans une usine pour suivre des productions destinées aux vitrines de Vuitton pour qui l'entreprise réalise toujours des décors. « Il y a deux ans nous avons réalisé un décor de 30 m pour la façade Vuitton de la place Vendôme avec notre partenaire chaudronnier en local. »

Nous sommes dans la réalisation des souhaits. »

Jeune papa, Pierre travaille beaucoup et s'impose ses règles de vie. Le soir, il rentre à la maison de bonne heure pour s'occuper de ses deux enfants, sa passion. « Je veux en profiter et éviter de reproduire les erreurs qu'ont pu faire les générations précédentes. » Puis il va à la salle pour se vider la tête en pratiquant l'Hyrox. Dans dix ans, Pierre Maroilley ne sait pas ce qu'il fera. « Je suis d'un naturel curieux,

26 novembre 1988
Naissance à Chaumont (52).

2011
Passe une année en Australie et à Hong Kong.

2012
Entre chez Festilight en alternance.

2014
VIE à Hong Kong comme acheteur.

2015 / 2024
Chef de produit puis directeur du développement.

2024
Président de Festigroup.



Retrouvez tous nos portraits sur **matot-braine.fr**

